

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA CRISE DES BANQUES DE CRÉDIT EN ALLEMAGNE DEPUIS 1931

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 mai 1935, à 14 heures

PAR

Léon PROSKOUROVSKY

*Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques.*

Président : M. LESCURE, *Professeur.*

Suffragants { MM. AFTALION } *Professeurs.*
 { NOGARO }



PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT (V^e)

1935

LA CRISE
DES BANQUES DE CRÉDIT EN ALLEMAGNE
DEPUIS 1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA CRISE DES BANQUES DE CRÉDIT EN ALLEMAGNE DEPUIS 1931

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 mai 1935, à 14 heures

PAR

Léon PROSKOUROVSKY

Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques.

Président : M. LESCURE, Professeur.

Suffragants { MM. AFTALION } *Professeurs.*
 { NOGARO }

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT (v°)

1935



INTRODUCTION

Sans crainte d'exagérer, on peut dire que les travaux de la plupart des économistes du monde entier ont été consacrés depuis quelques années à l'étude de la crise économique mondiale qui sévit depuis 1929 sur notre économie déjà très affaiblie par une guerre longue et épuisante et les conséquences multiples qu'elle a entraînées dans tous les domaines de l'activité humaine.

Cette crise a touché l'Allemagne, où elle trouvait un terrain particulièrement propice, plus sévèrement que bien d'autres pays. Toutefois, elle s'est au début présentée avec tous les symptômes d'une crise de surproduction normale. Mais la nature particulière de l'économie allemande d'après-guerre a été la cause d'une autre crise qui est venue se surajouter à la première. Une crise bancaire d'une violence extrême a éclaté en Allemagne au mois de juillet de l'année 1931. Elle a exercé des ravages profonds et provoqué des désastres dont les conséquences se feront encore sentir longtemps.

C'est à l'étude de cette crise bancaire de 1931 et de ses suites que nous avons consacré nos efforts, nous

espérons apporter ainsi notre modeste part à l'histoire des crises économiques.

Quelque limité que puisse apparaître notre sujet, il est encore bien vaste ; aussi, pour pouvoir le traiter avec toute la profondeur nécessaire, l'avons-nous volontairement restreint à un aspect particulier, à vrai dire le plus important et le plus intéressant, de la crise bancaire allemande : notre étude traitera uniquement de la crise des grandes banques de crédit. Quelques mots d'explication sur l'organisation du système bancaire allemand, organisation assez particulière, sont nécessaires pour justifier notre point de vue.

Deux systèmes bancaires coexistent en Allemagne : tout d'abord le système bancaire privé qui se compose de toutes les entreprises privées qui exercent le commerce de banque, sous quelque forme juridique que ce soit et en l'absence de toute réglementation spéciale quant à leur activité (du moins jusqu'à nos jours) ; ensuite le système bancaire public qui se compose des caisses d'épargne, Girozentralen, Landesbanken, Staatsbanken et instituts de crédit communaux. Tous ces instituts sont des organismes du droit public, ils sont soumis à une réglementation spéciale qui est différente pour chacun d'eux, selon les administrations publiques qui sont leurs supérieurs hiérarchiques. Cette subdivision ne présente en soi rien d'original. Elle revêt toutefois un caractère particulier en Allemagne, non seulement par l'importance des capitaux qui sont gérés par les banques publiques, mais surtout par le fait que celles-ci effectuent toutes les opérations de banque qui dans les autres pays sont en général l'apanage des banques privées. Les instituts publics, revêtus d'autre part du nimbe de la protection administrative, sont

donc de dangereux concurrents pour les banques privées.

Dans le système bancaire privé une centralisation extrêmement poussée frappe à première vue. Quelques très grandes banques de Berlin et le réseau très serré de leurs innombrables succursales assurent l'alimentation en crédit de la plus grande partie de l'Allemagne ; elles attirent naturellement aussi la majeure partie des dépôts : au 30 avril 1931, les cinq grandes banques de Berlin totalisaient 10.683 millions RM. de dépôts sur 13.189 millions RM. de dépôts au total pour toutes les banques publiant des bilans, soit 81 %. Pratiquement, nous ne nous occuperons que de ces grandes banques ; d'ailleurs la crise bancaire est surtout la crise des grandes banques de Berlin.

Ces banques, les voici : La *Deutsche Bank und Diskontogesellschaft*, (dont l'existence ne remonte qu'à 1929, date de leur fusion), la *Dresdner Bank*, la *Darmstädter und Nationalbank*, la *Commerz-und Privatbank*, la *Berliner Handelsgesellschaft*, la *Reichskreditgesellschaft*. Les deux dernières banques, quoique classées dans le groupe des grandes banques, sont d'une nature un peu différente : la *Berliner Handelsgesellschaft* n'a pas de succursales et est surtout une banque d'affaires, elle correspond assez à ce qu'en France nous appelons la « haute banque » ; la *Reichskredit A-G.* n'a pas de succursales non plus, la majorité de ses actions se trouve entre les mains de la *VIAG* qui est la holding des participations financières et industrielles du Reich, c'est donc une banque d'Etat en réalité, mais elle est menée selon les principes les plus orthodoxes de l'économie bancaire privée.

Ce sont les quatre premières des banques que nous

avons énumérées qui correspondent en Allemagne à nos grands établissements de crédit de France (Crédit Lyonnais, Société Générale, etc.) ; ou aux « Big Five » d'Angleterre (Midlands Bank, Barclays Bank, etc.) Elles s'en différencient considérablement par leur structure et cela est d'une importance capitale au point de vue de la résistance aux crises, comme nous le verrons au cours de cet ouvrage.

En France et en Angleterre règne la distinction classique entre banques de dépôts et banques d'affaires, les grands établissements de crédit français et les Big Five anglais sont des banques de dépôts, leur activité se réduit au commerce du crédit à court terme, elles ne font pas de financement industriel. Les grandes banques de Berlin étant à la fois banques de dépôts et banques d'affaires, nous les qualifierons de banques mixtes par opposition aux banques anglo-françaises. Il ne s'agit pas là de l'adoption d'un système déterminé de gestion pour des raisons d'ordre doctrinal, mais bien d'un fruit naturel de la structure économique de l'Allemagne.

La différence entre le système allemand et le système anglais a pour origine les relations entre l'industrie et les banques dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Une forte demande interne de crédit ne se fait sentir en Allemagne qu'après 1870, d'une part avec la fondation de l'Empire accompagnée d'une forte concentration des dépenses publiques, d'autre part avec le développement tardif mais d'autant plus fort de l'industrie. Pour le banquier le risque devenait de plus en plus grand, de par le montant des sommes consacrées à l'industrialisation et de par sa dépendance croissante de son débiteur industriel. C'est la tendance à diminuer et à répartir ce risque qui a amené la combinaison des

diverses branches du commerce bancaire. Plus le nombre des déposants est élevé, plus il est facile pour une banque de placer les émissions d'actions dont elle a assuré le préfinancement (1). Mais cette combinaison de toutes les branches de l'activité bancaire exige un capital social élevé ; on a exagéré dans les fusions d'après-guerre en réduisant le capital au nom de la rationalisation, en oubliant que l'existence du système bancaire mixte était liée à la nécessité de la prépondérance relative des ressources propres.

La structure différente des banques anglaises s'explique par le fait que le développement d'une industrie financièrement à peu près autonome a précédé de beaucoup celui du système bancaire : les entreprises industrielles étaient pour la plupart plus anciennes et plus solides que les banques par actions de l'époque. De là, la spécialisation des banques. En Allemagne, l'industrie ne doit sa grandeur qu'à l'aide que lui ont généreusement accordée les banques, mais pour ce faire, elles ont dû courir des risques et voir augmenter leur vulnérabilité.

Le système bancaire mixte, avec ses avantages et ses inconvénients, est un produit organique de l'évolution économique de l'Allemagne moderne, il poursuit des fins auxquelles il est adapté et ne peut être remplacé simplement par un autre système, quelque avantageux que ce dernier puisse être dans un autre pays.

Le plan que nous avons suivi dans notre étude est en principe chronologique. Il suit pas à pas l'évolution de la crise depuis le printemps de l'année 1931 jusqu'au

(1) Bank-Archiv 1930-31, p. 483, 514.

début de l'année 1935, tout en groupant méthodiquement les événements de chaque phase.

Les renseignements bibliographiques que nous donnons ne peuvent être qu'assez généraux, il ne manque certes pas de livres sur les banques allemandes, mais aucun d'eux ne traite dans son ensemble la crise bancaire récente. Nos sources ont été surtout les publications périodiques allemandes dont le niveau scientifique est remarquablement élevé.

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE — SES ÉTAPES

CHAPITRE I

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION BANCAIRE ALLEMANDE JUSQU'AU 13 JUILLET 1931

1. — La situation entre septembre 1930 et avril 1931.

S'il est vrai qu'au début de cette année 1931 l'Allemagne se trouvait dans une période de profonde dépression économique, bien d'autres menaces obscurcissaient son horizon. Ces menaces étaient d'origine politique, mais leurs conséquences immédiates furent économiques et provoquèrent un cataclysme bancaire sans précédent. Les élections du 14 septembre 1930 avaient envoyé 107 députés nationaux-socialistes au Reichstag, devant cette vague de radicalisme l'étranger réagit immédiatement par des retraits précipités de capitaux. Rien n'est plus sensible aux fluctuations de la politique que les nerfs d'un capitaliste étranger ! Ces retraits massifs au début, se ralentirent assez rapidement, un calme trompeur et précaire leur succéda au début de 1931. L'importance de ce reflux, qui se fit principalement par la voie de retraits de dépôts en banque et de sorties d'or fut d'environ 1 milliard RM :

en millions RM

c/c créiteurs des 6 grandes banques de Berlin	31 août 1930	11.804 .
	31 mars 1931	10.778

Au mois de mars, le fameux projet d'union douanière austro-allemande fut rendu public par les cabinets de Vienne et de Berlin. Contraire à l'esprit des traités, et aussi à leur lettre, comme en jugea plus tard la Cour permanente de justice internationale, contraire à l'équilibre européen, il suscita de violentes protestations. En même temps, l'Alle-

magne, par un orgueil déplacé, multiplia les maladresses politiques : mise en chantier d'un croiseur malgré le piteux état des finances publiques du Reich — défilés du Casque d'Acier — discours enflammé contre la Pologne, le traité de Versailles, les réparations, etc... Tout cela contribua à envenimer l'opinion publique internationale. A cela s'ajoutèrent les difficultés intérieures : attaques et diffamations incessantes des nationaux-socialistes contre le régime, difficultés budgétaires (1), krachs commerciaux retentissants (Karstadt). L'étranger regardait l'Allemagne avec inquiétude. En un mot, l'air était chargé d'électricité, il ne manquait qu'une étincelle : elle n'allait pas tarder à éclater.

2. — L'effondrement de la « Oesterreichische Credit-Anstalt ».

Le 11 mai 1931, on apprend brusquement que l'*Oesterreichische Credit-Anstalt* est en difficultés, que les pertes sont chiffrées à 140 millions schillings (500 mill. fr.). Il s'agit d'un institut fondé en 1855 sur l'exemple du Crédit Mobilier, de la plus grande banque de Vienne, patronnée par les Rothschild (Louis de Rothschild est président du conseil d'administration), fière d'un passé glorieux. La guerre, la disparition de la monarchie austro-hongroise, la crise mondiale, portèrent de graves atteintes à l'institut. En 1929, sur les instances et sous la protection de l'Etat et de la Banque Nationale, l'institut absorba la *Boden Credit-Anstalt* (crédit foncier) tombée en déconfiture. Cette fusion se fit hâtivement, sans qu'une exacte appréciation de l'actif et du passif repris fût possible on tenta en vain de se débarrasser du volumineux portefeuille-titres en créant en collaboration avec d'autres maisons deux investment trusts, l'un à Bâle, l'autre à Luxembourg (2). S'ajoutant aux pertes subies par les participations industrielles de la Credit-Anstalt (participations très importantes : 173 mill. pour un capital-actions de 125 mill. sh.), aux frais

(1) Le 8 mai le déficit budgétaire est évalué à 1,250 millions RM = 7,5 milliards fr.

(2) Frankfurter Zeitung N° 351 du 12 mai 1931.

généraux surchargés par cet organisme insuffisamment adapté à l'Autriche d'après-guerre, cette fusion fut la cause immédiate de l'effondrement de la Credit-Anstalt.

L'institut jouissait encore de la confiance générale — il s'était fait accorder récemment encore un emprunt-dollar à 3 1/2 % — que le gouvernement n'ignorait déjà plus rien de la situation. Un projet de réorganisation fut mis sur pied dans le plus grand secret. Devançant l'imminente fermeture des guichets, le gouvernement se décida à rendre publiques les difficultés de la Credit-Anstalt en même temps qu'il faisait connaître le plan d'assainissement, espérant ainsi éviter la panique.

Le capital de l'institut était de 125 mill. sh., ses réserves de 40 mill. Voici ce qui fut fait pour couvrir les pertes et apporter de nouveaux fonds : la maison Rothschild annule 7,5 mill. sh. d'actions qu'elle avait en portefeuille et fournit 22,5 mill. d'argent frais, l'Etat fournit 100 mill., la Banque Nationale 30 mill., la réserve de 40 mill. est sacrifiée, le capital restant de 117,5 mill. est réduit à 88 mill., puis porté à 177,5 mill. par émission de 89,5 mill. de nouvelles actions privilégiées au cours de 170,38 % (prime d'émission : 63 mill.) Sur les 89,5 mill. d'actions nouvelles l'Etat reçoit 58,6 mill. pour sa participation.

L'Etat se procure les fonds nécessaires par l'émission de 150 mill. sh. de bons du Trésor à trois ans. La Société des Nations donne son accord, la Banque des règlements internationaux veut réescompter elle-même 30 mill. de bons et offre son entremise pour le réescompte de 70 mill. de bons (1). La Banque d'Angleterre offre aussi son aide.

La panique avait d'abord été arrêtée par ces mesures énergiques. Mais entre temps on s'aperçut que les pertes évaluées d'abord à 140 mill. sh. étaient beaucoup plus élevées et approchaient de 300 mill. D'importants retraits de fonds eurent alors lieu, le 26 mai les retraits étaient évalués à 600 mill. sh. (N'oublions pas que la Credit-Anstalt avait 50 % de dépôts d'origine étrangère). Il fallut agir : le 27 mai une loi est votée : l'Etat garantit tous les comptes-courants crédi-

(1) Frankfurter Zeitung N° 380 du 24 mai 1931.

leurs existants (env. 1100 mill.) de la Credit-Anstalt et tous les nouveaux dépôts jusqu'au 30 juin 1933. Pour faire jouer la garantie d'Etat, le ministre des finances est autorisé à émettre des titres de rente en monnaie nationale ou étrangère pour un montant illimité.

Le calme revint alors, mais les difficultés ne firent que commencer. Il s'agissait maintenant de procéder à la réorganisation interne de l'institut, aux amortissements nécessaires, au filtrage du portefeuille-titres, à l'épuration du portefeuille commercial, à la reconstitution d'un fonds de roulement et de possibilités de rendement. Ce travail s'est fait en silence pendant dix-huit mois sous l'égide de l'Etat et de la Banque nationale qui durent encore consentir de lourds sacrifices. En décembre 1932, l'assainissement était terminé, mais le rendement restait encore bien incertain. Un chiffre montrera l'étendue des pertes : sur 914,4 mill. sh. de comptes débiteurs autrichiens, 39,5 % furent passés par pertes, soit 361 mill. Un autre chiffre montrera l'étendue de la crise de confiance : les livrets de dépôts passent de 316 mill. à 32 mill., soit une diminution de 90 %. Le glorieux nom n'est plus !

Voici comment se présente le nouveau bilan comparé à l'ancien.

En mill. sch. :

ACTIF	31/12/1930	30/9/1932	PASSIF	31/12/1930	30/9/1932
Encaisse . .	29,1	7,6	Capital-ac-		
Portefeuille			tions . . .	177,5	142,0
commercial.	91,8	27,3	Livrets de dé-		
Titres et par-			pôts . . .	316,3	32,2
ticipations .	173,2	47,3	c/créditeurs	1358,9	474,2
Débiteurs .	1382,1	553,5	Obligations		
Créances hy-			foncières en		
pothécaires.	33,3	40,7	circulation.	30,3	30,8
Biensfonds .	22,4	2,8			
Augmenta-					
tion du capi-					
talet pertes.	152,5				
TOTAL. . .	1884,6	679,2		1884,6	679,2

Les pertes couvertes par l'Etat s'élèvent à la somme formidable de 830 mill. sh. (près de 3 milliards francs), écrasante pour ce petit pays. Cette somme se décompose de la façon suivante (1) :

Traites de la Credit-Anstalt payées par l'Etat . .	571 mill. shill.
Dettes envers l'étranger reprises par l'Etat . .	209 » »
Différence entre l'ancien et le nouveau capital . .	35,5 » »
Redressement des réserves	15
TOTAL	830,5

En mai 1934 on fusionna la Crédit-Anstalt avec le *Wiener Bankverein* et le 21 juillet toute garantie de l'Etat autrichien disparut.

Mais revenons en 1931. Les événements de Vienne eurent une portée incalculable, la Crédit-Anstalt étant en relations directes avec l'étranger (participations étrangères, Amstelbank, dépôts étrangers). Le monde inquiet se tourna vers l'Europe centrale. La méfiance à peine assoupie se réveilla avec violence et se tourna principalement vers l'Allemagne qui présentait les mêmes symptômes qui avaient conduit la Crédit-Anstalt à sa perte : surabondance de crédits à court terme instables et d'origine étrangère, immobilisations industrielles, lourdes pertes sur les comptes titres et débiteurs. Les capitalistes étrangers, principalement américains, retiraient leurs capitaux d'Allemagne.

3. — Les retraits de dépôts et la politique de la Reichsbank.

La finance internationale déçue par la Credit-Anstalt à qui elle avait accordé des crédits à des conditions plus avantageuses qu'aux meilleures banques allemandes, n'arrêta pas ses retraits de capitaux aux frontières de l'Autriche : le 23 mai (2) les premiers retraits affectent le marché monétaire allemand ; 5 1/2 milliards RM. de crédits étrangers à court

(1) *Frankfurter Zeitung* N° 945 du 18 décembre 1932.

(2) *Chronique de la crise bancaire*, dans la *Frankfurter Ztg.* du 23 août 1931, n° 625.

terme se trouvaient en Allemagne l'atmosphère de méfiance est entretenue par les bruits qui prêtent au Gouvernement allemand l'intention de proclamer un moratoire des réparations (recul prononcé de l'emprunt Young le 28 mai). Nous inclinons d'ailleurs à penser que ces bruits sont loin d'être aussi dénués de fondement que la presse allemande s'est plu à les représenter, nous nous expliquerons plus bas sur ce point.

L'importance des retraits augmente peu à peu lorsque le 30 mai on apprend à la fois que l'importante compagnie d'assurances *Nordstern* rend publiques ses pertes se montant à 28 mill. RM. et que les grands magasins *Rudolf Kardsadt A.-G.* assainissent leur bilan en transformant un quart du capital en actions de préférence contre paiement d'une prime de 51 %. Légère tension sur le marché monétaire ; le taux du marché hors banque passe de 4 3/4 à 4 7/8 % par suite des ventes d'effets.

Le 6 juin un journal communiste publie un article sensationnel sur les difficultés de la *Darmstädter u. Nationalbank* — difficultés qui n'étaient que trop réelles. Pour couper court à ces nouvelles alarmantes, l'institut visé démentit catégoriquement et poursuivit en justice le journal — on connaît l'efficacité de pareilles mesures !

Le bilan du 7 juin de la Reichsbank nous montre les réserves en or et devises de l'institut diminuées de 163 mill. RM. (1 milliard fr.) en une semaine. Expliquons en peu de mots la technique du retrait d'un crédit étranger. Les crédits étrangers sont de deux sortes : 1), crédits de caisse ou au comptant, figurant au passif de la banque allemande comme dépôt, 2) crédits par acceptation, figurant au passif sous la rubrique « crédits de la clientèle chez des tiers ». Dans l'un et dans l'autre cas le retrait se fait par demande de remboursement immédiat ou par non-renouvellement à l'échéance. Que fait la banque ? Le retrait diminuant son passif de la somme en question, elle réalise un élément de son actif pour maintenir l'équilibre de son bilan. La banque pourrait mettre à la disposition du capitaliste étranger une partie de ses réserves en devises disponibles à l'étranger sous la rubrique « avoirs chez les correspondants étrangers » (Nostrogut-

haben); en pratique, cette méthode fut employée le moins possible, les banques hésitant à sacrifier ces avoirs qui représentent leur dernière réserve en cas de restrictions de l'institut d'émission. Le maintien de ces avoirs à un certain montant est d'autre part une nécessité technique du commerce international. Voici ce que la banque fait en général : elle réescompte à la Reichsbank des effets de commerce qu'elle a en portefeuille, transforme le montant en or ou en devises-or et le met à la disposition du prêteur étranger, soit par envoi direct, soit par paiement sur les avoirs de la Reichsbank à l'étranger. Cette méthode est possible tant que la banque possède du papier commercial bancable (trois signatures, trois mois d'échéance maximum), s'il lui fait défaut, elle réalise des titres ou force des débiteurs à rembourser leurs dettes ou les avances qu'ils ont reçues de la banque (p. ex. avances sur marchandises correspondant aux crédits par acceptations qui théoriquement ne devraient financer que le commerce international).

Mais reprenons le fil des événements : le 10 juin on apprend que le grand Konzern lainier de l'Allemagne du Nord, la *Norddeutsche Wollkämmerei und Kammgaruspinnerei* (*Nordwolle*) à Brême, publie son bilan avec d'importantes pertes. L'annonce de cette nouvelle coûte en vingt-quatre heures à la Reichsbank 100 mill. RM. de sa couverture. L'argent à un mois renchérit de 1 %, les bourses sont nerveuses, fortes ventes de rentes.

La situation devient brusquement alarmante : dans la seule journée du 12 juin la Reichsbank doit abandonner 200 mill. RM. de devises, le 13 juin encore 100 mill. RM. Une panique extraordinaire s'empare de la bourse : on se défait des titres à vil prix. D'autre part la fuite des capitaux internes par l'achat de billets de banque étrangers s'amplifie dangereusement (1). La Reichsbank reste passive jusqu'à maintenant. La *Frankfurter Zeitung* (n° 434 du 16 juin) affirme que la situation est certes difficile, mais qu'elle ne justifie pas une telle panique ; elle s'approche bien davantage de la vérité en

(1) Elle aurait atteint 250 mill. RM. pour le mois de juin — évaluation peut-être optimiste.

proclamant « qu'il s'agit d'une crise de liquidité provenant de l'abus du crédit à court terme ».

Le bilan du 14 juin accuse une diminution de 534 mill. RM. de la couverture de la Reichsbank. Le taux d'escompte est porté en même temps de 5 à 7 %. Toute la gravité de la situation est révélée par cette augmentation de 2 % unique dans les annales. Toutefois il ne faut pas se faire d'illusions sur l'efficacité de cette mesure tardive, étant donné l'origine extra-économique des retraits : ce n'est pas l'attrait d'un intérêt supplémentaire qui retiendra les capitaux dans un pays qu'ils fuient par suite d'une crise de confiance. La politique classique du taux d'escompte ne produit son plein effet que sous un « climat » normal. Quoi qu'il en soit, les retraits s'apaisèrent un peu : 50 mill. RM. seulement le 15 juin.

Le 16 juin une crise gouvernementale n'est évitée que de justesse, les retraits augmentent immédiatement. Les 17 juin, les pertes totales en or et devises de la Reichsbank depuis fin mai dépassent 1 milliard RM. (1). Les banques et autres débiteurs en ont perdu de fortes quantités de devises. Les banques ont pu résister jusqu'ici en réalisant leur portefeuille, leurs acceptations (par vente sur le marché hors banque), leurs avoirs à l'étranger. Mais les milieux responsables doivent prendre des décisions, les banques et toute l'économie ne pourront résister indéfiniment à des retraits d'une pareille violence.

La Reichsbank est d'une étrange inertie, elle dispose encore d'environ 1500 mill. de moyens de couverture (on s'approche de 40 % légaux) et d'un crédit de réescompte de 50 millions dollars autrefois ouvert à la Golddiskontbank. (Des bruits circulent d'ailleurs avec insistance au sujet d'un fort crédit de réescompte à ouvrir par les banques d'émission et la B.R. I.). D'autre part, aucune mesure politique n'est prise pour atténuer la crise de confiance : parades, discours de

(1) Six grandes banques de Berlin : c/c crédi-
teurs.

31 mai 1931	10.395	Mill RM.	
30 juin 1931	9.277	—	—
diminution	1.118	—	—

généraux... continuent de plus belle. Il faut agir, il est insupportable pour des raisons psychologiques, que pendant plusieurs semaines la Reichsbank fournisse 50 à 60 mill. de devises par jour, et que rien ne soit fait pendant tout ce temps pour se rendre maître de la situation (1).

Le 20 juin, la Reichsbank décide officiellement de suspendre la cotation de l'escompte hors banque (le marché est pratiquement mort depuis le 15, les offres ne trouvant en face d'elles aucune demande), elle veut ainsi obtenir que toutes les demandes de crédit passent par ses guichets : c'est le commencement d'une politique de restriction du crédit, politique que nous examinerons plus loin.

C'est alors qu'éclate comme une bombe la proposition Hoover de suspension de tous paiements de réparations et de dettes de guerres pendant un an. Le message de M. Hoover fut accueilli en Allemagne par un enthousiasme délirant : c'était le miracle qui allait délivrer l'Allemagne de tous ses maux, aplanir toutes les difficultés, arrêter la fuite des capitaux... Il est vrai que le lundi 22 juin les bourses réagirent par une forte hausse, la Reichsbank — pour la première fois depuis des semaines — ne perdit pas de devises. Mais le même jour on apprit que les pertes énormes de la *Nordwolfe* étaient dues à des manœuvres frauduleuses de la part des dirigeants de l'entreprise, les frères Lahusen, que les bilans étaient truqués, que des opérations fictives avaient été faites par l'entremise d'une insignifiante succursale hollandaise, l'*Ultramare* à Amsterdam. Le lendemain on apprit que les pertes de la compagnie d'assurances *Nordstern* étaient beaucoup plus élevées qu'on ne l'avait cru. Et, tout à coup, à l'improviste, le chancelier Brüning tient un grand discours radiodiffusé le 24 juin, décrit la gravité de la situation allemande, qualifie l'action du président Hoover de dernier rayon d'espoir — et adresse un appel à la France. Car entre temps, le gouvernement français, surpris par l'annonce du moratoire Hoover, délibère sur la position à adopter. Le 25 juin, un crédit de réescompte de 100 mill. doll. est

(1) L. Albert Hahn, F. ankf. Ztg. N° 519 du 15/7.

ouvert à la Reichsbank jusqu'au 16 juillet par la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Federal Réserve Bank de New-York et la B. R. I.

L'opinion internationale qui a d'abord réagi favorablement, revient après un premier éblouissement à des considérations plus objectives. Elle enregistre le scandale de la Nordwolle, le discours in extremis de M. Brüning — et voilà que le moratoire Hoover lui ouvre les yeux sur la véritable situation de l'Allemagne. Il rend publiques les difficultés qu'on essayait de cacher. On s'aperçoit que le crédit international des banques d'émission n'est que de 100 mill. RM = 420 mill. RM pour trois semaines — il est à craindre que ce ne soit insuffisant (1). Un revirement commence à se faire, les retraits de capitaux recommencent... La Frankfurter Zeitung avoue elle-même que les banques ne croient pas à l'arrêt des retraits étrangers, l'action du président Hoover ayant révélé à certains milieux étrangers toute la gravité de la situation allemande (2). Et c'est la France — sur laquelle toute la presse déverse un torrent d'imprécations — qui est accusée d'avoir saboté l'effet du moratoire Hoover en ne l'acceptant pas sur-le-champ et sans conditions. (3) On ne peut tout de même pas exiger que le gouvernement français entérine un plan que M. Hoover et l'opinion publique allemande essayaient de lui imposer, qui creuse dans son budget un trou de 1 1/2 milliard fr., qui met à néant le plan Young et ses engagements solennels, qui pratiquement signifie la mort des réparations, sans y réfléchir mûrement. Vraiment, accuser la France d'avoir tout fait échouer parce qu'elle a examiné sérieusement la proposition de M. Hoover pendant deux semaines, c'est avouer ouvertement que cette proposition n'était qu'un énorme bluff psychologique et n'apportait pas de remède réel à la situation financière de l'Allemagne — un auteur allemand le reconnaît d'ailleurs lui-même aujourd'hui (4). N'oublions pas que

(1) A. Lansburgh, Die Bank, 11 juillet 1931.

(2) N. 491 du 4 juillet 1931.

(3) Ce n'est que dans la nuit du 6 au 7 juillet que l'accord définitif sur les modalités du moratoire se fait à Paris — l'accord de principe était déjà réalisé au bout de dix jours de pourparlers.

(4) M. Richard Lewinsohn : Histoire de la Crise 1929-34, p. 65.

malgré tous les reproches qu'on lui adressait, la France participait le 25 juin pour 25 % au crédit international de réescompte et que la Banque de France avançait à la B. R. I. ses 25 %, de sorte que sa participation totale s'élevait à 50 % du crédit.

Si l'on veut voir le fond des choses, on se rend rapidement compte que la miraculeuse intervention de M. Hoover n'était rien moins que spontanée. En effet, quelques semaines auparavant à la séance de la Chambre de Commerce Internationale à Washington, M. Hoover déclarait officiellement qu'il n'interviendrait en aucune manière dans les questions européennes de dettes de guerre. Peu après, il recevait un pressant appel du président du Reich. Le Président Hindenburg l'informait de la situation critique des banques allemandes. Le gouvernement allemand aurait aussi laissé entrevoir que dans un avenir prochain il serait aussi obligé de déclarer le moratoire pour les paiements de réparations (1), les bruits que nous signalions plus haut n'étaient donc pas dénués de fondement. Les banques américaines ayant investi des sommes formidables en Allemagne, le président Hoover fit volte-face, comprit qu'il s'agissait de protéger les intérêts américains, et intervint comme l'on sait.

Reprenons le cours des événements. Les retraits de capitaux continuent, les créanciers étrangers se disant qu'au fond le moratoire ne changeait rien (c'était un allègement d'environ 125 mill. RM. de devises par mois, alors que chaque jour en emportait presque autant). Au 1^{er} juillet, la Reichsbank avait perdu 1400 mill. RM. en or et devises depuis le début de la crise et les banques 500 mill. de leurs propres réserves de devises. Le crédit de 100 mill. doll. était utilisé jusqu'à concurrence de 319 mill. RM.

Bilan de la Reichsbank	30/5	30/6	en mill RM
or	2390	1421	
devises.	486	300	(y compris 420 mill. crédit
effets de commerce . . .	1794	2579	de réescompte)

(1) M. Richard Lewinsohn : Histoire de la Crise 1929-31, p. 63.

Les événements du mois de juin se répercutent sur les bilans des 6 grandes banques de Berlin de la façon suivante : Les dépôts diminuent de 1118 mill. (9277 mill. au lieu de 10.395), ces remboursements sont faits grâce au réescompte de 634 mill. RM. d'effets (ce qui se traduit par une diminution du portefeuille et une augmentation à peu près exactement correspondante du poste endossements : + 659 mill. RM.), grâce à l'utilisation de 171 mill. d'avoirs chez les correspondants, de 55 mill. de disponibilités de caisse, de 66 mill. remboursés par les débiteurs (comparez ce chiffre dérisoire de 66 mill. de compression de débit à l'énormité des remboursements de dépôts). Finalement les banques se procurent des fonds en vendant leurs acceptations sur le marché hors banque — vieille pratique des banques allemandes : le poste d'acceptations passe de 582 à 816 mill. (+ 234) ; ces 816 mill. représentent à concurrence de 793 mill. des tirages uniquement bancaires, seulement 23 mill. d'acceptations documentaires.

Si les banques ont pu faire face aux remboursements jusqu'à présent, c'est parce qu'elles ont trouvé toute l'aide nécessaire pour la réalisation de leurs actifs auprès de l'institut d'émission : 634 mill. RM. de traites réescomptées en juin. Or, c'est au moment où les demandes de remboursement reprennent de nouveau, mais se heurtent à des banques déjà nettement affaiblies, où l'aide de la Banque centrale devient indispensable, que celle-ci instaure une politique de rationnement de son crédit. « On arrête les runs en payant à caisse ouverte » déclare M. Benjamin N. Anderson de la *Chase Bank*. (1). C'est ainsi qu'on rétablit la confiance, les billets créés reviennent rapidement à l'institut d'émission par l'intermédiaire des banques. La Reichsbank que la crise a surpris sans aucune politique arrêtée d'avance, ne réagit presque pas, ne défend que mollement son encaisse et annonce tout à coup vers le 20 juin, qu'elle restreint son crédit, qu'elle n'escomptera plus que dans une proportion fixée par elle les effets bancables que les banques lui présenteront. Ces restrictions ne sont presque

(1) Chase Bank, Rapport de mars 1931 : « Runs are stopped by pouring out cash. All this was commonplace to the banking world before the war ».

pas appliquées à Berlin entre le 20 juin et le 1^{er} juillet, mais aussitôt que les retraits de dépôts s'accroissent, la Reichsbank applique sa politique de rationnement. A quoi vise-t-elle ? A obliger les banques d'une part à se servir de leurs propres stocks de devises au lieu d'acheter des devises à la Reichsbank en réescomptant leur portefeuille, d'autre part à faire pression sur leurs débiteurs pour les obliger à rembourser. C'est pure folie que de croire que les banques pourront obtenir de leurs débiteurs des remboursements à la même cadence qu'elles doivent elles-mêmes rembourser leurs dépôts — la suite le montrera.

Deux reproches principaux sont à adresser à cette politique : 1) cette pression sur les débiteurs oblige ceux-ci à liquider des stocks, provoque des faillites et une déflation générale des prix — pareille adaptation de l'économie à un volume de crédit plus restreint ne va pas sans douleur, surtout si elle n'a pas lieu progressivement ; 2) le rationnement aggrave le run, car il oblige les gens qui ont des paiements à faire à thésauriser des billets à l'avance pour être sûrs de ne pas en manquer.

Nous assistons, il est curieux de le constater, à une lutte entre le *banking principle* et le *currency principle*. La Reichsbank veut maintenir le Reichsmark au pair, elle se cramponne au taux de couverture légal de 40 % (d'ailleurs artificiellement), hors de doute qu'elle n'y arrive par d'impitoyables restrictions de crédit, mais ce sera en faisant courir de graves dangers à l'économie (1).

Aucun crédit présentant les conditions requises ne doit être refusé, tout effet bancable doit être réescompté sans restriction aucune, mais l'institut d'émission doit tirer les conséquences logiques de la situation en fixant le taux de l'intérêt à une hauteur telle, que nul ne sera tenté d'user du crédit de la banque centrale sans en avoir réellement besoin.

4. — L'approche de la catastrophe, dernières tentatives.

La Reichsbank convoque son conseil général pour le 5 juillet — un dimanche, ce qui étonne et fait courir les bruits

(1) L. Albert Hahn dans la *Frankf. Ztg.* N° 519 du 15/7/31.

les plus divers : abaissement de la couverture au-dessous de 40 % etc. Aucune proposition tendant à ce but ne fut d'ailleurs examinée. Il fut décidé d'utiliser un crédit de réescompte de 50 millions doll. ouvert autrefois par l'*International Acceptance Bank* à la *Golddiskontbank*. On discuta aussi sur la possibilité d'obtenir un élargissement du crédit de 100 millions dollar déjà épuisé. La Reichsbank veut empêcher la crise de toucher trop profondément l'économie, grâce à l'aide de l'étranger, aide en laquelle elle espère jusqu'au dernier moment et qui ne viendra pas. On examine aussi la situation de la *Darmstädter und Nationalbank*, particulièrement critique et au sujet de laquelle des rumeurs menaçantes se font entendre — à tel point que l'Agence télégraphique Wolff déclare le lendemain savoir « de source authentique » que ces rumeurs sont sans fondement et que le Conseil général de la Reichsbank ne s'est nullement préoccupé de la situation d'une « grande banque de Berlin ». Ce démenti ne trompe plus personne.

Le 7 juillet, on apprend officiellement que les pertes totales de la Nordwolle sont estimées à 200 mill. R M., la cotation en bourse est suspendue. La nervosité s'accroît fortement à l'étranger comme à l'intérieur. C'est alors qu'un effort désespéré est tenté pour inspirer confiance à l'étranger et attirer des capitaux frais — peine perdue, le torrent des demandes de remboursement renverse tous les obstacles (le bilan du 7 juillet accuse 200 mill. de pertes effectives de devises pour la semaine). Les premières maisons de la banque et de l'industrie proposent à la Reichsbank la transformation de la « *Deutsche Golddiskontbank* » en institut destiné à accueillir des crédits étrangers, en offrant l'appui du syndicat de garantie de 500 mill. R M., qu'elles constitueraient. Une remarque : L'observateur inaverti demandera : pourquoi ne pas offrir cette aide à la Reichsbank qui solliciterait les crédits, que vient faire ici la *Golddiskontbank* ? La réponse est simple, mais tragique : pour transmettre les crédits en question à l'économie, la Reichsbank ne peut, comme toute banque d'émission, procéder que par réescompte d'effets de commerce. Or, le portefeuille commercial bancable, l'*éligible paper* des banques est près d'être épuisé...

Le 8 juillet, une ordonnance du président du Reich sur la création d'une garantie économique « autorise le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour obliger les entreprises dont le capital dépasse 5 mill. RM, à donner leur caution, proportionnellement et jusqu'à un montant total de 500 mill. RM., à tous engagements défailants provenant d'opérations de crédit effectuées par la Deutsche Golddiskontbank dans l'intérêt du maintien des crédits étrangers en Allemagne ». Le chancelier prend immédiatement une ordonnance d'exécution : le syndicat de garantie est constitué par mille entreprises, la *Bank für Deutsche Industrieobligationen* est chargée de la réalisation pratique de la garantie en cas de nécessité, la garantie s'applique à toute opération de crédit faite jusqu'au 8 juillet 1933 avec assentiment du comité directeur du syndicat, elle n'entre en jeu qu'autant que l'exécution forcée du débiteur principal est infructueuse (bénéfice de discussion).

Un crédit accordé à la *Golddiskontbank* jouira donc d'une quadruple garantie : celle de l'emprunteur, de la banque intermédiaire, de la *Golddiskontbank* et du syndicat de garantie. La genèse de cet édifice ne rappelle-t-elle pas l'hypothèque générale sur toutes les terres donnée en garantie à la *Rentenbank* en 1923 par M. Schacht ? Malheureusement l'effet heureux de cette création est anéanti par le scandale de la Nordwolle. C'est alors que M. Luther, président de la Reichsbank, décide de tenter personnellement un dernier effort auprès de ses collègues à Londres, M. Montagu Norman et à Paris, M. Moret. C'est en avion qu'il fera son voyage — ce mode de locomotion peu employé jusqu'alors par les gouverneurs de banques d'émission n'est pas fait pour apporter un apaisement psychologique, il fait ressortir bien inutilement tout ce que la situation a d'alarmant.

Le 9, M. Luther est à Londres, le soir il arrive à Paris. Le 10, il voit M. Moret, celui-ci le prévient que tout crédit qui serait accordé maintenant dépasse les pouvoirs de la Banque de France et est du domaine gouvernemental, ce qui veut dire que l'Allemagne devra préalablement accorder des garanties politiques — M. Luther verra donc M. Flandin, ministre des finances. La presse

allemande s'indignera plus tard de ces conditions politiques posées par la France — qui n'ont d'ailleurs rien d'étonnant, vu les maladresses politiques commises par l'Allemagne dans les derniers mois. Pendant ce temps, la Reichsbank perd encore 100 millions de couverture, la fuite des capitaux allemands augmente fortement, le marché monétaire de Berlin est paralysé, la Reichsbank accentue son rationnement de crédit. A Londres et à New-York on discute des possibilités d'un arrangement.

De Paris, M. Luther devait aller à Bâle assister à la séance de la B. R. I. Mais il interrompt son voyage et rentre à Berlin le 11 au soir. Le gouvernement et les banques attendent avec anxiété le retour de M. Luther et les promesses de crédit qu'il doit rapporter : M. Luther revient les mains vides, absolument vides..... Atterrés, M. Brüning et ses ministres délibèrent fort tard avant dans la nuit.

Le comité gouvernemental des réparations est convoqué à dix heures du matin pour le lendemain : dimanche 12 juillet 1931.

5. — L'effondrement de la « Danat ».

L'échec de M. Luther crée une situation nouvelle à laquelle on ne s'attendait pas ; il est hors de doute que les milieux responsables ne sont plus à la hauteur des événements. L'affolement est général. Au cours de ce dimanche siègeront, le matin : le comité des réparations du gouvernement d'une part, les directeurs des banques d'autre part — l'après-midi : le conseil de cabinet d'une part, le directoire de la Reichsbank d'autre part — le soir et toute la nuit à la Chancellerie d'Empire ensemble : le chancelier Brüning, les ministres, les directeurs des grandes banques, la direction de la Reichsbank, la presse, en tout cinquante à cent personnes (1). La confusion et la nervosité qui régnèrent pendant ce dramatique dimanche et la nuit du 12 au 13 juillet furent telles, qu'aujourd'hui — quatre ans après les événements — la succession et la liaison

(1) Priester : Das Geheimnis des 13 Juli — seul ouvrage décrivant complètement le 12 juillet, mais cet ouvrage n'est qu'un reportage, intéressant certes, mais ni profond ni objectif.

des événements et des décisions n'apparaît pas encore nettement. C'est une tâche à laquelle s'appliqueront les historiens futurs — quant à nous, nous n'avons pas la prétention de jeter une lumière complète sur ce qui s'est passé, nous nous contenterons d'essayer de reconstituer l'atmosphère grâce aux récits de la presse et aux impressions personnelles que nous avons pu recueillir.

Résumons la situation (1) : le moratoire Hoover a eu pour conséquence imprévue d'attirer l'attention du monde entier sur la crise allemande et d'aggraver celle-ci. Une fuite des capitaux intérieurs s'ajoute au run extérieur. La Reichsbank, malgré l'utilisation des deux crédits de réescompte, 630 mill. RM. en tout, est arrivée à la limite légale de couverture et se déclare incapable de venir en aide aux banques. Or, parmi celles-ci, une se trouve particulièrement frappée : la *Darmstädter u. Nationalbank* (Danat), l'institut de M. *Jakob Goldschmidt*.

La Danatbank est une descendante directe des doctrines de Saint-Simon et du Crédit Mobilier des frères Péreire. En effet, elle provient de la fusion de la *Nationalbank für Deutschland* et de la *Bank für Handel und Industrie* fondée à Darmstadt en 1854 sur le modèle du *Crédit mobilier* de Paris par la vieille et célèbre banque de Cologne : *Sal. Oppenheim junior et Cie* qui était elle-même un des fondateurs du Crédit Mobilier. L'esprit d'Emile et d'Isaac Péreire s'est retrouvé au XX^e siècle dans la forte personnalité du maître tout-puissant de la Danatbank : M. Jakob Goldschmidt. Il mena sa banque avec une audace et un allant extraordinaires à travers les années troubles d'après-guerre. Il finança habilement l'industrie (ne prêta-t-il pas une somme égale au capital de la banque à une seule entreprise industrielle?). Grisé par ses succès, il n'eut cure de l'étroitesse de sa base de capital : 120 mill. RM. de capital et réserves et 2181 mill. RM. de dépôts et acceptations ! La disproportion flagrante entre les ressources propres (120 mill.) et les ressources étrangères (2181 mill.) de la banque : rapport 1 à 19, la forte proportion de crédits étrangers à court terme dans les dépôts (45 %), les engagements

(1) Chronik der Bankkrisis, Frankf. Ztg. N° 625 du 23 août 1931.

industriels importants (pertes importantes dans le krach de la Nordwolle) furent les trois éléments essentiels de sa perte.

Mais voyons les faits dans la banalité des chiffres : entre le 1^{er} mai et le 11 juillet, la *Danat* dut rembourser 700 mill. RM. (4200 mill. fr.) de dépôts, c'était le tiers de la somme totale que durent rembourser les banques allemandes à ce moment. Peu de banques auraient pu survivre à des remboursements aussi formidables dans un temps aussi court, à plus forte raison une banque d'affaires aussi vulnérable que la *Danat*. La banque ne put faire face aux demandes de remboursement qu'avec l'aide de la Reichsbank, en effet elle s'est procurée les fonds nécessaires presque uniquement par la vente de son acceptation sur le marché et le réescompte de son portefeuille commercial. Si nous nous contentons d'examiner le mois de juin tel qu'il se reflète dans le bilan, nous voyons que la diminution des Créditeurs de 355 mill. (1715 mill. au lieu de 2070 mill. fin mai) est compensée par une augmentation de 55 mill. des acceptations, une diminution de 26 mill. des avoirs à l'étranger, de 36 mill. des titres, participations et de 214 mill. des Effets de Commerce. Le poste endossement bondit de 143 mill. à 346 mill., soit une augmentation de 203 mill. Ces chiffres montrent clairement ce qui s'est passé. A quel point l'aide de la Reichsbank était indispensable, on le voit par le fait que les « Débiteurs » n'ont diminué que de la somme dérisoire de 1 mill. (1074 au lieu de 1075). On ne peut reprocher à la Reichsbank de ne pas avoir accordé généreusement son aide : elle fut vraiment exceptionnelle, 350 mill. RM. pour une seule banque. Elle s'explique peut-être par l'attente d'un grand crédit international qui, finalement, ne fut pas accordé.

Les difficultés de la *Danat* ne purent être tenues entièrement secrètes. Une violente campagne de presse extrémiste, communiste et nationale-socialiste, se déclama contre la direction de l'institut. L'opinion, principalement à l'étranger, fut alarmée. Procès en diffamation et démentis officiels « de source authentique » furent impuissants à rétablir le calme. Les retraits s'accéléchèrent sous l'influence des rumeurs plus ou moins tendancieuses. Le krach de la *Nordwolle*, dont les étroites relations avec la *Danat* étaient bien connues, donnè-

rent le coup de grâce à la confiance envers la banque : la panique s'empara aussi des déposants intérieurs (250 millions furent remboursés entre le 1^{er} et le 11 juillet). Et lorsque la *National-Zeitung* de Bâle rapportant des bruits divers nomma en toutes lettres la Danatbank, ce fut fini...

Pendant ce temps, le portefeuille bancable de la banque s'épuisait, pour mobiliser les actifs elle suggéra le 9 ou le 10 juillet une combinaison de tirages inter-bancaires avec garantie d'Etat pour 250 millions, combinaison qui échoua devant le refus de la Reichsbank de financer cette opération par son escompte. C'est dans ces conditions que dans l'après-midi du dimanche 12 juillet, M. Jakob Goldschmidt fit savoir à la Reichsbank et au gouvernement avec lesquels il se tenait en contact permanent depuis quelques jours, que si une aide immédiate ne lui était pas accordée, il se verrait contraint de fermer ses guichets le lendemain.

Depuis quelques jours déjà on savait la *Danatbank* perdue, mais devant l'imminence de la catastrophe et ses conséquences possibles, il fallait agir. La direction de la Reichsbank et le conseil de cabinet délibérèrent chacun de son côté, l'idée d'un moratoire général fut repoussée (1), les projets les plus divers furent examinés. Dans la soirée, aucune décision n'avait encore été prise, le public s'attendait toute fois à la proclamation de la garantie d'Etat pour les banques en danger.

C'est alors, le soir, que se réunirent à la Chancellerie ministres, banquiers, directeurs de la Reichsbank, etc. pour trouver une solution. Tout le monde semblait avoir perdu la tête ; quant aux banques, on s'aperçut avec effroi qu'elles ne se rendaient pas exactement compte du danger que renfermait la situation pour elles toutes. Une discussion fiévreuse qui dura toute la nuit s'engagea. Il est difficile de s'imaginer ce que fut une pareille nuit : il faut se représenter une assemblée — beaucoup trop nombreuse pour travailler utilement — d'hommes en prise aux pires difficultés nationales et internationales, responsables du sort de leur pays, épuisés

(1) C'est pourtant cette solution que recommande M. Lansburgh, *Die Bank*, 1931. p. 917.

par des semaines de lutte, dressés les uns contre les autres par les rivalités exacerbées par quarante-huit heures de délibérations presque sans interruption, se reprochant mutuellement leurs fautes, et on aura une faible idée de l'atmosphère tumultueuse de cette nuit du 12 au 13 juillet 1931.

Le chancelier Brüning déclare au nom du gouvernement qu'il ne voit aucune possibilité d'accepter les conditions mises par la France à l'ouverture d'un grand crédit, et que dans ces conditions la Reichsbank ne peut plus accorder son aide à la Danatbank. Il adresse un appel pathétique aux banques, les adjurant de faire preuve de solidarité, de proclamer qu'elles formeraient bloc avec la Danatbank et qu'elles la soutiendraient en mettant en commun toutes leurs ressources. En outre, il propose la fusion de la *Danat* avec la *Dresdner Bank*, on vit alors le directeur de celle-ci, M. *Frisch*, se lever et protester violemment, reprochant au chancelier de lui proposer une infamie... Alors la discussion s'engagea. Par une singulière aberration, les directeurs des grandes banques croyaient qu'en sacrifiant la Danat — qu'ils abhorraient d'ailleurs — ils couperaient en quelque sorte la partie gangrenée de l'organisme bancaire et sauveraient le reste. Ils se méprenaient étrangement sur la psychologie du public et — ce qui peut à bon droit paraître extraordinaire lorsqu'on voit les choses avec le recul du temps — sur leur propre situation. Ce fut en vain que le chancelier fit appel à la solidarité des banques. — M. *Oskar Wassermann*, directeur et porte-parole de la *Deutsche Bank und Diskontogesellschaft*, la plus grande banque d'Allemagne, se leva et déclara qu'il refusait de solidariser son institut avec les fautes de la Danat, qu'il jugeait inutile la fermeture générale des banques, que son institut était capable d'assurer tous les remboursements qu'on lui demanderait. (1) Cette opposition irréductible rendit impossible toute action commune. Ainsi, même en face des plus grands dangers, la possibilité de se débarrasser d'un rival exécré, d'un concurrent dangereux, un orgueil

(1) Dans un communiqué fort vague du 21 juillet, la DD-Bank déclare « n'avoir rien entrepris » sans l'accord des autres banques et réfute assez mollement les critiques dont elle est l'objet.

démesuré triomphèrent. Qu'on ne vienne pas nous dire plus tard que l'étranger était le grand fautif de la faillite des banques allemandes, non, c'est dans l'esprit qui animait leurs dirigeants, dans leur orgueil malentendu, dans leur méconnaissance de l'intérêt général, qu'il faut en voir une des causes primordiales. La leçon fut d'ailleurs rude, car le sacrifice de la Danat, victime expiatoire, fut rigoureusement inutile.

Placé devant le refus des banques, M. Brüning prit seul ses responsabilités. A trois heures du matin on apprit que la *Darmstädter und Nationalbank* n'ouvrirait pas ses guichets lundi et que « le gouvernement l'autorisait à faire savoir que par une « ordonnance de détresse », l'Etat garantirait tous ses dépôts et assurerait une liquidation paisible des affaires de la banque ». C'est sur ce communiqué qui, s'illusionnait-on, devait ramener la tranquillité parmi le public, que l'aube du lundi 13 juillet se leva.

CHAPITRE II

LE 13 JUILLET 1931 : LA CRISE AIGUE

1. -- Le run. Le sort de la Danat

Le 13 juillet au matin, le public apprit deux nouvelles : celle de la fermeture des guichets de la Danat et celle de l'ordonnance du président du Reich autorisant le gouvernement à assumer toutes garanties pour la *Darmstädter u. Nationalbank*. En outre, fermeture des bourses pour deux jours. Contrairement à ce que l'on attendait, ces nouvelles déchaînèrent une ruée des déposants sur les banques. La panique était déclenchée : des queues interminables s'allongèrent devant les guichets de banques. Celles-ci, surprises, affolées, littéralement prises au dépourvu par cet assaut, décidèrent de leur propre autorité de ne rembourser que 10 % des dépôts. Dans le courant de l'après-midi, toutes les banques, en tête la Deutsche Bank qui, la veille, déclarait pouvoir satisfaire à toutes les demandes, reconnurent l'impossibilité d'assurer les remboursements qui leur étaient demandés et décidèrent de fermer leurs guichets. Les caisses d'épargne prirent les mêmes décisions.

Pendant les mêmes heures à Bâle siège la B. R. I., M. Luther s'est encore rendu à Bâle pour y faire un ultime exposé de la situation allemande. Tard dans la soirée, on apprend que la nécessité d'une action internationale en faveur de l'Allemagne est reconnue, que la B. R. I. a décidé en principe de prêter son concours, qu'en attendant elle renouvelle pour trois mois le crédit de réescompte de 100 mill. doll. accordé à la Reichsbank. Refus poli, diplomatique et net, car cela signifie qu'aucun crédit international d'envergure n'est à attendre pour l'Allemagne.

Le gouvernement de M. Brüning a compris : c'en est fini.

De toutes ses forces, la Reichsbank a soutenu la *Danatbank*, lasse, elle a fait appel à la solidarité professionnelle, elle s'est heurtée à un refus : dans la nuit du 12 au 13 juillet, un huitième du système de crédit privé allemand a été paralysé — en vain. La *Danat* a entraîné dans sa chute toute l'organisation du crédit, et c'était justice, car elle pêchait par les mêmes erreurs. Toute la politique de la Reichsbank était basée sur l'obtention d'un grand crédit étranger, c'est pour cela qu'elle a soutenu si longtemps — trop longtemps objectivement parlant — la *Danat*, le 13 juillet au soir ses espoirs sont définitivement déçus, sa politique échoue.

La situation est critique : panique des déposants — fermeture générale des guichets — aucune aide à attendre de l'étranger : l'Allemagne ne peut plus compter que sur elle-même. Une seule solution : le moratoire intérieur. Le gouvernement agissant en vertu d'une ordonnance présidentielle, proclame pour le 14 et 15 juillet la fermeture obligatoire de tous établissements de crédit, publics ou privés, à l'exception de la Reichsbank. L'ère des « vacances bancaires » commence, nous en examinerons plus bas l'histoire et les particularités. Pour le moment, contentons-nous d'exposer le sort de la *Danat*.

Par son ordonnance du 13 juillet, le gouvernement, au nom du Reich, se constitue caution non solidaire pour l'exécution des engagements de la *Darmstädter u. Nationalbank*. Il faut entendre par ces engagements ceux provenant de dépôts et autres c/c créditeurs, ainsi que des acceptations de la banque. S'y ajouteront quelques jours plus tard les obligations cambiales. Pas de garantie pour les dettes susceptibles de compensation, ni pour les engagements envers les associés commandités de la banque (la *Danat* est une société en commandite par actions). Le gouvernement se réserve le droit de décréter que les engagements postérieurs à une date déterminée ne bénéficieront pas de la garantie.

La gestion des affaires de la banque est confiée à deux administrateurs nommés par le gouvernement, ce sont : M. *Bergmann*, ancien secrétaire d'Etat aux Finances, spécialiste des Réparations et M. *Schippel*, directeur de la Reichsbank à Hambourg (ces deux éminents techniciens feront

partie de la direction de la nouvelle Dresdner Bank, lors de la fusion Danat-Dresdner en février 1932). La validité de toute manifestation de volonté de la banque est subordonnée au consentement d'un des administrateurs au moins. Ils disposent d'ailleurs des pouvoirs de gestion les plus étendus, le tout sous le contrôle du gouvernement du Reich.

Finalement sont suspendues jusqu'au 31 juillet 1931 toutes mesures d'exécution forcée contre le patrimoine de la banque, toutes saisies-arrêts, toutes actions cambiales, la possibilité de la déclaration en faillite.

C'est là l'ensemble des mesures législatives qui constituent ce que l'on a appelé « la garantie du Reich pour le Danat ». Nous continuerons d'employer cette expression devenue traditionnelle, quoique juridiquement elle soit peu satisfaisante. En effet, que faut-il voir, juridiquement parlant, dans cette garantie : c'est une constitution de caution avec exclusion de la solidarité, de sorte que tout créancier de la Danat après avoir poursuivi l'exécution de sa créance — quand les lois le lui permettront — pourra en cas de perte dûment constatée se retourner contre l'Etat en lui demandant de le dédommager. Matériellement, c'est un droit assez dépourvu de consistance que ce droit récursoire, car la liquidation d'après les principes du code de commerce d'un pareil institut bancaire peut durer de longues années. Et ce n'est qu'après avoir démontré par de longues et coûteuses procédures la carence de son débiteur que le créancier — en pratique le déposant — pourra se retourner contre la caution. Ce sont exactement ces raisons que nous venons d'exposer qui ont fait qualifier par certains d'inopérant et même de nuisible ce secours d'Etat (1). Traiter ainsi le problème, c'est voir des questions psychologiques sous un angle uniquement juridique. Si la garantie d'Etat n'a pas eu, au moment de sa proclamation, l'effet qu'on en attendait, cela a été ainsi pour d'autres raisons, nous l'avons montré. Il s'agissait de rassurer le public en montrant que l'Etat prenait ses intérêts sous son haut patronage — peu importe le moule juridique que les techniciens ont choisi pour

(1) W. Sulzbach dans la *Frankf. Ztg.* No. 522 du 16/7/31.

réaliser cette action. On a d'ailleurs reculé devant le travail surhumain que représentait la liquidation, au sens exclusivement juridique du mot, d'une pareille entreprise : songez que le nombre des comptes-courants se montait à 250.000 ! La garantie d'Etat n'a jamais joué en pratique, le problème de la liquidation de la *Danat* ayant été résolu par la fusion avec une autre banque, comme nous le verrons plus tard.

Liquider une banque fermée est une entreprise ruineuse — aussi décida-t-on très sagement de remettre en mouvement l'appareil brusquement arrêté. Quelques mesures préliminaires sont prises : les administrateurs autorisent les fondés de pouvoir habituels à signer pour les transactions normales, à l'exception des ouvertures de crédit d'un certain montant ; — la banque se déclare prête à certifier les chèques de ses clients, sous condition de blocage correspondant de la provision. Et le 17 juillet, la *Danat* ouvre à nouveau ses guichets — elle peut le faire sans danger en raison des « vacances bancaires » qui règnent et parce que les nouveaux dépôts bénéficieront de la garantie d'Etat.

Des pourparlers sont engagés avec un groupe d'industriels « amis » de la banque pour l'acquisition d'un paquet d'actions de la *Danat* qui se trouve entre les mains de celle-ci. Il s'agit de vingt entreprises parmi lesquelles on cite : A. E. G., I. G., Farben, Siemens et Halske, Krupp, etc.

Le 31 juillet, un communiqué du ministre des finances fait savoir, qu'après trois semaines d'efforts, la *Danat* sera en état de reprendre ses transactions normales au même moment où la reprise normale des paiements s'effectuera pour toutes les banques, céd. le 5 août (1). Deux mesures auront sauvé — provisoirement — la *Danat* :

1) la garantie d'Etat : elle est un échec au début, mais grâce à son extension aux engagements cambiaires, elle facilite le réescompte du portefeuille de la banque, elle rétablit donc sa liquidité.

2) un groupe industriel reprend 35 mill. d'actions de la banque au cours de 125 %, ce qui apporte 45 mill. RM. d'argent frais. Il est vrai que l'Etat avance cette somme aux

(1) Frankf. Ztg. No. 565/566 du 1/8/31.

industriels pendant 5 ans sans intérêts, mais avec droit aux dividendes — n'importe, l'effet psychologique est considérable. (Ajoutons que la transaction ne sera jamais définitivement réalisée). En outre 5 à 6 mill. d'actions de la banque sont mises gratuitement à la disposition par ses gros actionnaires.

Ces mesures sont raisonnables, mais une politique plus clairvoyante aurait rendu leur application inutile. Enfin, elles ne sont que le début d'un assainissement complet du bilan — opération qu'on envisageait en juillet 1931 avec beaucoup d'optimisme : on espérait y arriver en sacrifiant uniquement les réserves (60 millions). La grande réforme de février 1932 mettra un point final aux destinées de cet illustre exemplaire du type des banques d'affaires mixtes que fut la Darmstädter u. Nationalbank.

2. — « Vacances bancaires ».

Du 14 juillet au 5 août 1931 s'étend la période des vacances, demi-vacances, quarts de vacances bancaires. Pour le dire brutalement, c'est le moratoire, allégé il est vrai au fur et à mesure. — Le mécanisme adopté est simple, en vertu d'une ordonnance gouvernementale les 14 et 15 juillet sont considérés comme jour fériés légaux avec toutes les conséquences juridiques que cela comporte. C'est certes un moyen énergique d'arrêter une panique que d'interdire tous paiements, virements, protêts, etc... mais ce n'est qu'une solution d'une durée tout à fait limitée. On ne peut pas paralyser la circulation des capitaux et le processus des paiements d'un pays comme l'Allemagne.

Deux possibilités s'offraient à la Reichsbank pour remettre en marche le mécanisme des paiements :

1) supprimer toutes les restrictions de paiement d'un coup en mettant son réescompte largement à la disposition des banques. Pour cela, abandonner, s'il le faut, le taux légal de couverture, et porter le taux d'escompte à une hauteur telle que nul n'y aura recours sans nécessité et que les billets nouvellement émis reflueront rapidement dans ses caisses. « Et la banque ne doit reculer devant aucun taux d'escompte même

s'il lui semble anormalement élevé » (1). Cette solution de libéralisme économique est d'ailleurs rigoureusement préconisée dans d'innombrables articles de la grande presse bourgeoise — la *Frankfurter Zeitung*, dont on connaît l'influence, ne cesse de proclamer la nécessité de cette politique.

2) rétablir peu à peu une situation normale en libérant les banques progressivement de leurs entraves. Mais cela nécessite une réglementation minutieuse de tous les détails d'exécution, la prévision de toutes les conséquences juridiques provenant d'un état de choses aussi anormal. La thésaurisation n'est pas arrêtée.

Placée devant ces deux alternatives, la direction de la Reichsbank, qu'on s'étonne une fois de plus de voir dépourvue de tout programme positif, hésite, tergiverse et adopte une solution bâtarde. Elle se décide bien à faire une concession au *banking principle* en se faisant autoriser à enfreindre la couverture légale de 40 % et en élevant timidement le taux d'escompte à 10 % le 15 juillet. Mais le même jour, elle inaugure une série de mesures prises par ordonnances gouvernementales pour rétablir peu à peu des paiements normaux. Sept ordonnances en date respectivement des 15, 18, 21, 23, 28 juillet et 1^{er} août règlent la « reprise des paiements après les vacances bancaires », dix-neuf autres ordonnances règlent en même temps la circulation des devises, la publication des cours de bourse, l'évasion des capitaux, la taxe sur les voyages à l'étranger et sa suppression, la liquidation des opérations de bourse (2). Que ce fatras de textes ait embrouillé à un degré imaginable la situation, rien d'étonnant à cela. Il est beaucoup plus difficile de supprimer petit à petit des restrictions que de les lever brusquement en prenant les précautions nécessaires : c'est-à-dire un taux d'escompte correspondant exactement à la situation réelle du marché — mais le Reichsbank recula d'abord devant ce qu'avait d'inusité un tel taux. Elle se montra sourde à toutes

(1) Gustav Cassel dans la *Frankf. Ztg.* du 27/7/31, N° 536.

(2) v. Die *Notverordnungen der Reichsregierung*, *Reichsgesetzblatt* N° 32 du 15/7/31 à N° 48 du 1/8/31.

les protestations, pourtant unanimes et répétées, n'en faisant qu'à sa guise.

Nous n'avons pas l'intention d'exposer en détail le contenu de ces innombrables ordonnances, un ouvrage comme celui-ci doit dégager les principes directeurs d'une certaine politique et ne pas se perdre dans de fastidieux détails. Le principe est le suivant : tous paiements, soit en espèces, soit par virement, sont interdits, à l'exception de ceux reconnus absolument nécessaires, c'est-à-dire :

Les salaires, traitements assimilés (pour les fonctionnaires en deux moitiés) et pensions.

Les allocations de chômage, de crise et d'assistance.

Les prestations des assurances sociales.

Les impôts et taxes divers.

Les frets (à partir du 23/7).

Les frais de transport et les loyers (à partir du 28/7).

A ce principe des allègements graduels : à partir du 18/7 autorisation de disposer en outre par virement de la moitié des c/c jusqu'à concurrence de 10.000 RM.

du 20 au 23/7 est autorisé le remboursement de 5 % des dépôts avec maximum de 100 RM.

du 24 au 28, 10 % avec maximum de 200 RM.

29 juillet au 4 août, 10 % avec maximum de 300 RM.

Enfin, le 5 août, liberté complète des paiements.

L'achat et la vente des devises étrangères sont d'autre part centralisés obligatoirement à la Reichsbank qui peut d'ailleurs déléguer ses pouvoirs à d'autres instituts de crédit. Les créanciers sont en somme soumis à une sorte de moratoire partiel, c'est le début de cette réglementation de commerce des devises qui n'allait cesser de s'étendre jusqu'aujourd'hui. Mesures de détail : interdiction des opérations de change à terme, obligation de faire les transactions aux cours officiels de Berlin, obligation de déclaration de tous les avoirs et créances en devises étrangères, etc...

Voici donc les éléments essentiels de ces dispositions légales constituant les vacances bancaires. Il faut signaler en outre une mesure redevable à l'initiative privée : la création de l'*Ueberweisungsverband*, le 18 juillet. Cette « association pour le règlement par virement » est fondée par 44 maisons

de banque, tant berlinoises que provinciales, et est destinée à opérer un clearing quotidien entre les virements des fondateurs entre eux. Les virements des clients des banques ont été limités à un maximum de 15.000 RM. par jour et sans que le total hebdomadaire puisse excéder 5 % du montant du solde créditeur de la semaine précédente du c/c du client. Le but de cette création était surtout d'éviter de forts déplacements de fonds d'une banque vers l'autre, déplacements dus à la méfiance du public. Aussi fut-il décidé que les membres de l'association n'exigeraient pas provisoirement le règlement des soldes quotidiens de compensation ; mais, tout membre ayant un solde débiteur non réglé devra le couvrir en déposant à la *Bank des Berliner Kassenvereins* telle sûreté que désignera la *Golddiskontbank*. Il est vrai qu'on peut se demander comment on exécutera les garanties du débiteur défaillant tant qu'il n'y aura pas de bourses ! Mais d'autre part un fonds commun de garantie de 5 mill. RM. est créé.

Quoi qu'il en soit, la plupart des grandes banques donnèrent leur accord. A la tête de l'association fut placé un comité de trois membres dirigé par M. Ehrhardt, directeur de la *Golddiskontbank*, et pendant les deux semaines de son existence, l'institut compensa pour 280 mill. RM. de virements (1). Le 5 août, en effet, avec la reprise normale des paiements, la *Reichsbank* reprit ses fonctions de clearing-house et l'*Ueberweisungsverband* disparut.

Pendant ce temps, les banques enregistraient une progression continue de leurs encaisses, de nombreux versements en espèces furent faits sur « comptes nouveaux », il est vrai que le taux des intérêts créditeurs était fixé à 8-9 %. Mais, comme les possibilités d'investissements liquides manquent, le fardeau des intérêts devient très lourd pour les banques.

D'autres événements doivent encore attirer notre attention pendant cette période : le krach de la *Nordwolfe* continue à évoluer, le 17 juillet, les frères *Lahusen*, directeurs du consortium sont arrêtés, et le 24, l'entreprise est déclarée en faillite. La veille, la banque *Schröder* à Brême ferme ses guichets, la *Nordwolfe* entraîne cette vieille maison de banque

(1) *Untersuchung des Bankwesens*, t. II, IV, p. 70.

dans sa chute. La mauvaise situation de l'armement et de la construction navale lui ont aussi causé de lourdes pertes. Les pertes totales se montèrent à 43 mill. RM., dont 30 couverts par le capital et les réserves et le reste par l'Etat de Brême. La réorganisation se fit sous le contrôle du Reich qui avança d'ailleurs une large portion du nouveau capital : une nouvelle banque la *Norddeutsche Vereinsbank A-G* au capital de 12 mill. fut créée. Les actionnaires sont : l'Etat de Brême 7 mill., des industriels de Brême 3 mill., la Reichskredit A-G 1 mill., la Berliner Handelsgesellschaft 1 mill. (1).

Le Reich accorde aussi son aide à l'assainissement de l'important institut public de crédit, la *Landesbank der Rheinprovinz*, tombé en difficultés au début de juillet. Le Reich et la Prusse mettent 250 mill. de bons du Trésor à la disposition.

Du 20 au 23 juillet siège à Londres une conférence intergouvernementale pour examiner la situation des crédits étrangers à court terme en Allemagne. Notre chapitre VII sera consacré uniquement à l'étude de cette question, qu'il nous suffise, pour l'instant, de dire qu'à Londres le crédit de 100 mill. doll. fut renouvelé pour trois mois, qu'il fut décidé d'arrêter tous nouveaux retraits de capitaux d'Allemagne et qu'en définitive aucun crédit nouveau ne fut accordé.

Le 28 juillet, on apprend que la banque de l'Etat de Saxe la *Sächsische Staatsbank* et l'*Allgemeine Deutsche Credit-Anstalt* (A. D. C. A.) à Leipzig ont décidé de fusionner. Ce projet n'est pas nouveau pour les milieux gouvernementaux, il date d'au moins un an : il a pour but de faire bénéficier l'A. D. C. A. de la garantie de l'Etat de Saxe dont jouit la banque de l'Etat de Saxe ; la date choisie pour l'annonce de cette fusion montre que l'on craignait un run sur l'A. D. C. A. lors de la proche reprise des paiements normaux — c'est donc une mesure de défense préventive. Les engagements de l'A. D. C. A. envers l'étranger sont faibles : 49 mill. dont 46 mill. d'acceptations (total du bilan : 385 mill., capital et réserves : 51 mill.). La méthode employée pour la fusion est une curiosité juridique : les deux instituts constituent d'abord

(1) *Les banques commerciales 1925-33* (S. D. N.) p. 117.

une société en nom collectif dont ils sont les seuls associés, associés bizarres : l'un est une société par actions et l'autre une personne morale du droit public ! Mais c'est tout simplement un moyen pour placer immédiatement l'A. D. C. A. sous la garantie de l'Etat de Saxe ; les associés étant solidai-
rement responsables de leurs engagements respectifs, les créanciers de l'A. D. C. A. auront action directe contre la Sächsische Staatsbank, donc contre son garant : l'Etat. — Ce stade préliminaire accompli, et on voit pourquoi il est nécessaire, la fusion sera définitivement réalisée par la constitution d'une société en commandite par actions sous la dénomination (Firma) : « Allgemeine Deutsche Credit Anstalt — Sächsische Staatsbank ».

Nous voici donc arrivés à la fin de ce mois de juillet placé sous le signe du moratoire, le calme est revenu, il s'agit maintenant pour le gouvernement, la Reichsbank et les banques, de mettre fin à cette période de vacances bancaires en faisant tomber les dernières barrières. D'un commun accord, la date de la reprise normale des paiements est fixée au 5 août ; mais, auparavant il fallut prendre certaines mesures indispensables, elles sont au nombre de cinq :

1) La Reichsbank, le 31 juillet, porte son taux d'escompte à 15 ‰, son taux d'avances à 20 ‰, elle déclare supprimées toutes les restrictions de crédit, s'engage à réescompter tout effet éligible qui lui sera présenté et se déclare même prête à réescompter aux banques des tirages sur de « bons » comptes-courants débiteurs. Nous avons suffisamment mis en lumière la nécessité d'une telle politique pour que nous puissions nous dispenser d'insister ;

2) Reichsbank et grandes banques créent un institut destiné à faciliter le réescompte du portefeuille bancaire : *l'Akzept u. Garantiebank A. G.* ;

3) La Danatbank est remise en état de reprendre ses paiements par des mesures que nous avons examinées plus haut ;

4) des mesures sont prises par l'Etat et la Reichsbank pour venir en aide à la Dresdner Bank, elle aussi en difficultés ;

5) création à Berlin de la *Lombardkasse A. G.*, institut destiné à faire des avances sur titres aux banques.

Il nous reste à examiner la création de l'*Akzept u. Garantiebank*, de la *Lombardkasse* et le cas de la *Dresdner Bank*, ce sera l'objet des deux dernières sections de ce chapitre.

Ces mesures préalables une fois prises, la réouverture des banques pouvait être risquée sans crainte de provoquer un nouveau run. Et, en effet, tout se passe dans le calme le plus absolu, le public sachant qu'il pouvait disposer librement de ses dépôts observa la plus parfaite discipline. De nombreux versements, compensant les retraits, sont signalés à Berlin ; les billets refluent à la *Reichsbank*. Le marché monétaire connaît un renouveau d'activité, les banques ayant besoin de placer leurs fonds. La reprise des paiements se fait aussi sans encombre dans les caisses d'épargne. Et dès le 11 août, la *Reichsbank* peut abaisser son taux d'escompte à 10 %, son taux d'avance à 15 % (et à 12 % le 19 août) — c'est la justification de la politique qu'elle a tant hésité à adopter.

On peut dire que le 11 août 1931, la crise bancaire au sens étroit du mot pouvait être considérée comme surmontée (1), mais la vraie crise ne faisait à peine que commencer. Les conséquences profondes de la néfaste politique bancaire allemande allaient se faire sentir, c'est à elles qu'ils s'agissait de s'attaquer : la grande œuvre de la reconstruction des banques privées allemandes n'était qu'à ses débuts, aboutira-t-elle ? voilà la question.

3. - L' « Akzept-und Garantiebank A.-G. ».

On se souvient que la *Danatbank*, à la veille de sa chute, avait demandé aux autres banques de lui accorder leurs signatures à concurrence de 250 mill. pour rendre réescomptable son portefeuille. L'opposition des banques et le refus de réescompte de la *Reichsbank* rendirent l'opération impossible. Vinrent les vacances bancaires et maintenant — fin juillet — on s'efforce de mettre la *Danat* en mesure d'ouvrir ses guichets. Le problème n'a pas changé : comment lui permettre

(1) Frankf, Ztz. du 23/8/31, n° 625.

de mobiliser ses actifs ? c'est alors qu'une action commune du Reich et des grandes banques crée un institut de crédit destiné à fournir la troisième signature nécessaire pour rendre le portefeuille des banques réescomptable (1) et que le Reichsbank déclare ouvrir largement son réescompte.

Le 26 juillet 1931 est créée l'« *Akzept und Garantiebanc A.-G.* » à Berlin, société par actions au capital de 200 mill. RM. réparti entre les douze actionnaires suivants :

le Reich	80 mill RM.
la Deutsche Golddiskontbank	20 » »
La Deutsche Bank und Diskontogesellschaft	20 » »
La Commerz u. Privatbank	10 » »
La Deutsche Verkehrskreditbank	4 » »
La Bank für Deutsche Industrieobligationen	12 » »
La Deutsche Rentenbankkreditanstalt	12 » »
La Dresdner Bank	12 » »
La Seehandlung	12 » »
La Berliner Handelsgesellschaft	6 » »
La Reichskredit A.-G.	6 » »
Mendelssohn u. Co.	6 » »

Le capital est libéré de 25 % à la souscription (ces sommes sont d'ailleurs immédiatement prêtées aux souscripteurs, l'institut se contentant pour le moment de signer !) En outre il est prévu qu'au cas où des appels de fonds devraient être faits aux actionnaires, l'Etat verserait à lui seul jusqu'à 50 % du capital, les 25 % restant devant seuls être fournis par les 11 banques fondatrices. En proportion de ses versements l'Etat aura toutefois droit aux dividendes correspondants, mais sans augmentation de son droit de vote. Autrement dit, la participation de l'Etat s'élève à 140 mill. avec un droit de vote correspondant à 80. Si l'on considère maintenant les participations des banques privées, on constate qu'elles s'élèvent à 54 mill. au total, ce qui représente un versement total maximum de 27 mill. RM. (soit 13,5 % du capital), c'est à ce chiffre qu'il faut fixer le risque couru par les banques privées dans cette action de secours.

Quelles sont les fonctions du nouvel institut ? aider, à

(1) Cf. la Showa-Bank, créée au Japon pendant la crise de 1927.

l'origine la *Danat*, puis toutes les banques, à surmonter les difficultés de liquidité. Et cela en donnant soit son acceptation, soit son endossement aux effets à deux signatures qui lui sont présentés par des banques justifiant de réelles difficultés de caisse. Ces effets deviennent ainsi réescomptables à la Reichsbank (1). La rémunération de l'Akzeptbank est une commission de 1/2 % par trimestre.

Bien entendu, l'institut comptait contracter des obligations se montant à un multiple de son capital. Fin novembre 1931, les engagements se montaient à 1360 mill. RM., dont 432,5 mill. (32 %) provenant d'acceptations et 927,5 mill. (68 %) d'endossements (2). On voit par ces chiffres qu'une appréciable réserve de liquidité, quoi qu'artificielle par son origine, fut ainsi créée. Il est intéressant de noter quels furent les bénéficiaires de cette masse de crédits :

Danatbank	235 mill. RM.
Dresner Bank	175 » »
Schröderbank	30 » »
Landesbank des Rheinprovinz	75 » »
caisses d'épargne	790 » »
divers.	55 » »
	1360 » »

Le maximum des engagements fut atteint fin décembre 1931 avec 1620 millions, fin juin 1934 ils n'étaient plus que de 592 mill. RM. (3).

Particulièrement remarquable est l'aide prêtée aux caisses d'épargne dont la liquidité fut aussi fortement ébranlée par la crise.

Pour bien saisir le rôle de l'*Akzept u. Garantiebank*, il est toutefois nécessaire que nous consacrons quelques explications au marché monétaire allemand et à ses particularités, notamment « l'échange d'acceptations ».

Le marché monétaire est le marché des capitaux à court terme, il s'oppose au marché financier, marché des capitaux à long terme.

(1) *Les Banques commerciales 1925-33* (S. D. N.), p. 116.

(2) *Les Banques commerciales 1925-33* (S. D. N.), p. 116.

(3) *Die Bank*, 29/8/1934, p. 1248.

C'est sur le marché monétaire que banques, grandes sociétés, compagnies d'assurances, etc... investissent leurs capitaux disponibles à court terme. En quoi consiste cet investissement : principalement dans l'achat d'effets commerciaux de première qualité portant des signatures de personnes ou de maisons renommées, et parmi ses effets, une place de premier plan est occupée par les « acceptations de banque », en raison de la réputation quasi-universelle de leurs signataires et en raison du taux de faveur qui est généralement consenti par l'institut d'émission pour leur réescompte (taux du marché hors banque). Ces caractéristiques sont communes à presque tous les marchés monétaires, venons-en maintenant aux particularités du marché allemand (1).

L'acceptation de banque allemande a toujours servi principalement au financement du commerce intérieur, cette tendance n'a fait que s'accroître depuis la guerre ; de plus en plus, le financement du commerce extérieur se fait à l'aide de crédits par acceptation ouverts par des banques étrangères, le rôle de l'acceptation allemande diminue de plus en plus sur le marché international :

acc. de banques destinées au commerce extérieur	1913	40°/o
	juin 1930	23°/o
	déc. 1930	10°/o

Lorsqu'une banque accorde un crédit à un client, elle peut lui accorder soit un crédit de caisse (escompte, ouverture de crédit en compte-courant, avance sur garantie), soit un crédit par acceptation. Ce dernier mode de crédit présente des avantages pour la banque, il pèse moins lourdement sur sa liquidité, et des avantages pour le client : il est meilleur marché que le crédit en compte-courant en raison du taux d'escompte de faveur dont jouissent les acceptations bancaires. Le danger réside dans l'élasticité extraordinaire de cette production de crédit et dans le fait que cette circulation d'effets est purement financière (on en vient à surcharger la Reichsbank d'une quantité considérable d'effets de finance en temps de crise). Ces pratiques dangereuses ont toujours

(1) V. en particulier les articles parus en 1931 dans la *Frankf. Ztg.*, n° 574, 583, 678/9.

été en honneur en Allemagne, la grande industrie particulièrement s'est toujours procuré du crédit en tirant des traites sur les banques amies et en les vendant ensuite sur le marché. Elles sont contraires aux vieilles traditions bancaires internationales qui enseignent qu'on doit réserver l'acceptation de banque au financement du commerce international en raison de la réputation des signataires et du caractère *self-liquidating* de telles opérations. Et certes, c'est bien le caractère *self-liquidating* qui manque le plus aux acceptations allemandes.

Au point de vue technique, l'opération se présente en Allemagne de la façon suivante : le client tire sur sa banque une traite, la banque donne son acceptation. Le client vend cet effet portant sa signature et celle de la banque sur le marché hors banque — il se procure ainsi son crédit ; l'acheteur de l'effet peut le mettre en portefeuille, car c'est un placement de première qualité (inutile de dire qu'il n'y a qu'un certain nombre de banques sélectionnées dont la signature est admise sur le marché) ou s'il a besoin de fonds, il endosse l'effet — car il faut trois signatures — et l'escompte à la Reichsbank qui le fait bénéficier du taux du marché hors banque. Et, en effet, c'est ainsi que cela se passait avant la Guerre. Mais depuis, le marché monétaire allemand est devenu tellement étroit, la demande est devenue si faible, que si les banques laissaient leurs clients vendre librement leurs acceptations sur le marché, celles-ci risqueraient de ne pas trouver preneur et de voir leur valeur fortement dépréciée. Qu'ont fait les banques ? Elles ont dit : nous n'autorisons pas nos clients à négocier librement notre signature sur le marché, nous nous chargerons nous-mêmes de leur trouver les fonds nécessaires en escomptant notre acceptation directement à la Reichsbank. Mais comme la Reichsbank ne peut accepter à l'escompte de papiers à deux signatures et qu'elle refuse d'autre part les effets présentés par les accepteurs, on emploie le stratagème suivant : l'effet accepté par la banque A est endossé par une banque B. et présenté par celle-ci à la Reichsbank et les fonds sont remis à la banque A., (celle-ci met sa signature à la disposition de B. pour le même usage). C'est l'« Akzepttausch », l'échange des acceptations ou des

signatures. Le caractère artificiel de la troisième signature ainsi obtenue éclate au grand jour, la Reichsbank le sait, mais elle autorise implicitement ces pratiques, ne sachant par quoi les remplacer.

On comprend pourquoi le volume des acceptations augmente rapidement en temps de crise, il dépend de la bonne volonté des banques et du consentement de la Reichsbank à escompter largement ce papier non-commercial. Entre le 30 avril et le 30 juillet 1931, le volume des acceptations des banques berlinoises passe de 720 mill. RM. à 1 milliard. Si l'on considère le montant des acceptations créées par chaque banque en relation avec le montant de son capital (et réserves), et si l'on se souvient qu'en 1925 on avait convenu d'un rapport de 50 % comme plafond, on voit ressortir particulièrement les difficultés de la Danat et de la Dresdner Bank :

	DD Bank	Dresdner B	Danat	Commerz B	Reichskredit	Berl. Han- delsges
	—	—	—	—	—	—
30 avril 1931	49%	89%	100%	84%	43%	46%
31 juillet 1931	56%	158%	171%	118%	57%	86%

Cette augmentation du volume des acceptations entraîne, bien entendu, une recrudescence de l'échange des signatures. La fermeture des guichets de la Danat mit en pleine lumière les dangers de cette façon de procéder : les banques ayant « prêté » leur signature à la Danat, risquaient d'être obligées d'honorer elles-mêmes ces effets, mais heureusement le 31 juillet, l'Etat étendit sa garantie aussi aux engagements cambiaires de la Danat. On comprend qu'une certaine méfiance soit née contre ce procédé, c'est alors — pour tirer les banques d'embarras — que l'Akzept u. Garantiebank fut créée. C'est elle qui fournira la troisième signature nécessaire à l'éligibilité : le client de la banque tire une traite sur l'Akzeptbank, celle-ci donne son acceptation, la banque réescompte la traite à la Reichsbank et remet les fonds au client, à moins que ce ne soit la banque qui accepte et l'Akzeptbank qui endosse.

Il fut immédiatement procédé ainsi. La méthode présentait aussi l'avantage de ne pas se heurter aux contingents

que la Reichsbank avait fixés pour l'admission à son escompte des acceptations de chaque banque, les acceptations de l'Akzeptbank étant escomptées sans limitation.

Si l'on va au fond des choses, la création de cet institut est une pure mesure de crise, destinée à permettre de se conformer artificiellement aux dispositions légales — c'est un jugement que nous aurons à porter encore plusieurs fois au cours de ces pages... En réalité, chaque banque, au lieu de prêter directement sa signature à ses collègues, délègue ce droit à un institut spécial qui centralise cette fonction, sous le contrôle de l'Etat et de la Reichsbank, il est vrai. Somme toute, cela revient à la suppression de la nécessité de la troisième signature pour l'admission à l'escompte de l'institut d'émission et à son remplacement par un contrôle sur la qualité des deux signatures, car l'Akzeptbank s'est réservé le droit pendant toute la durée des effets d'en exiger le remplacement par d'autres. La Reichsbank rend par le truchement de l'Akzeptbank son crédit plus facilement accessible que ne le lui permettent ses statuts ; en particulier elle apporte ainsi une aide précieuse aux caisses d'épargne et autres instituts publics de crédit, qui reçoivent en 1931 près d'un milliard de crédits par l'intermédiaire de l'Akzeptbank. Reconnaissons qu'en pratique, le système a bien fonctionné, quelque critiquable qu'en ait été le principe, mais les principes doivent parfois plier devant les circonstances, et aujourd'hui — après avoir rempli ses fonctions pendant trois ans à la satisfaction générale — l'Akzeptbank disparaît.

En temps normal, les acceptations de l'Akzeptbank peuvent aussi constituer un placement pour les fonds de caisse des banques ; remarquons qu'un pareil placement équivaut pour la banque qui le fait à financer une autre banque qui cherche à se procurer des fonds. Mais il faudra pour cela que le marché renaisse à la vie, en juillet 1934 il ne voyait que des offres, et infiniment peu de demandes...

Pour finir, examinons rapidement un deuxième institut de secours créé aussi fin juillet : la *Berliner Lombard-Bank A. G.*, fondée au capital de 1 mill. RM. par les grandes banques et les principales maisons de bourse. Son objet était de permettre aux petites et moyennes banques de se procurer des fonds

grâce aux titres en portefeuille qu'elles ne pouvaient vendre, les bourses étant fermées (1). Le total des crédits à accorder à une même maison était fixé à un maximum de 100.000 RM., les sûretés étaient évaluées à 50 % du dernier cours officiel pour les actions, à 75 % pour les obligations. En outre, la banque bénéficiaire de l'avance devait remettre à l'institut un billet à ordre de 10 % du montant de l'avance pour la constitution d'un fonds de garantie. En même temps d'autres mesures furent prises un peu partout en Allemagne pour faciliter les avances sur titres, mais par l'intermédiaire des instituts déjà existants.

4. — Action de secours en faveur de la Dresdner Bank.

Depuis longtemps ce n'était plus un secret que la Dresdner Bank était en proie à de graves difficultés, après la Danat c'était elle la plus atteinte par la crise ; mêmes causes en partie : abus de crédits étrangers à court terme, relation malsaine entre capital et dépôts (1 : 15), direction insuffisante, adaption insuffisante. Elle dut subir près de 500 mill. RM. de retraits de dépôts (23 % de ses Créditeurs, 30 % à la Danat). On se souvient que le gouvernement proposa la fusion des deux banques les plus touchées, *Dresdner Bank* et *Danat*, dans la nuit du 12 au 13 juillet — ce projet échoua et on sait ce qu'il advint.

Dès l'établissement des vacances bancaires, la Reichsbank fut pressentie sur le cas de la *Dresdner Bank* ; elle refusa de réescompter le portefeuille de celle-ci en raison de sa composition, vraiment par trop insuffisante. La situation devenait embarrassante, on ne pouvait songer à mettre fin aux vacances bancaires sans avoir mis la *Dresdner Bank* en état de résister aux retraits auxquels elle aurait immanquablement à faire face, à cause de sa situation et de la violente campagne de presse nationale-socialiste menée contre elle. Comme la Reichsbank ne pouvait se décider à intervenir seule, on se mit à la recherche d'une autre solution, c'est un peu pour

(1) *Les Banques commerciales 1925-33* (SDN), p. 116.

cela que la durée des vacances bancaires fut allongée. Le gouvernement ne voulait plus entendre parler de garantie d'Etat, il pensa donc à mettre une importante partie des disponibilités de l'*Akzept u. Garantiebank* à la disposition de la *Dresdner Bank*. Puis, des doutes surgirent sur l'efficacité de cet appui seul et sur l'opportunité qu'il y aurait à consacrer une trop grande partie des disponibilités du nouvel institut à la seule *Dresdner Bank*. Faire appel à l'initiative privée, c'était illusoire, il faut songer avec quelle peine les 35 mill. d'actions de la Danat furent placées.

Et c'est alors que l'Etat décida d'intervenir directement, sans personne interposée, en faveur de la *Dresdner Bank*. Pour couper court à toutes les rumeurs, un communiqué du Ministère des finances du 31 juillet 1931 fit savoir que le Reich souscrivait 300 mill. RM. d'actions de priorité que la *Dresdner Bank* allait émettre dans une prochaine augmentation de capital et que la Reichsbank accorderait son aide à la *Dresdner Bank*. Le capital sera donc porté de 100 à 400 mill. RM., l'Etat en détiendra 75 %, la *Dresdner Bank* aura donc cessé d'être une banque privée.

Préalablement, l'Etat avait exigé le dépôt de la majorité du capital ancien, soit 51 mill. d'actions, à la *Reichskreditgesellschaft*, pour être assuré du consentement de l'assemblée générale qui allait être convoquée le 28 août. Sur ces 51 mill. d'actions, 22 avaient été fournis par la banque elle-même qui les avait en portefeuille, on apprit dans le courant du mois d'août que le Reich s'était décidé à acheter ce paquet d'actions ordinaires au cours très avantageux de 75 %.

Ces 300 mill. d'actions que l'Etat souscrivait, il importait qu'elles fussent libérées le plus vite possible, la *Dresdner Bank* ayant besoin d'argent frais. L'Etat était bien incapable de fournir cette somme : il remit donc à la *Dresdner Bank* trois séries de bons du Trésor de 100 mill. chacune, respectivement à 1, 2 et 3 ans d'échéance ; la banque pouvait faire escompter ces bons du Trésor par la Reichsbank après les avoir préalablement fait avaliser par l'*Akzept u. Garantiebank*. On ne peut qu'admirer l'ingéniosité avec laquelle l'Etat prend des participations sans bourse délier.

Quelques mois plus tard, le Ministère des Finances décida

de consacrer 150 mill. RM. de bénéfices provenant de la frappe des monnaies d'argent au remboursement anticipé des bons du Trésor remis à la *Dresdder Bank*. Il y a une question de prestige qui joue : un bilan de banque qui renferme en contre-partie d'une augmentation du capital seulement des bons du Trésor est d'une liquidité qui laisse à désirer. D'autre part il vaut mieux ne pas surcharger trop la Reichsbank de bons du Trésor, sans parler que les opérations d'avances reviennent cher à la banque et diminuent son rendement auquel l'Etat-actionnaire est matériellement intéressé.

L'assemblée générale se réunit le 28 août et entérina les décisions prises. Signalons toutefois la virulente intervention d'un petit actionnaire, M. Friedmann, avocat à Berlin, qui déclara qu'on abandonnait littéralement un institut parfaitement sain à l'Etat qui aurait dû intervenir n'importe comment dans l'intérêt du pays, que l'Etat exploitait l'état de nécessité dans lequel se trouvait la banque dans un but fiscal. Non content de cela, M. Friedmann intenta l'action en annulation contre la décision de l'assemblée générale d'émettre 300 mill. d'actions privilégiées. Ce procès fut plutôt désagréable à la direction de la *Dresdner Bank*, enfin en mars 1932, elle réussit à obtenir que M. Friedmann se désistât de son action.

Mais revenons à l'assemblée générale : La *Frankfurter Zeitung* ne se gêne pas pour critiquer ouvertement l'attitude de la direction de la banque, (1) elle dit en substance : Lorsque le 13 juillet la *Danat* s'adressa au public par la voie d'un communiqué à la presse, ce fut pour reconnaître ses fautes, sa franchise lui a conquis la sympathie du public. Une telle déclaration ne se rencontre pas dans le discours de M. Andreae, président du conseil d'administration de la *Dresdner Bank*. Tout est mis sur le compte de la fatalité : « on doit plutôt parler d'un destin commun que de la culpabilité de certains », c'est vraiment par trop diminuer les responsabilités.

M. Andreae affirme que, quoique propriété de l'Etat, la banque continuera à être gérée selon les principes de l'économie privée. Pour montrer que c'est possible, il cite en

(1) N° 643 du 29/8/31.

exemple la *Reichskreditgesellschaft*, propriété de l'Etat et fonctionnant parfaitement. Et dire que toutes les grandes banques de Berlin ont depuis de longues années âprement combattu la *Reichskreditgesellschaft* aujourd'hui citée en exemple, estimant qu'elle leur faisait une concurrence déloyale !

Ainsi donc l'Etat se trouve maintenant avoir sous sa garantie une grande banque privée et être principal actionnaire d'une autre grande banque privée, cet état de choses est-il permanent ? est-il passager ? C'est aux problèmes que soulève cette intervention de l'Etat dans le domaine bancaire privé que sera consacré notre troisième chapitre.

CHAPITRE III

L'ÉTAT ET LES BANQUES

I. — Le fait de l'intervention de l'Etat.

Le sauvetage des banques de dépôts allemandes n'a pu être réalisé que grâce au concours de l'Etat. Que l'Etat ne soit intervenu que dans l'intérêt général et pour éviter à l'économie nationale des atteintes encore plus graves, nul n'en doute. Qu'il se soit acquitté d'une sorte d'obligation naturelle, contractée par suite de l'importance du facteur politique dans les origines de la crise, c'est possible... Quoi qu'il en soit, l'Etat est intervenu en garantissant, en subventionnant, en réorganisant, en prenant des participations — il a contracté des obligations juridiques et morales, il a maintenant des droits et des devoirs nouveaux : des droits sur les banques, des devoirs envers le pays. Placé devant cette situation nouvelle, que fera-t-il ? Le chancelier Brüning a déjà esquissé une réponse en proclamant dans son discours radio-diffusé du 7 août la nécessité d'un contrôle sur les banques.

Avant d'aller plus loin, récapitulons rapidement les interventions de l'Etat entre le 13 juillet et le 1^{er} août 1931 :

- 1) garantie accordée aux engagements de la *Danatbank*,
- 2) vacances bancaires,
- 3) action de secours en faveur de la banque *Schröder* à Brême.
- 4) subvention à la *Landesbank der Rheinprovinz*,
- 5) appui accordé à la fusion *A. D. C. A. — Sächsische Staatsbank*,
- 6) souscription d'actions de l'*Akzept u. Garantiebank*,
- 7) pression sur la *Reichsbank* pour obtenir des facilités de crédit,

8) souscription d'actions (majorité de la *Dresdner Bank*.

Si l'on ajoute à cela le fait que la *Reichskreditgesellschaft*, société anonyme privée, est en réalité une banque d'Etat, son capital étant entre les mains de la *Viag*, qui est la holding des participations financières et industrielles du Reich, on réalise l'importance du facteur Etat dans l'économie bancaire privée.

Il s'agit d'examiner les conséquences de cet état de choses. Une première question se pose : l'intervention de l'Etat doit-elle être de nature permanente ? Théoriquement, non. Les nécessités de l'heure ont amené le Reich à devenir actionnaire, garant, d'entreprises privées. Mais dans la pensée des gouvernants, à qui on ne saurait reprocher de n'avoir pu envisager dans le tumulte des événements toutes les conséquences de leurs actes, l'Etat n'a fait que suppléer l'initiative privée défaillante. Il faut reconnaître qu'il aurait été impossible de trouver les ressources privées nécessaires au rétablissement de la situation, où les prendre dans une Allemagne qui a toujours été pauvre en capitaux et épuisée aujourd'hui par la guerre, l'inflation et la crise mondiale ?

L'Etat a accompli son devoir social en intervenant, ne lui reprochons pas d'avoir sciemment utilisé la détresse des banques privées pour les placer sous sa tutelle. Nous ne sommes pas en présence d'une tentative de socialisation ; d'ailleurs les socialistes, toujours ardents à réclamer la socialisation des banques, n'en demandent pas tant cette fois-ci : ils savent que ce ne serait qu'un leurre, des dividendes n'étant pas à espérer avant de longues années. Mais ce qu'ils demandent, c'est un contrôle de l'activité bancaire, revendication à laquelle il faut en principe souscrire (1).

Pourquoi, a-t-on dit, montrer une telle sollicitude envers des débiteurs défaillants et d'ailleurs nullement populaires ; pourquoi le contribuable doit-il supporter les risques des créanciers des grandes banques et seulement de celles-ci ? M. le Prof. Sulzbach a répondu par les considérations suivantes qu'il est intéressant de citer (2) : « ce qui a provoqué

(1) Fritz Naphtali dans la *Frankf. Ztg.*, N° 621 du 21/8/1931.

(2) *Frankf. Ztg.*, N° 610 du 18/8/31.

l'action de l'Etat, c'est le fait : 1) que les relations de créanciers à débiteurs existent dans toute l'économie, mais nulle part en telle quantité que dans le commerce de banque, dont le but est de s'endetter et de prêter cet argent ; 2) que le fabricant compte sur une défaillance toujours possible d'un client, sa marge de bénéfice lui permet de la supporter : l'intérêt que perçoit une banque n'est pas un équivalent pour un risque indéterminé, car on demande à la banque d'offrir 100 % de sécurité ; 3) que personne ne veut une « crise de confiance » et qu'il y a tendance à rétablir cette confiance, même quand les raisons qui ont contribué à la détruire restent valables. Est-ce toujours avantageux ? l'avenir le dira 4) que l'on craint des troubles graves de la circulation monétaire ».

L'impression qui se dégage de l'intervention de l'Etat, c'est en résumé celle-ci : l'Etat ne se croit pas plus apte à l'exploitation d'une banque privée qu'un individu — il est intervenu parce qu'il y avait péril en la demeure — le jour où le marché financier allemand sera suffisamment fortifié, les capitalistes pourront à nouveau remplacer l'Etat dans le rôle un peu extraordinaire que les événements lui ont imposé. C'est une spéculation à la hausse, à la prospérité future.

Loin d'être toutefois est ce jour, et dans l'intervalle l'Etat doit se préoccuper de la gestion de « ses » banques et par répercussion de tout le système bancaire, car il ne peut entrer dans les intentions du gouvernement de permettre aux nouvelles banques d'économie mixte de se prévaloir de ce caractère pour attirer les dépôts, en leur promettant une sécurité particulière.

Le problème de l'heure est double : gestion des banques protégées — mesures générales pour toutes les banques.

Dans les banques auxquelles il a prêté son aide, l'Etat a d'abord le rôle de juge : les directeurs responsables ont-ils failli à leur tâche ? — Les instruments de cette action de justice sont les représentants de l'Etat dans les entreprises secourues. Une réforme et une restriction des cadres s'impose ; c'est une opération d'ailleurs assez complexe étant donné que la *Danat* et la *Schröderbank* sont des sociétés en commandite par actions où les directeurs ne sont pas des

employés, mais des commandités associés. Il faudra donc transformer préalablement ces banques en sociétés anonymes, ce qui est juridiquement très compliqué (§ 332-334 H, G et B).

Vient ensuite le rôle effectif de direction. Adam Smith pensait déjà que les qualités de prince et de commerçant ne s'accordaient pas, il ne faut donc pas s'étonner outre mesure de voir régner une certaine nervosité dans les directions des banques et dans les ministères techniquement compétents : l'union était récente, un mode approprié de collaboration était encore à mettre sur pied..... et le temps pressait !

Mais après tout, la *Reichskreditgesellschaft*, propriété privée du Reich, est dirigée selon tous les principes de l'économie privée par des fonctionnaires ; pourquoi ceux-ci n'arriveraient-ils pas à s'acclimater — après une période de transition s'entend — à la *Danat* et à la *Dresdner Bank* ? A la vérité, la bureaucratie semble apporter plus de compréhension pour le monde bancaire que celui-ci pour la bureaucratie.

A la tête d'une grande banque se trouvent deux groupes de personnes : le conseil d'administration (*Aufsichtsrat*) et les directeurs (*Vorstand*). En réalité, l'entreprise est dirigée dictatorialement par le *Vorstand* qui n'est soumis à aucun contrôle effectif ; le conseil d'administration se compose de gros clients de la banque qui, préoccupés par leurs propres affaires et souvent dépendants du *Vorstand*, ne se sont jamais souciés que superficiellement de remplir les tâches de surveillance que leur impose le Code de commerce. Quant au contrôle des assemblées d'actionnaires, il est inexistant.

Cette dictature des directeurs a, à côté de ses défauts, ses avantages : promptitude de décision et d'exécution. Or, voici que ces hommes, ces maîtres, doivent se plier aux exigences du formalisme administratif, qu'ils doivent attendre pendant des jours, des semaines, que par la voie hiérarchique arrive enfin un ordre, une décision — et pendant ce temps le client s'impatiente et va ailleurs. Que des frottements se produisent, c'est donc compréhensible : voilà ce que les banques se plaisent à répéter.

Mais au fond, ces fonctionnaires qui arrivent dans ces banques, que voient-ils ? Des directeurs plus puissants que

jamais ministre ne le fut et échappant à tout contrôle, et des traitements énormes. Que vont-ils faire, ces fonctionnaires aux appointements modérés, mais conscients de leur devoir : ils essayent de faire revivre les institutions de contrôle que le législateur a prévues pour le fonctionnement des sociétés par actions et c'est ainsi qu'ils se heurtent aux puissances de fait.

Il faut le reconnaître, les textes sur la gestion des sociétés par actions sont restés lettre morte, et spécialement depuis la guerre. La progression de la concentration industrielle, la complexité des liens reliant les grandes entreprises, la technicité croissante des problèmes qui se posent, tout cela rend de plus en plus difficile la compréhension des opérations par un grand nombre de personnes. Les grandes affaires sont traitées par quelques personnes seulement, profitant de ce que les capitaux sont fournis par une foule d'actionnaires pour échapper à tout contrôle réel. Quels sont donc ces moyens de contrôle que la loi met théoriquement à la disposition de l'actionnaire « moyen » : en premier lieu le conseil d'administration qui doit surveiller la gestion des directeurs nommés par lui. D'abord, ce conseil est nommé par les gros actionnaires, et il se compose soit de gros clients, soit de représentants d'entreprises alliées ou de banques, soit de personnalités décoratives et dépourvues de compétence. Puis ses membres siègent dans d'innombrables conseils de ce genre et ils ont en outre leurs propres affaires. Ils se réunissent rarement et se contentent d'approuver les décisions de la direction, manquant d'ailleurs en général des éléments d'appréciation nécessaires pour les critiquer.

Autre moyen de contrôle : les *Revisoren*, des commissaires délégués par les actionnaires pour vérifier les comptes de la société. On soumet à leur examen des bilans, des comptes d'exploitation qui sont des modèles d'hypocrisie comptable ; s'ils veulent remonter aux sources, il leur faudrait se plonger dans une forêt de documents bien propres à décourager des initiatives qui manquent déjà d'enthousiasme natif. — Le système anglais des *chartered accountants* est au moins un véritable système de révision.

Pour finir, reste le moyen de contrôle par excellence de la loi : l'assemblée générale. Ne craignons pas de dire que c'est

une comédie dont tous les détails de mise en scène ont été réglés à l'avance par la direction et les grands actionnaires. Reste au petit actionnaire la satisfaction d'amour-propre de pouvoir faire inscrire ses protestations au procès verbal et de se réserver ainsi le droit coûteux d'attaquer en justice les décisions prises.

La démocratie formelle des actionnaires ne fait que cacher la dictature réelle de quelques personnalités et cette constatation ne se limite pas à l'Allemagne.

2. — Mesures générales pour toutes les banques.

Le sentiment général est qu'une étatisation officielle de tout le système bancaire n'est pas à recommander, mais que des mesures de contrôle s'imposent puisque l'Etat a apporté son aide. Remarquons d'ailleurs qu'un grand nombre d'instituts bancaires spécialisés subissent déjà depuis longtemps le contrôle de l'Etat (banques hypothécaires, crédits fonciers, caisse d'épargne, etc...). Plus précisément il s'agit de mesures de contrôle s'appliquant aux banques de dépôts.

Mais là où deux tendances d'opinion contraire s'affrontent, c'est lorsqu'il s'agit de la création d'une institution spéciale de contrôle, d'un *Office des banques*.

La tendance hostile est celle de la grande presse libérale. Que dit-elle? (1) Un contrôle ne peut être instauré que de deux façons : soit par l'élaboration de règles précises de politique bancaire, soit par une surveillance matérielle. Pour l'application de la première méthode, il n'est pas besoin d'une institution spéciale : c'est le rôle normal de l'institut d'émission que de diriger la politique bancaire du pays. Si la Reichsbank n'a pas jusqu'à présent rempli cette tâche de manière satisfaisante, qu'on la réorganise : le principe est ancien, que des hommes nouveaux l'appliquent — « men, not measures ».

Si l'on envisage la deuxième méthode, croit-on matériellement possible de surveiller étroitement 5000 banques et succursales et 2000 banquiers privés? Non. Appliquer cette

(1) Frankf. Ztg. N^o 534, 568, 599 (article du Prof. Kalveram).

surveillance à certaines banques seulement, ce n'est pas une solution : avec la mentalité actuelle du public, cela entraînerait une migration des dépôts vers les instituts surveillés.

Les banques déjà placées sous le contrôle de l'Etat sont-elles restées indemnes : l'exemple de la *Landesbank der Rheinprovinz* montre que non. Instaurer une tutelle administrative des banques, c'est charger l'Etat d'une lourde responsabilité et donner au public une impression de sécurité injustifiée.

Les banques elles-mêmes ne seraient peut-être pas hostiles à un contrôle officiel, elles savent que ce n'est qu'une façade, à l'abri de laquelle elles pourront faire des opérations plus ou moins régulières, le public étant tranquilisé par l'existence d'un contrôle d'Etat.

Mieux que la création d'un Office de banques qui ne ferait que gêner l'activité commerciale normale tout en étant d'une efficacité illusoire, vaudrait l'amélioration qualitative de la publicité bancaire s'ajoutant à une activité centralisatrice de la Reichsbank.

La tendance favorable est celle de la social-démocratie, telle qu'elle est exposée dans le *Vorwärts* par M. Fritz Naphtali. Voici sa thèse : la crise a dévoilé un état de choses préexistant. Les grandes banques, par la nature et le volume de leurs affaires, par les fonctions qu'elles remplissent dans l'économie générale, débordent du cadre de l'économie privée, de sorte que l'Etat est obligé d'intervenir en cas de choc grave.

Mais si un tel état de choses permanent est dévoilé, la conséquence ne doit pas en être qu'il faille le « recouvrir rapidement d'un voile réparé par l'Etat à l'aide des deniers publics ». Si en fin de compte l'Etat doit supporter les risques des banques, il doit participer à leur gestion non seulement après la crise, mais aussi avant pour la prévenir. Un contrôle réel des banques doit avoir pour but d'assurer certaines fonctions dans l'intérêt de leur sécurité et de leur liquidité, et d'autre part d'assurer la répartition des capitaux dans l'intérêt économique général.

La création d'un office des banques est préconisé. Un coûteux appareil bureaucratique n'est pas nécessaire. Confier le

contrôle à la Reichsbank, c'est enterrer le principe même du contrôle, en raison de l'autonomie exagérée de la Reichsbank vis-à-vis de la politique économique du gouvernement.

Bien entendu, un tel Office n'est qu'une institution humaine, donc sujette à erreur. Mais comme une grande partie des erreurs de la politique de crédit provient de ce que chaque banque prend ses dispositions seule et sous l'influence de l'intérêt particulier, l'Office s'inspirant uniquement de l'intérêt général, donnera naissance à une action concertée.

Le chancelier Brüning avait proclamé dès le début d'août par la radio, qu'il entendait créer un office de contrôle des banques. L'ordonnance du 19 septembre 1931 s'attaquant à la réforme du régime des sociétés par actions, entreprit d'autre part la création de cet Office.

3. — L'ordonnance du 19 septembre 1931 et le « Curatoire aux banques ».

Le gouvernement avait chargé un comité d'experts d'étudier la question du contrôle des banques. Le comité marqua peu d'enthousiasme pour la création d'un institut spécial, en raison de la responsabilité dont serait chargé l'Etat, de la difficulté du choix des personnalités et des limites du contrôle. Le gouvernement tenant à son projet, les experts suggérèrent de ne pas créer un organe bureaucratique encombrant, mais un simple commissaire assisté d'un conseil attaché à la Reichsbank. Peu importe le mot — le gouvernement l'emporta.

La deuxième partie (art. 1 à 4) de l'ordonnance du 19 septembre 1931 est le texte qui donne naissance à l'institution ; examinons-le.

Un « Curatoire aux banques » (*Kuratorium für das Bankgewerbe*) est créé auprès de la Reichsbank. Il se compose de cinq membres qui sont :

- 1) le président de la Reichsbank, président.
- 2) le secrétaire d'Etat à l'Economie.
- 3) » » aux Finances.

4) un membre de la Direction de la Reichsbank, désigné par le président.

5) le « Commissaire d'Etat aux banques » (*Reichskommissar für das Bankgewerbe*).

Ce Commissaire d'Etat, subordonné au Ministre de l'Economie, est un fonctionnaire d'Etat nommé par le Président du Reich sur proposition du gouvernement et d'accord avec le Président de la Reichsbank.

Voilà donc le germe d'une influence administrative sur la politique de crédit.

Le domaine d'activité du commissaire d'Etat est immense : 84 banques de dépôts publiant régulièrement leur bilan et comptant 11 milliards RM de dépôts, des centaines d'autres banques, les banques coopératives, 18 banques d'Etat (*Staatsbanken*), 19 *Girozentralen* avec 2.500 millions RM. de comptes créditeurs.

Quelle est sa mission : art. 1, § 1, al. 1 « Le Commissaire d'Etat doit s'*informer* de façon continue sur la situation des banques et du crédit allemands, en particulier dans leurs relations avec l'étranger, et *influencer* la politique bancaire générale du point de vue de l'économie générale allemande ». Voilà un texte extrêmement compréhensif...

Pour l'exécution de sa mission, d'importants pouvoirs qu'il peut déléguer avec l'accord du Curatoire, lui sont donnés :

1) il peut demander aux banques tous renseignements sur toutes affaires, prendre connaissance des livres et comptes, ordonner toutes vérifications et faire part de ses observations aux organes sociaux.

2) il peut prendre part à toutes les assemblées d'actionnaires ou d'associés, à toutes les séances des organes sociaux des banques et y prendre la parole.

3) il peut exiger la réunion des assemblées générales, etc...

4) il peut frapper les directeurs des banques d'amendes disciplinaires jusqu'à 100.000 RM (sauf recours hiérarchique).

5) dans l'exercice de ses fonctions, il a le droit de demander tous renseignements sur leurs dettes ou créances étran-

gères à toutes personnes résidant en Allemagne. Il est naturellement soumis au secret professionnel.

A la demande du gouvernement, du Curatoire ou de la Reichsbank, le Commissaire d'Etat doit rendre compte de son activité ; pour les décisions mettant en jeu des principes, il doit s'assurer de l'accord du Curatoire.

Un droit important du commissaire d'Etat est celui de faire au Curatoire des propositions d'ordre général sur la conduite des affaires des banques. Le Curatoire d'autre part, décide si le commissaire d'Etat doit imposer aux banques des directives générales (notamment en ce qui concerne le droit de vote attaché aux titres en dépôt).

Comme on le voit, les possibilités d'action du commissaire d'Etat ont été largement conçues, jusqu'à l'heure actuelle (1) l'institution a fonctionné de façon satisfaisante sans tyranniser les banques comme une partie de l'opinion semblait le craindre au début, mais aussi sans remplir tous les espoirs qu'une autre partie de l'opinion avait mis en elle.

(1) Décembre 1934.

CHAPITRE IV

LA RÉFORME DU 22 FÉVRIER 1932

1. — Préliminaires d'une réorganisation générale.

Après les mesures de secours des mois de juillet et août et les mesures législatives de septembre, le calme est revenu parmi le public et une certaine détente se fait sentir dans les milieux bancaires durement éprouvés par les événements. Que l'on en juge en comparant les chiffres des bilans mensuels des six grandes banques de Berlin d'octobre 1930 et d'octobre 1931.

Les c/c créiteurs diminuent de 11.092 mill. RM. à 7500 mill, soit de 33 % (et 11.092 est loin du maximum) ; pour faire face à ces remboursements énormes on a surtout eu recours aux ressources liquides de première catégorie qui ont fourni 2 milliards en diminuant de 50 %, les « débiteurs » se sont montrés gelés, on n'a pu les faire diminuer que de quelques centaines de millions (5 %).

La situation n'est donc pas brillante : des dépôts fortement diminués et qui continuent inlassablement à décroître (— 373 mill. en septembre, — 110 mill. en octobre), les réserves véritablement liquides épuisées, des débiteurs absolument gelés et presque impossibles à recouvrer (sans parler des amortissements à faire) ; en contre-partie : un accord avec les créanciers étrangers à court terme pour immobiliser partiellement les crédits restant (v. chap. VII), l'aide de l'Etat sous forme de garantie et d'injections de bons du Trésor.

Les mesures prises ont heureusement provoqué une accalmie, il s'agit d'en profiter pour consolider et compléter l'œuvre, toute provisoire par la force des choses, de l'été 1931, et cela de façon à pouvoir présenter au public des bilans de fin d'année assainis. On sait que cette publication des bilans annuels des grandes banques a lieu au moment

des assemblées générales ordinaires annuelles au cours des premiers mois de l'année. La période d'octobre 1931 à février 1932 fut uniquement consacrée à l'élaboration de ces bilans, c'est-à-dire à la préparation de la grande réorganisation. On conçoit que la diversité et la complexité des problèmes posés et des intérêts en jeu aient donné lieu à une multitude de discussions et de projets que nous ne saurions examiner en détail, il importe toutefois d'en voir les plus caractéristiques sous peine de ne saisir qu'imparfaitement la genèse des décisions.

Une chose est hors de doute : à l'exception de la *Berliner Handelsgesellschaft* et de la *Reichskredit A.-G.*, toutes les banques devront pour assainir leur bilan, procéder à des amortissements extraordinaires pour tenir compte des pertes subies et à subir. Ces amortissements absorberont les bénéfices courants, les réserves occultes et officielles et peut-être une partie du capital — et encore, sera-ce assez ?

L'incertitude commence sur les principes à suivre pour l'évaluation des pertes. Comment par exemple évaluer les pertes sur les portefeuille-titres puisqu'il n'y a plus de bourses ? Une ordonnance du 15 décembre 1931 sur « les mesures propres à faciliter l'établissement des bilans » a établi une cote officielle des valeurs pour servir de base — en tant que limite supérieure — à l'établissement des bilans (1). Les cours sont calculés en prenant la moyenne entre les cours moyens de juin et les cours moyens de septembre : si le titre n'a pas été coté en septembre, on prend le cours moyen de juin diminué de 20 % de la valeur nominale pour les actions, de 10 % pour les rentes. Cette réglementation simpliste donne lieu à des difficultés sans nombre ; exemples :

un titre est coté 20 (c'est-à-dire 20 % du nominal) en juin, il n'est pas coté en septembre — cours officiel de bilan : 0 ; une action cote en juin à Berlin 42, à Francfort 44, en septembre à Berlin 27, à Francfort non cotée — cours officiel : Berlin 34,5, Francfort : 24. Comment coter les actions non entièrement libérées (Cies d'assurances), les actions de quotité (Kuxen) ? Tout ce que ce système a d'artificiel saute aux yeux, la véracité des bilans en pâtira.

(1) V. Reichsanzeiger, N° 295, 1931.

Toutes les banques, d'autre part, sont intervenues sur le marché de leurs propres actions pour en soutenir le cours, elles en possèdent des paquets importants, qu'en fera-t-on ? Useront-elles du droit de rachat de 10 % du capital propre et du droit d'annulation des actions rachetées dans les six mois que leur donnent les art. 226 et 227 HGB, modifiés par l'Ordonnance du 19 septembre 1931 ?

Mais la grande inconnue est le sort de la *Danat* et de la *Dresdner Bank*. La *Dresdner Bank* a été surcapitalisée à dessein en août, l'assainissement du bilan comportera une réduction de ce capital, autrement dit des pertes pour l'Etat. Pour la *Danat*, le risque illimité que constitue la garantie d'Etat doit être concrétisé et limité et d'autre part, on a été obligé de se rendre compte que la *Danat* n'était plus viable seule : une fusion s'imposait pour en sauver les restes. La première idée qui est venue au gouvernement a été celle de fusionner *Danat* et *Dresdner Bank* — idée parfaitement acceptable, pourquoi l'Etat entretiendrait-il à grands frais deux banques en déconfiture dont il est presque le seul propriétaire ? Ce projet rencontra des résistances telles qu'il fut d'abord abandonné.

Un deuxième projet surgit alors et tint la vedette assez longtemps : fusionner la *Danat* et la *Commerz u. Privatbank*, cette dernière étant relativement peu éprouvée. On objecta finalement la concurrence à craindre pour la *Dresdner Bank* de la part de deux blocs aussi importants que la *DDbank* et la nouvelle *CDbank*. Les milieux commerciaux n'étaient pas enchantés de ce projet, et surtout la *Commerz u. Privatbank* ne montra qu'un enthousiasme très modéré à l'idée de lier son avenir encore très solide aux destinées plutôt chanceuses de la *Danat*, et ce malgré l'aide promis par l'Etat. A son tour ce projet fut abandonné.

Un troisième projet, dont l'origine était toutefois antérieure aux projets de fusion, revint sur le tapis : c'est celui de l'*Industriebank* (1), c'est-à-dire d'une société de mise en valeur des « Débiteurs » industriels et commerciaux. Originaire-

(1) Calquée sur la « Banca Commerciale Italiana », institut chargé par l'Etat de la gestion d'engagements industriels déficitaires.

ment on pensait faire jouer ce rôle à la *Danat* seule, maintenant on songe à créer un institut spécialisé qui prendrait en charge les débiteurs gelés des deux banques, et peut-être aussi ceux des autres. Tout cela avec l'aide financière de l'Etat, qui du même coup financerait toute l'industrie. Et les risques? Et l'opinion accepterait-elle que les deniers publics fussent employés pour permettre aux actionnaires des banques de toucher rapidement des dividendes en les débarrassant des engagements douteux ou gelés? Au début de février ce projet est rejeté, et le projet de fusion *Danat-Dresdner Bank* paraît devoir emporter les suffrages.

A cela s'ajoutent les problèmes généraux de l'organisation du crédit en Allemagne: le projet *Regionalbanken*. Il s'agit de reconstituer de grandes banques provinciales autonomes, par exemple en disloquant les « banques mammouths » du moment pour mieux assurer l'alimentation en crédit de la province. Mais où prendre les capitaux nécessaires? et une déconcentration poussée des banques actuelles ne remplirait-elle pas le même but?

Mais l'heure n'est pas à l'érection d'un système bancaire sur des principes nouveaux, qu'il s'agisse de l'adoption du système anglais de séparation en banques d'affaires et banques de dépôts, du régionalisme financier, etc... Il faut d'abord éteindre l'incendie et normaliser la situation actuelle, ce n'est qu'après que l'on pourra mettre en jeu les principes.

Le temps presse, il s'agit d'établir les bilans. Une ordonnance du 18 février 1932 augmente les facilités pour la réduction du capital des sociétés par actions; certaines dispositions visent ouvertement l'assainissement des grandes banques: « en cas d'augmentation nouvelle du capital, les nouvelles actions sont dispensées de la libération en espèces lorsque le souscripteur est soit le Reich, soit un pays, soit un institut public de crédit, soit la *Golddiskontbank* ». Une ordonnance du 20 février autorise une société, au cas de réduction du capital en la forme allégée, à ne pas annuler les actions propres lui appartenant si elle peut les revendre, sous certaines conditions (pas au-dessous du pair, par exemple). Autre mesure en prévision de la réforme bancaire.

Les assemblées générales des banques intéressées sont

convoquées pour le lundi 22 février pour se voir soumettre rapport et bilan annuels.

Le 22 février 1932, enfin, est promulguée avec mise en vigueur immédiate une « Ordonnance du Président du Reich sur l'assainissement des entreprises bancaires », dont l'article 1 « autorise le gouvernement du Reich, eu égard à la crise économique, à prendre les mesures nécessaires à l'assainissement d'entreprises bancaires.

A cet effet il pourra notamment :

a) faire participer le Reich à des entreprises bancaires et effectuer les versements nécessaires, ainsi que céder les participations ainsi acquises,

b) admettre que l'on s'écarte des prescriptions du droit commercial dans des cas isolés ou de nature déterminée,

c) donner des sûretés à la charge du Reich,

d) libérer des sûretés à la charge du Reich engagées avant la mise en vigueur de la présente ordonnance ou fixer des délais pour l'extinction de telles sûretés (*Danat !*)

e) dépenser des sommes jusqu'au montant total de 250 mill. RM.,

f) se procurer jusqu'à 400 mill. RM. par les voies du crédit ».

L'art. 2 ordonne la mise en vigueur immédiate et donne tous pouvoirs au gouvernement pour fixer l'époque à laquelle l'ordonnance cessera d'être en vigueur.

Nous allons examiner maintenant les mesures prises en vertu de ces bases légales et soumises au public le 22 février 1932.

2. — Réorganisation bancaire (1).

Nous préférons dégager d'abord, et non pas après l'examen des cas particuliers, les principes qui ont guidé les auteurs de la reconstruction des banques. Ces principes sont au nombre de six :

(1) Frankfurter Zeitung. N° 144 du 23/2/1932.

Die Bank, 1932, p. 249, 275.

Revue Politique et Parlementaire, 1932, vol. 2, p. 22 (H. Laufenburger).

Revue Economique Internationale, 1932, vol. 2, p. 203. (E. B. D.).

1) Assainissement intégral de l'actif par amortissement massif des pertes subies et à prévoir pour l'avenir, par l'utilisation

des bénéfices courants
des réserves occultes
des réserves officielles
des bénéfices comptables provenant de l'annulation d'actions et de réduction du capital.

2) Transfert au Reich des soldes de perte,

3) Reconstitution du capital social par

une réduction du capital et
une annulation des actions propres entre les mains des banques
suivies d'une augmentation nouvelle du capital par émission de nouvelles actions.

4) Rétablissement d'un pourcentage convenable entre les ressources propres des banques (*eigene Mittel*) et le volume global de leurs opérations (*fremde Mittel*).

5) Constitution de nouvelles réserves fournies a) par le Reich sous forme de bons du Trésor de diverses catégories et échéances qui devront être amortis progressivement sur les bénéfices, et b) par les nouveaux actionnaires sous forme de primes d'émission.

6) Souscription de nouvelles actions par la *Reichsbank* et la *Golddiskontbank*, « cette participation n'étant conçue que comme une mesure transitoire » (1).

Ceci posé, voyons l'application de ces principes aux cas concrets :

A. — FUSION « DARMSTÄDTER U. NATIONALBANK ».

« DRESDNER BANK ».

La nouvelle banque provenant de la fusion de la *Danat* et de la *Dresdner* porte le nom *Dresdner Bank*, on ne put réussir à trouver un nom reflétant l'origine complète du nouvel institut, de sorte que cette fusion fait figure d'absorption.

(1) Compte-rendu de la *Reichsbank* pour l'année 1931.

Le commissaire d'Etat à la *Danat*, M. Bergmann, prend place dans le *Vorstand* de la *Dresdner Bank* et M. J. Goldschmidt dans le conseil d'administration.

La *Darmstädter u. Nationalbank* disparaissait après quatre-vingts ans d'existence. M. Jakob Goldschmidt lui a fait ses adieux en termes mesurés et presque sereins, laissant l'impression que la fatalité avait ici servi de maître. Il a souligné que les pertes de l'institut, quoiqu'importantes, ne sortaient nullement du cadre de celles éprouvées par les autres banques ; mais sa liquidité avait souffert davantage sous les remboursements massifs qui lui furent demandés : entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1931, 1360 millions RM. furent décaissés (plus de 8 milliards de francs), soit 60 % des engagements au 31 décembre 1930. Les incertitudes, les tergiversations, les discussions, les innombrables projets de réforme postérieurs au 13 juillet 1931 ont épuisé les dernières forces de l'institut et en ont attaqué à tel point les bases matérielles et spirituelles qu'il doit se résoudre à disparaître. Mais le 13 juillet, la *Danat* n'était pas un cas isolé comme on s'est ingénié à le faire croire : toutes les banques luttaien pour leur existence, dès ce jour déjà. « Il s'agit maintenant de donner nos dernières forces pour créer de nouvelles formes de vie économique, politique et spirituelle ». Profiter des leçons du passé pour édifier l'avenir, telle fut la conclusion de cet animateur incomparable qui disparaissait de la scène financière.

Les pertes des deux instituts s'élevaient à 500 mill. R. M. environ au total. Il fallait donc procéder aux amortissements nécessaires sur les postes de l'actif en souffrance (Portefeuilletitres — y compris les actions rachetées — et Débiteurs), trouver la contrepartie dans une diminution du passif par réduction du capital (pertes infligées aux actionnaires) et un afflux d'argent frais grâce aux sacrifices de diverse nature du Reich.

Au point de vue technique, l'opération qui consiste à dégager des bénéfices soit comptables (réduction de capital), soit réels (aide pécuniaire de l'Etat) suffisants pour procéder aux coupes sombres nécessaires dans l'actif, est très complexe. C'est à un chef d'œuvre de virtuosité comptable que

s'est livrée la société fiduciaire *Deutsche Revision Treuhand AG* pour établir un bilan assaini. Nous allons essayer de montrer comment on procéda, sans nous dissimuler que nous n'apporterons certainement pas la lumière complète sur l'étendue exacte des pertes et des amortissements nécessaires, ou des réserves occultes pouvant encore exister. Un bilan ne fait que refléter les événements et seulement dans la mesure où on désire qu'ils soient reflétés.

La *Danat* avait un capital social de 60 millions RM. et des réserves officielles de 60 millions également. Elle détenait en portefeuille 35 millions de ses propres actions (ce sont les fameuses actions cédées en juillet 1931 à un groupe d'industriels au cours de 125 % — opération qui n'a jamais été réellement réalisée).

Les 35 mill. d'actions en portefeuille sont annulées ; le capital restant de 25 mill. est réduit dans la proportion de 40 à 3, soit à 7,5 mill. d'actions nouvelles. Les actionnaires propriétaires de ces 7,5 mill. d'actions nouvelles reçoivent en échange 7,5 mill. d'actions ordinaires nouvelles *Dresdner Bank* fournies gratuitement par le Reich.

La garantie d'Etat pour les Créiteurs, créée en juillet 1931, est supprimée pour les créanciers allemands ; en compensation le Reich met 115 mill. de Bons du Trésor 6 % à la disposition de la banque sous forme de réserve ducroire destinée à faire face aux engagements provenant de sa garantie de juillet.

La garantie d'Etat subsiste pour les créanciers étrangers : le Reich continue donc à cautionner 407,7 mill. RM. de dettes extérieures de la *Danat*.

La *Dresdner Bank* avait un capital social de 400 mill. RM. et des réserves officielles de 34 mill. Ce capital social se décomposait comme suit :

1) 300 mill. RM. d'actions privilégiées propriété du Reich (1).

2) 100 mill. RM. d'actions ordinaires, réparties :

a) 44 mill. entre les mains du public.

(1) V. *supra*, Ch. II, p. 48.

b) 33,3 mill. rachetées et en portefeuille.

c) 22,7 mill. rachetées puis revendues au Reich (1).

Le capital ordinaire de 100 mill. subit les modifications suivantes :

les 33,3 mill. d'actions rachetées sont annulées ;

les 22,7 mill. d'actions du Reich sont réduites à 7,5 mill. d'actions nouvelles que le Reich met à la disposition des actionnaires de la *Danat* en échange de leurs actions nouvelles ;

les 44 mill. d'actions du public subissent une réduction à 12,5 mill.

Après annulation des actions en portefeuille, l'ancien capital ordinaire est donc réduit à 20 millions (10 : 3).

Les actionnaires privilégiés, c'est-à-dire le Reich, qui ne sont pourtant pas responsables de la situation, subissent aussi un sacrifice : les 300 mill. d'actions sont réduites dans la proportion de 3 à 2 à 200 mill. Le Reich sur ses 200 mill. d'actions, en met gratuitement 48 mill. à la disposition de la banque pour être souscrites au cours de 105 % par la *Golddiskontbank*, ce qui procurera 50,4 mill. de capitaux frais.

Le nouveau capital de la *Dresdner Bank* est donc de 220 mill. RM., 20 mill. d'actions ordinaires appartenant au public et 200 mill. d'actions privilégiées appartenant pour 152 mill. à l'Etat et 48 mill. à la *Golddiskontbank*. La réserve officielle est de 30 mill. RM, après un prélèvement de 4 millions sur l'ancienne réserve de la *Dresdner Bank* (les 60 mill. de réserves de la *Danat* sont entièrement absorbés).

Le Reich crée un fonds de réserve occulte pour les indemnités à verser au personnel à congédier à la suite de la fusion et pour renforcer les réserves officielles. Ce fonds se monte à 85 mill. RM. et est constitué par des bons du Trésor.

Récapitulons les sommes dont l'institut dispose, soit en écritures, soit en bons du Trésor, soit en espèces, soit en

(1) V. *supra*, Ch. II, p. 48.

actions, pour procéder aux amortissements rendus nécessaires par les pertes :

	RM. mill.
annulations d'actions de la Danat	35
réduction du capital de la Danat.	17,5 —
actions nouvelles de la Dresdner B. en échange de celle de la Danat	7,5 —
bons du Trésor pour la Danat	115 —
réserves officielles de la Danat	60 —
annulations d'actions de la Dresdner Bank	33,3 —
réduction du capital ordinaire de la Dresdner	46,7 —
réduction du capital privilégié de la Dresdner	100 —
actions souscrites par la Golddiskontbank	50,4 —
bénéfices nets des 2 banques pour l'exercice 1931	18 —
prélèvement sur les réserves de la Dresdner Bank.	4 —
bons du Trésor pour la Dresdner Bank	85 —
total :	572,4 —

On voit que les pertes évaluées à 500 mill. environ (253 mill. pour la *Dresdner Bank* et 240 pour la *Danat*) peuvent être amorties, tout en laissant subsister des réserves occultes, dont il est impossible de dire le chiffre exact. Les amortissements sont répartis à raison

de 70 % sur les Débiteurs et Immeubles
de 30 % sur le Portefeuille-titres.

Il est intéressant de calculer le montant total des bons du Trésor que les deux banques réunies ont reçu de l'Etat pour leur assainissement depuis juillet 1931 :

300 mill. le 1^{er} août 1931 pour la Dresdner (actions privilégiées).
20 mill. — — — (achat d'actions ordinaires).

85 mill. le 22 février 1932 pour la Dresdner.

115 mill. — — — Danat.

520 mill. au total.

Les 85 millions de la *Dresdner Bank* devront être remboursés à l'Etat à l'aide d'un premier prélèvement de 15 % sur les bénéfices nets en fin d'année, et d'un second prélèvement de 60 % sur les surplus restant après distribution d'un dividende ne pouvant être supérieur à 8 %.

Les 115 millions pour la *Danat* ne seront remboursables

que pour autant qu'ils n'auront pas été affectés à la couverture de pertes dans le bilan au 31 décembre 1932.

Enfin, on trouvera plus loin le bilan après assainissement à la date du 31 décembre 1931, tel qu'il fut publié le 22 février 1932 (à titre de comparaison nous ajoutons les bilans au 31 décembre 1930 de la *Danat* et de la *Dresdner Bank* séparées) (*Voir p. 76*).

Ce bilan appelle quelques remarques : on constate une énorme diminution des c/c créditeurs, ils passent de 4510 mill. à 2742 mill. soit une diminution de 1768 mill. RM ou 39 % du montant. La diminution que subit l'actif en contrepartie se répartit à concurrence de 1648 mill. comme suit :

encaisse	—	50 mill. RM	(37 %)
effets	—	667 — —	(61 %)
avoirs	—	226 — —	(60 %)
reports et avances sur titres	—	82 — —	(63 %)
avances sur marchandises	—	452 — —	(48 %)
titres	—	30 — —	(17 %) (1)
débiteurs	—	451 — —	(20 %)
titres d'Etat	+	300	

1648 mill. RM

La liquidité révélée par le nouveau bilan n'est pas brillante :

1^{re} liquidité = (encaisse + effets + avoirs) en %

des (créditeurs + acceptations) = 20 %

1^{re} + 2^e liquidité = 1^{re} liquidité + (reports + avances

+ titres cotés) en % des (créd. + acc.) = 49 %

en admettant la possibilité du réescompte ou des avances sur bons du Trésor.

B. — DEUTSCHE BANK UND DISKONTOGESellschaft.

Cette banque, la plus grande banque privée allemande, a décidé de procéder à un assainissement sans aide matérielle de l'Etat, uniquement à l'aide de sacrifices imposés aux actionnaires.

(1) Les actions rachetées et annulées ayant été entièrement passées en compte au passif, il ne semble pas en avoir été de même à l'actif où elles figuraient dans le portefeuille-titres : en effet, ce dernier devrait accuser de ce seul chef une diminution de 68,3 mill. si le rachat avait eu lieu au pair — or ce n'est pas le cas.

En millions R.M.

	Dresdner B. 1930	Danat 1930	N ^o Dresdner 1931
	—	—	—
PASSIF :			
Capital	100 (1)	60	220
Réserves	34	60	30
c/c Créditeurs.	2.220	2.290	2.742
a) cr. de clientèle chez des tiers	494	430	519
b) banquiers	260	205	532
c) autres dépôts.	1.466	1.656	1.691
(b et c) sont à échéance :			
1. de 7 jours	815	788	956
2. de 7 à 90 jours.	872	984	988
3. de plus de 90 jours	39	88	269
Acceptations	165	126	438
Divers y compris bénéfice net.	10	19	9
Total du bilan	2.529	2.555	3.440
Avals.	140	83	181
Endossements.	352	?	848
ACTIF :			
En caisse	54	82	86
Portefeuille d'escompte.	516	559	418
dont bons du Trésor.	159	131	
Avoirs chez correspondants	189	189	152
Reports et avances sur titres	51	79	48
Avances sur marchandises.	479	454	481
Titres d'Etat	9 (2)	2	311 (3)
Autres titres	28	34	53
Participations consortiales.	18	38	49
Participations permanentes	35	24	45
c/c Débiteurs	1.116	1.069	1.734
Immeubles.	33	25	49
Divers	3	—	6

(1) 400 mill. au 1/8/31.

(2) 309 mill. —

(3) comprenant 300 mill. de bons du Trésor portant intérêts et remboursables à 7, 19 et 31 mois.

La *Deutsche Bank* (ou DD Bank) dont la liquidité n'a pas trop souffert de la crise de juillet, a par contre eu à supporter des pertes considérables sur ses Débiteurs et Titres. D'ailleurs pour les années 1929 et 1930, l'institut avait déjà procédé à des amortissements et à la constitution de réserves pour pertes s'élevant au total à 125 mill. RM. Au bilan de 1930, l'institut avait déjà pratiquement ramené son capital de 285 mill. à 250 par annulation tacite de 35 mill. d'actions rachetées, mais formellement ces actions subsistaient encore au passif sous le compte « Capital » et à l'actif sous le compte « Autres titres ».

À l'assemblée générale, M. *Oskar Wassermann*, un des directeurs, essaya de justifier le manque de solidarité de juillet 1931 en déclarant qu'il était trop tard, que la fatalité en marche n'aurait pu être arrêtée... Il expliqua le fait du rachat de leurs propres actions par les banques, par la nécessité de ne pas laisser tomber les cours au-dessous du pair, ce qui aurait inquiété les déposants. Il expliqua les pertes subies et les amortissements nécessaires (les réserves occultes avaient déjà été fortement mises à contribution en 1929 et 30) par la crise économique mondiale jointe aux causes de troubles politiques et à la politique des réparations. Il déclara indispensable la « reprivatisation » des banques actuellement étatisées par la force des choses : « une banque de crédit dans la main du gouvernement est en contradiction flagrante avec la nature du crédit de banque dans une économie non socialisée ». Enfin il constate qu'après assainissement, les ressources propres de la banque n'étaient pas encore dans un rapport convenable avec le volume de ses transactions et qu'il fallait rétablir à force de travail, la confiance nécessaire pour préparer le renforcement du capital par les actionnaires.

Voyons donc comment cet institut a procédé à son assainissement.

Le capital social était de 285 millions RM, les réserves officielles de 160 millions.

La banque avait en portefeuille 105.650.000 RM. de ses propres actions rachetées en bourse : 35 mill. avaient été rachetés en 1930 au cours moyen de 115,5 % et le reste en 1931

au cours moyen de 97,42 % (1). Ce paquet d'actions reprend place au passif pour 105 millions au pair (la différence est amortie grâce à une provision pour pertes spécialement constituée à cet effet). Il reste donc entre les mains du public 180 millions d'actions.

Des actions rachetées, 33 millions sont annulées et 72 mill. replacées dans le public sous forme d'actions nouvelles émises au cours de 115 % « pour lui permettre de témoigner son intérêt à la conservation du caractère privé de l'institut. » Il fallut avouer quelques semaines plus tard que cet intérêt s'était révélé très réduit : le syndicat d'émission n'avait réussi à placer que 27 mill. d'actions (en nominal) dans le public, les 45 millions restant furent souscrits par la *Golddiskontbank* ; cette opération procure 82,8 mill. d'argent frais qui renforcent l'encaisse.

Le capital restant, 180 millions, est réduit dans la proportion de 5 : 2 à 72 millions, ce qui procure un bénéfice en écritures de 108 millions. On pourrait dire aussi que le capital ancien de 285 millions a été réduit à 72 millions par annulation de 105 mill. d'actions en portefeuille et réduction du reste dans la proportion de 5 à 2 :

$$285 - (105 + \frac{3 \times 180}{5}) = 72$$

puis porté à 144 millions par l'émission de 72 millions d'actions nouvelles.

Le nouveau capital social est donc de 144 millions. Sur l'ancienne réserve de 160 mill., un prélèvement de 145,6 mill. est fait ; aux 14,4 mill. restant vient s'ajouter la prime d'émission des actions nouvellement mises en souscription, 10,8 mill. (15 % de 72 mill), pour former la nouvelle réserve qui s'élève donc à 25,2 millions.

Une somme de 275 millions est consacrée aux amortissements, soit 240 millions d'amortissements sur les

(1) On sait que dans les bourses allemandes le cours est exprimé non en valeur réelle du titre, mais en % de la valeur nominale. Exemple : action Deutsche Bank de 1000 RM, cours 65, valeur du titre 650 RM.

débiteurs et 35 mill. sur les titres, grâce aux ressources suivantes :

réduction du capital	108	mill. RM
prélèvement sur les réserves.	145,6	— —
— — les bénéfices 1931	21,4	— —
	275	— —

Des réserves occultes, à moins qu'elles n'aient été consacrées à des amortissements également secrets, subsistent certainement ; d'abord on ignore si celles qui existaient auparavant sont entièrement épuisées, ensuite les 33 millions de réduction du capital par annulation d'actions ne sont pas ouvertement consacrés aux amortissements. Quoi qu'il en soit, on verra plus loin comment se présente le nouveau bilan, comparé à celui de 1930 (*Voir page 80*).

Ces chiffres appellent les réflexions suivantes : le passif, à part la refonte du capital que nous connaissons (réduction de 276 mill., ne montre qu'une diminution de 1444 millions de créiteurs, soit de 28 % de leur montant de 1930. Cette diminution du passif de $276 + 1444 = 1420$ millions a pour contre-partie à concurrence de 1389 millions une diminution de l'actif, obtenue soit par amortissements, soit par diminution, soit par virements de compte à compte, de la façon suivante :

encaisse	— 25	mill. RM.	(12 %)
effets	— 364	— —	(39 %)
avoirs	— 228	— —	(70 %)
reports.	— 72	— —	(80 %)
avances	— 355	— —	(51 %)
titres	— 32	— —	(16 %)
débiteurs	— 313	— —	(14 %)
	1389	— —	

La liquidité a été nettement renforcée grâce à la souscription en espèces de 72 mill. d'actions ; la 1^{re} liquidité = (encaisse + effets + avoirs) en % (créd. + acc.) est de 28 % ; en ajoutant les ressources de 2^e liquidité on arrive à 38 % seulement, ce qui est tout de même médiocre. Nous reviendrons d'ailleurs plus tard à l'importance qu'il faut attacher à cette « liquidité » de calcul.

En millions RM.

		DD BANK	
		31 déc. 1930	31 déc. 1931
PASSIF :			
Capital	285	144	
Réserves	160	25	
c/c Crédoiteurs.	4.137	2.993	
a) cr. de clientèle chez des tiers	689	365	
b) banquiers	292	196	
c) autres dépôts.	3.156	2.433	
b) et c) sont à échéance :			
1. de 7 jours	1.717	1.617	
2. de 7 à 90 jours.	1 662	972	
3. de plus de 90 jours	68	38	
Acceptations	245	273	
Divers y compris bénéfice net.	131	113	
Total du bilan.	4.957	3.549	
Avals.	331	263	
Endossements.	?	401	
ACTIF :			
Encaisse.	208	183	
Portefeuille d'escompte.	939	575	
dont bons du Trésor.	173	89	
Avoirs chez correspondants	322	94	
Reports et avances sur titres.	90	18	
Avances sur marchandises.	699	344	
Titres d'Etat	4	2	
Autres titres	81 (1)	37	
Participations consortiales.	75	69	
Participations permanentes	37	57	
c/c Débiteurs	2.293	1.980	
Immeubles.	105	106	
Divers	104 (2)	83 (3)	

(1) Y compris 35 millions d'actions rachetées.

(2) Emprunt dollar à long terme.

(3) Montant de l'émission de nouvelles actions.

C. — FUSION COMMERZ UND PRIVATBANK — BARMER BANKVEREIN.

Il avait été prévu de faire absorber la *Danat* par la *Commerzbank*, mais le fardeau était trop lourd pour cette dernière, malgré la liquidité qu'elle avait conservée intacte en traversant la crise. On décida alors de fusionner la *Commerzbank* avec un institut relativement solide: le *Barmer Bankverein*, qui est une banque de dépôts du bassin rhénan-west-phalien; sur les 36 succursales du B. B. V., 24 se trouvent dans les mêmes villes que des succursales de la *Commerzbank*, il sera donc facile de fusionner les deux instituts. Cela présente en outre l'avantage, par rapport au premier projet, de ne pas créer deux grandes banques d'Etat *Danat-Commerzbank* et *Dresdner*; cet argument n'est pas très fort, car la majorité des actions de la nouvelle *Commerzbank* est entre les mains de la *Golddiskontbank*, qui n'est pas l'Etat juridiquement parlant, mais qui en est si peu éloigné en pratique.

Examinons la réalisation de la fusion:

Le capital social du *Barmer Bankverein* était de 36 mill. RM., les réserves officielles s'élevaient à 18 millions.

Mais sur 36 mill. d'actions, la banque en détenait 23,5 mill. en portefeuille. Ces 23,5 mill. sont annulés et consacrés avec la réserve de 18 mill. qui disparaît aussi, aux amortissements nécessaires, moyennant quoi le bilan est considéré comme assaini.

Les 12,5 mill. d'actions restant entre les mains du public sont simplement échangées au pair contre 12,5 mill. d'actions nouvelles de la *Commerzbank* assainie. Les actionnaires du B. B. V. sont donc très favorisés; l'action *Barmer Bankverein* était avant la fusion cotée sensiblement au même cours (sur le marché libre) que l'ancienne action *Commerzbank* — or aujourd'hui, ils reçoivent pour une action *Barmer Bankverein* équivalente à une action ancienne *Commerzbank*, une action nouvelle *Commerzbank* équivalente à trois anciennes. On se demande ce qui justifie un pareil traitement de faveur par rapport aux autres actionnaires des banques, qui eux doivent supporter de lourdes pertes; après tout, le B. B. V. n'apporte que 300 mill. environ de Créditeurs et 3 mill. de bénéfices au dernier bilan.

Le capital social de la *Commerz-u. Privatbank* était de 75 mill., ses réserves officielles de 40 millions.

Elle détenait en portefeuille 37,2 mill. de ses propres actions rachetées presque toutes au pair ; elles sont revendues au pair à la *Golddiskontbank*. Celle-ci les paye en bons du Trésor que le Reich met à sa disposition (v. le poste « Titres d'Etat »).

Le capital entier — actions de la *Golddiskontbank* et actions du public — est alors réduit dans la proportion de 10 à 3, de 75 mill. à 22,5 millions ; ce qui donne en écritures un bénéfice de 52,5 millions.

Puis le capital est augmenté de 57,5 millions, ce qui le porte à 80 mill. Les actions nouvelles émises sont souscrites par la *Golddiskontbank* à concurrence de 45 millions en nominal au cours de 115 %, les 12,5 mill. restant sont attribués aux actionnaires du *Barmer Bankverein* en échange de leurs actions.

Finalement, la répartition du nouveau capital est la suivante :

37,8 mill. d'actions anciennes réduites 10:3 entre		
	les mains du public. . .	11.340.000 RM.
12,5 — —	nouvelles échangées contre	
	actions BBV	12.500.000 —
45 — —	nouvelles souscrites par la	
	<i>Golddiskontbank</i>	45.000.000 —
37,2 — —	anciennes de la <i>Golddiskontbank</i> réduites 10:3 .	11.160.000 — (1)
		80.000.000 —

56 % du capital sont entre les mains de la *Golddiskontbank*.

Les amortissements absorbent une somme de 106,5 mill. RM., dont 89,5 pour les Débiteurs et 17 pour les Titres. Voici comment cette somme est réunie :

réduction du capital	52,5 mill.
absorption de la réserve	40,5 —
bénéfices 1931	13,5 —
	106,5 —

(1) Ce qui représente une perte supplémentaire de :

$$37,2 - 11,16 = 26,040.000 \text{ RM.}$$

Mais il faut reconstituer une nouvelle réserve officielle, des bons du Trésor et la prime d'émission des nouvelles actions souscrites par la *Golddiskontbank* y pourvoiront :

bons du Trésor	23 250.000 RM.	(ces bons sont remboursables)
prime d'émission (15 % de 45 mill).	6.750.000 —	
	30.000.000 —	

En outre, le Reich constitue une réserve ducroire spéciale de 46.750.000 RM en bons du Trésor, cette réserve reste secrète.

La *Commerzbank* reçoit une option de durée indéterminée pour le rachat des actions se trouvant entre les mains de la *Golddiskontbank*, et ce au prix coûtant. C'est une manifestation — qui restera platonique pendant longtemps — du désir de l'Etat de se défaire des participations bancaires plus ou moins directes que les circonstances lui ont imposées.

On trouvera plus loin les bilans séparés du *Barmer Bankverein* et de la *Commerzbank* au 31 décembre 1930, et le bilan de la *Commerzbank* après assainissement au 31 décembre 1931 (mais sans absorption des comptes du BBV) (*Voir page 84*).

En comparant les deux bilans de la *Commerzbank*, on constate que les créiteurs ont diminué de 442 millions, soit de 30 %. L'actif diminue dans la même proportion, voici comment :

effets	— 107 mill	RM.	(30 %)
avoirs	— 87 —	—	(58 %)
reports	— 46 —	—	(51 %)
avances.	— 130 —	—	(49 %)
débiteurs	— 129 —	—	(16 %)
encaisse et divers .	+ 56		
	— 443 mill.	RM.	

Remarquons que les comptes « participations consortiales et permanentes » accusent entre novembre et décembre 1930 une augmentation de 13 millions ce qui est assez surprenant. Sur ces comptes, 13 millions d'amortissement ont été faits finalement, plus 5 millions en 1930 déjà. Les fluctuations de tous ces comptes titres sont assez mystérieuses, ici comme dans les autres banques.

En millions R.M.

	Commer- bank 1930	Bavmer Bankverein 1930	Commerz- bank 1931
PASSIF :	—	—	—
Capital	75	36	80
Réserves	41	18	30
c/c Créditeurs.	1.489	343	1.047
a) cr. de clientèle chez des tiers	255	—	162
b) banquiers	153	—	91
c) autres dépôts.	1.081	—	795
b) et c) sont à échéance :			
1. de 7 jours	581	—	518
2. de 7 à 90 jours.	610	—	340
3. de plus de 90 jours	42	—	28
Acceptations	109	24	160
Divers y compris bénéfice net.	91	—	84 (1)
Total du bilan	1.805	424	1.391
Avals.	73	19	68
Endossements.	148	?	174
ACTIF :			
En caisse	40	24	82 (2)
Portefeuille d'escompte.	362	63	255
dont bons du Trésor	23	2	—
Avoirs chez correspondants	149	46	62
Reports et avances sur titres	90	8	44
Avances sur marchandises.	265	96	135
Titres d'Etat	—	—	39
Autres titres	24	4	22
Participations consortiales.	20	1	18
Participations permanentes	11	6	11
c/c Débiteurs	809	166	680
Immeubles.	33	10	43
Divers	—	—	14

(1) emprunt à long terme.

(2) y compris 51,75 mill. de souscription *Golddiskontbank*.

(3) bons du Trésor provenant de la vente des actions en portefeuille.

L'augmentation de l'encaisse reflète le paiement des actions souscrites par la *Golddiskontbank* qui contribue, comme dans les autres cas, à améliorer la liquidité.

Les ressources de première liquidité atteignent 33 % du montant annulé des c/c créditeurs et acceptations, c'est très satisfaisant. Si on y ajoute les ressources de deuxième liquidité, on obtient le chiffre de 53 %.

D. — ALLGEMEINE DEUTSCHE CREDIT-ANSTALT (A. D. C. A.).

Cette banque provinciale avait aussi subi de fortes pertes nécessitant un assainissement complet. On se souvient qu'elle s'est indirectement placée sous la garantie de l'Etat de Saxe ayant formé en juillet 1931 une société en nom collectif avec la banque d'Etat de Saxe.

L'A. D. C. A à Leipzig était au capital social de 40 mill. RM., ses réserves s'élevaient officiellement à 11 millions.

Elle détenait 22 mill. d'actions propres en portefeuille, celles-ci sont annulées. Les 18 millions restant sont réduits à 6 millions, ce qui fait ressortir un bénéfice comptable de 12 millions.

Le capital est ensuite augmenté et porté à 19 millions par l'émission de 13 millions d'actions nouvelles qui sont souscrites par la *Golddiskontbank* au cours de 115 %, ce qui représente une augmentation des disponibilités de caisse de 14.950.000 RM.

Les amortissements nécessaires se chiffrent à 25.080.000 RM., voici comment cette somme est rendue disponible :

réduction du capital . . .	12	mill. RM.
absorption des réserves . .	11	— —
bénéfices 1931	2,08	— —
	25.080.000 RM.	

18.840.000 RM. sont consacrés aux amortissements sur Débiteurs et 5.940.000 RM. aux amortissements sur Titres.

Quoiqu'on ne connaisse pas le cours de rachat des actions en portefeuille annulées, il subsiste certainement une réserve occulte appréciable.

La nouvelle réserve officielle est de 6 millions RM., elle est constituée par la prime d'émission des actions nouvelles,

soit	1.950.000 RM.
et des bons du Trésor fournis par l'Etat, soit.	4.050.000 —
	6.000.000 —

En outre l'Etat constitue une réserve ducroire de 10 millions en bons du Trésor, réserve qui n'apparaît pas au bilan.

Voici le nouveau bilan comparé à celui de 1930 (*Voir p. 87*).

Le poste « Capital non libéré » correspond à la souscription de la *Golddiskontbank* qui en réalité vient renforcer la liquidité. Les ressources de 1^{re} liquidité, y compris ce montant de 14.950.000 RM., s'élèvent à 31 % du total cumulé des c/c créditeurs et acceptations. En y ajoutant les ressources de 2^e liquidité, on atteint une liquidité totale de 45 %.

3. — Récapitulation.

Nous voici au lendemain de la grande épuration : les plus grandes banques d'Allemagne ont fait leur confession publique, leurs aveux ont révélé des pertes énormes, des fautes, des abus. Le public s'est vu placé en face de faits qu'il présentait, mais sur lesquels la lumière n'avait jamais été faite. Enfin il a pu voir comment les banques ont modifié leur structure à la suite d'une crise d'une intensité rare.

Nous avons exposé en détail comment chacune des grandes banques avait procédé à l'assainissement de sa situation ; nous limitons notre étude à ces cinq banques qui sont les plus importantes de beaucoup (avec la *Reichskredit A. G.* et la *Berliner Handelsgesellschaft* qui n'ont guère souffert de la crise dans leur structure) ; d'autres banques ont du être assainies aussi, également avec l'aide de l'Etat (*Schröderbank*, *Landesbank der Rheinprovinz*, etc...), nous les laissons de côté.

Il est intéressant de procéder à une récapitulation des données numériques les plus marquantes pour obtenir une impression d'ensemble de l'œuvre accomplie.

La totalité des pertes amorties est d'environ un milliard

En millions RM.

	A. D. C. A.	
	31 déc. 1930	31 déc. 1931
PASSIF :		
Capital	40	19
Réserves	11	6
c/c Créiteurs.	349	229
Acceptations	29	33
Divers y compris bénéfice net	2	—
Total du bilan.	431	287
Avals.	?	?
Endossements.	?	?
ACTIF :		
Capital non libéré	—	15
Encaisse	14	11
Portefeuille d'escompte.	61	43
dont bons du Trésor.	1	—
Avoirs chez correspondants	42	14
Reports et avances sur titres	4	1
Avances sur marchandises.	70	26
Titres d'Etat	—	—
Autres titres	8	8 (1)
Participations consortiales.	5	4
Participations permanentes	5	5
c/c Débiteurs	204	142
Immeubles.	17	17
Divers	—	—

Le compte Capital a diminué de 26 millions et les c/c créiteurs de 120 millions, soit de 34 %. La diminution correspondante de l'actif se décompose comme suit :

Effets	— 18 mill. RM (30 %)
Avoirs.	— 28 — (67 %)
Reports	— 3 — (75 %)
Avances	— 44 — (93 %)
Débiteurs.	— 62 — (30 %)
Capital non libéré.	+ 15 —
	— 140 millions

(1) Comprenant 5 millions des bons du Trésor repris à la Dresdner Bank.

de RM. (six milliards de francs) — sont-ce vraiment toutes les pertes ? c'est une question que nous examinerons plus loin.

En moyenne, le total des pertes amorties dépasse le capital social total des banques considérées. Proportionnellement à leur capital, ce sont la *Danat* et la *Dresdner* qui accusent les pertes les plus fortes, mais les chiffres montrent éloquentement qu'en juillet 1931, toutes les autres banques étaient déjà fortement ébranlées, non seulement dans leur liquidité, mais aussi dans leur structure :

en mill. RM	pertes amorties cap. ancien + rés.		pertes en % du capital
Danat	240	420	200 %
Dresdner B.	253	434	189 %
DD Bank	275	445	62 %
Commerzbank.	106,5	116	92 %
BBV	41,5	54	77 %
A. D. C. A.	25	51	49 %
	941	920	

Les pertes ont été couvertes grâce aux sacrifices imposés aux actionnaires par la réduction du capital, l'annulation de certaines actions et l'absorption des réserves officielles, et grâce aux bons du Trésor donnés par l'Etat. Si l'on totalise les chiffres des pertes subies par les actionnaires de toutes catégories et le montant total des bons du Trésor émis, on arrive à un chiffre supérieur au total des pertes amorties. Cela s'explique facilement, d'abord en raison des doubles emplois, l'Etat étant devenu aussi actionnaire, et ensuite parce qu'une partie des bons du Trésor a servi à constituer des réserves ducroire et n'a pas été consacrée aux amortissements.

Voici le tableau des pertes subies par les actionnaires :

en mill. RM.	Actionnaires privés	Banque	Reich ou Gold-diskontbank	Réserves
Danat	17,5	35	7,5	60
Dresdner B.	31,5	33,3	163,2	4
DD Bank	108	33	0	145,6
Commerzbank.	26,5	0	26	40,5
B. B. V.	0	23,5	0	18
A. D. C. A.	12	22	0	11
	195,5	146,8	196	279,1

Que la banque elle-même ait pu subir des pertes en tant qu'actionnaire s'explique par l'usage déjà cité de racheter sur le marché ses propres actions lorsque leur cours menace de tomber au-dessous du pair. Usage traditionnel, qui a conduit à ce résultat effarant que les banques étaient propriétaires de la majorité, de leurs actions ; que l'on en juge :

en mill. RM.	capital	actions rachetées	en % du capital
Danat	60	35	58,3 %
Dresdner	100	56	56 %
DD Bank	285	105	36,8 %
Commerzbank . . .	75	37,2	49,6 %
B. B. V.	36	23,5	65,3 %
A. D. C. A.	40	22	55 %

Le public a dû se rendre compte depuis, que des cours au pair n'étaient pas un indice absolument sûr de prospérité.

Les bons du Trésor que l'Etat a mis à la disposition des banques sont répartis comme ci-dessous :

Danat-Dresdner . .	300	+	20	+	115	+	85	520 mill. RM.
DD Bank								0
Commerzbank-BBV.	37,2	+	23,25	+	16,75			77,2
ADCA	10	+	4,05					14,05
								611.250.000 RM.

en y ajoutant les 407,7 mill. RM. de garantie pour les créanciers étrangers de l'ancienne *Danat*, on voit que la contribution de l'Etat à l'assainissement des banques dépasse le milliard de marks. Il est vrai que ce n'est pas une contribution entièrement en espèces, les caisses du Reich auraient été bien incapables d'avancer une pareille somme, eu égard au déficit du budget.

En contre-partie de ses versements, l'Etat est devenu actionnaire des différentes entreprises secourues, soit directement, soit par l'intermédiaire de la *Golddiskontbank*. Pour permettre à cette dernière de souscrire des actions, elle a vu son capital augmenté de 200 millions. Ces 200 millions ont été versés par la *Reichsbank* (qui possède 98,5 % des actions de la *Golddiskontbank*) et pris par elle sur les bénéfices réalisés pendant les dernières années, bénéfices très forts en rai-

son des taux d'escompte élevés pratiqués. L'Etat a, de son côté, contribué à augmenter ces bénéfices en renonçant à percevoir l'impôt spécial prévu pour les billets émis en dehors de la couverture légale de 40 %.

Voici le tableau des actions nouvelles souscrites par le Reich et la *Golddiskontbank*, compte tenu des pertes subies sur ces actions :

en mill. RM.	en tout	dont par la Golddiskontb. nominal	prix réel	Capital nouveau
Danat-Dresdner.	207,500	48 à 105 %	50,400	220
DD Bank.	45	45 à 115 %	51,750	144
Commerzbank.	56,160	45 à 115 %	51,750	80
ADCA.	13	13 à 115 %	14,950	19
	321,660	151	168,850	463

Sur 463 mill. d'actions du nouveau capital social des banques, près de 322 mill. sont entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire 67,8 % : l'Etat est devenu le plus grand actionnaire des banques allemandes.

Pour finir, nous voulons dégager de la comparaison de ces bilans, un dernier fait, particulièrement caractéristique de cette année de crise 1931.

Les c/c créditeurs, c'est-à-dire les dépôts, ont diminué entre le 31 décembre 1930 et le 31 décembre 1931 de 33 % :

en mill. RM.	créd. 1930	diminution
Danat-Dresdner.	4.510	1.768
DD Bank	4.137	1.144
Commerzbank.	1.489	442
ADCA	349	120
	10.485	3 474 soit 33 %.

On sait qu'en contre-partie de ces retraits, les c/c débiteurs n'ont diminué que faiblement, la comparaison des bilans fin 1930 et fin 1931 montre qu'ils n'ont baissé que de 17 %. Or, si on compare les bilans au 31 déc. 1930 avec ceux au 30 novembre 1931, on constate que pour onze mois cette diminution n'est que de 6,4 %. Comme entre le 30 novembre 1931 et le 31 décembre de la même année, la contraction des Débiteurs n'a pu être qu'insignifiante, nous en déduisons qu'il faut attribuer le reste de la diminution cons-

tatée pour les douze mois, soit $17 - 6,4 = 10,6 \%$ aux amortissements qui ont précédé l'établissement de fin d'année.

Voici les chiffres :

en mill. RM.	débiteurs au 31/12/30	débiteurs au 30/11/31	diminution au 30/11/31	diminution au 31/12/32
Danat-Dresdner .	2185	1986	199	451
DD Bank . . .	2293	2158	135	213
Commerzbank. .	809	803	6	129
ADCA	204	190	14	162
	5491	5137	354 ou 6,4%	955 ou 17%

Alors qu'en douze mois les Créditeurs diminuaient de 33 %, les Débiteurs en 11 mois, ne diminuaient péniblement que de 6,4 %. Voilà qui en dit long sur la situation économique générale de l'Allemagne, sur les relations entre cette économie et les banques, et sur le « run » que celles-ci ont subi. Le caractère fictif des investissements fait officiellement à court terme par les banques, est ainsi mis en lumière : en réalité les crédits ont été investis à long terme et les entreprises qui en ont profité sont incapables de les réaliser à bref délai. Nous examinerons ces questions avec plus de détails dans la deuxième partie de notre ouvrage, indiquons-les simplement au passage.

La répartition des crédits et des dépôts d'une grande banque est intéressante à examiner. Prenons l'exemple de la DD Bank (les chiffres sont tirés de son rapport annuel pour 1931) (*Voir p. 92*).

Le tableau le plus intéressant est celui de la répartition des crédits accordés et des dépôts reçus par branches d'industrie, et des dépôts reçus par branches d'industrie. Les branches qui donnent plus de crédit qu'elles n'en prennent et fournissent ainsi un excédent de crédits à la banque sont peu nombreuses : clientèle privée, organisations de crédits et d'assurances. Les plus grands preneurs de crédits relativement à leurs dépôts sont : les industries métallurgique, textile, alimentaire.

La répartition des crédits en raison de leur montant n'est

I. — DÉVELOPPEMENT ET RÉPARTITION DES « CRÉDITEURS » DE LA DD BANK.

En millions RM	mars 1930	juin 1930	sept. 1930	déc. 1930	mars 1931	juin 1931	sept. 1931	déc. 1931
Particuliers allemands en RM.	2.347	2.278	2.070	2.023	2.054	1.967	2.006	2.043
— en devises . . .	247	228	249	229	225	246	158	70
Banquiers allemands en RM .	340	347	375	362	329	253	164	191
— en devises . . .	42	25	38	22	22	15	9	3
Total crédits allemands. . .	2.975	2.878	2.732	2.636	2.629	2.480	2.337	2.307
								— 22 %
Particuliers étrangers en RM .	182	185	153	129	126	119	97	74
— en devises . . .	152	144	120	125	119	107	89	81
Banquiers étrangers en RM .	214	281	199	147	178	169	85	49
— accept. en devises .	675	632	590	689	611	532	357	365
— en devises . . .	718	657	616	412	373	194	188	118
Total crédits étrangers . . .	1.941	1.899	1.678	1.501	1.406	1.120	816	686
								— 65 %
Créditeurs	4.915	4.777	4.410	4.137	4.035	3.700	3.153	2.993

2. RÉPARTITION EN % DES AFFAIRES DÉBITRICES ET CRÉDITRICES
PAR BRANCHES

Débiteurs en c/c (y compris les avances sur marchandises)

Répartition des Crédits (en % du total de la branche considérée)						Part en % dans le volume total de crédit	BRANCHE D'INDUSTRIE	Part en % dans le volume total des dépôts
jusqu'à R.M. 20.000	de 20.000 à 100.000 R.M.	de 100.000 à 300.000 R.M.	de 300.000 à 800.000 R.M.	de 800.000 à 2.000.000 R.M.	Au-dessus de 2.000.000 R.M.			
0,4	0,9	5,3	18,7	75,0	9,9		Mines, métallurgie	3,4
5,0	15,3	27,7	30,5	21,5	7,7		Commerce et usinage, objets fer, acier, métaux	2,1
6,5	7,5	20,7	36,8	28,5	7,2		Constructions de machines. . .	3,9
10,3	22,5	37,0	30,2	—	1,5		Electrotechnique, objets pré- cieux	2,5
5,9	18,2	24,4	29,6	21,9	2,7		Verre, porcelaine, céramique.	1,1
4,8	12,0	28,8	28,6	25,8	2,4		Industries chimiques et com- merce.	3,4
4,7	14,5	32,7	35,0	13,1	10,8		Industrie textile	4,6
7,8	20,0	36,2	25,9	10,1	2,2		Peaux, cuirs	0,7
7,4	19,7	37,2	25,8	9,9	3,5		Industrie et commerce du bois.	0,7
4,4	10,7	20,1	22,7	42,1	3,8		Papier et typographie	1,2
7,6	15,5	27,4	31,0	18,5	12,0		Industrie alimentaire	5,9
1,6	5,8	15,2	12,0	65,1	1,7		Grands magasins	0,3
7,4	23,9	37,8	17,7	13,2	1,3		Exportation et importation gé- nérales	0,6
9,4	21,0	25,5	25,1	19,0	2,2		Industrie du Bâtiment	1,7
1,8	2,9	8,3	9,1	77,9	3,8		Communications	1,3
1,9	4,2	10,0	22,5	61,4	7,9		Assurances et crédit.	20,2
16,1	27,5	38,4	7,1	10,9	1,9		Agriculture.	0,6
0,8	3,5	8,6	31,0	56,1	2,2		Administrations publiques à but économique	1,9
32,7	27,9	22,2	9,8	7,9	8,8		Particuliers (y compris cré- dits, titres)	33,3
0,3	0,6	4,0	3,2	91,9	2,1		Œuvres de bienfaisance. . . .	0,7
15,1	21,2	24,4	14,2	25,1	3,9		Autres branches d'industrie . .	7,7
35,8	64,2	—	—	—	0,5		Autres comptes (coupons en- caissés), etc.	2,2
7,8	13,4	22,0	24,0	32,8	100,0		TOTAL.	100,0

pas moins intéressante : les grands crédits dominent bien entendu pour l'industrie lourde, mais il est étonnant qu'ils dominent aussi dans les assurances. Au total, 79 % du montant des crédits est réparti en crédits supérieurs à 20.000 RM : « Cette banque est un réservoir de petits dépôts utilisés en grands crédits » dit le rapport. Le ministre des finances estimait récemment le nombre des déposants à 1 1/2 million, celui des bénéficiaires de crédits à 3.400.000 (*Voir p. 93*).

Les risques sont d'autant plus grands que les crédits sont plus importants. Les 240 mill. d'amortissements sur « Débiteurs » portent pour la plus grande partie sur des postes entre 100.000 et 500.000 RM.

Jetons un coup d'œil en arrière. Cette œuvre formidable de reconstruction financière des plus grandes banques d'Allemagne — soixante milliards de francs de dépôts ! — a été menée à bien en l'absence de tout marché financier. Tout s'est pour ainsi dire accompli en vase clos. Le seul timide essai qui ait été fait pour faire souscrire des actions de banque par le public — par la DD Bank — a été un échec à peine déguisé. Les pertes que les sacrifices des actionnaires n'ont pu couvrir ont été prises en charge par l'Etat. Mais ce dernier, ses caisses étant à sec, n'a pu donner que des bons du Trésor, qui valent ce que vaut le crédit de leur signataire : l'Etat. Comme il fallait tout de même reconstituer des fonds de roulement en espèces, la Reichsbank a sacrifié ses bénéfices — qui puisaient leur origine, à vrai dire, dans la détresse des banques — en augmentant le capital de la *Golddiskontbank*, qui a pu ainsi jouer le rôle du marché financier défaillant.

Dans l'ensemble, il faut le dire, cette réorganisation s'est faite d'un trait de plume. Mais il faut rendre hommage à ce monument de la technique financière et comptable et au calme et à la discipline avec lesquels le public a accueilli cette acrobatie de chiffres.

Nous sommes au lendemain du grand coup de balai, l'avenir s'ouvre devant les banques allemandes. Sous quels auspices ? L'assainissement a-t-il été suffisant ? Voilà l'objet de notre prochain chapitre.

CHAPITRE V

L'ASSAINISSEMENT CONTINUE

1. — L'évolution de la situation bancaire après le 22 février 1932.

Quelles que soient les critiques que l'on puisse formuler à l'égard des mesures prises en février, elles étaient certes nécessaires pour empêcher toute reprise d'un run intérieur et calmer définitivement le public, en lui montrant que les dirigeants étaient maîtres de la situation ; l'accord de *Stilthalte* conclu à la même époque et les restrictions au commerce des devises tendaient eux à empêcher l'extension du run extérieur.

Les voies d'eau étaient obturées, à tout le moins provisoirement.

Mais l'efficacité d'une telle œuvre d'assainissement est fonction de la précision avec laquelle est mesurée l'étendue des pertes qu'il importe d'amortir. C'est là justement que gît le point faible de toute opération de ce genre. Les pertes sur le portefeuille-titres ne peuvent être chiffrées qu'en comparaison avec les cours cotés officiellement, or nous avons vu à quels moyens artificiels l'on eut recours, les bourses étant fermées.

Le domaine où règne le plus d'incertitude sur le montant des pertes est celui des « Débiteurs ». Trois situations sont à distinguer en principe pour évaluer les pertes subies ou à subir sur une ouverture de crédit faite à une entreprise industrielle ou commerciale.

1) l'entreprise est en état de faillite clôturée par suite d'insuffisance d'actif, cas fréquent : la perte est relativement facile à évaluer exactement.

2) l'entreprise est en état de faillite ou de liquidation judi-

ciaire suivie de concordat : le montant minimum des pertes est donc connu, le montant maximum est fonction de l'exécution du concordat, donc indéterminé.

3) l'entreprise est en mauvaise posture sans qualification judiciaire déterminée : c'est là où le montant des pertes est le plus difficile à évaluer, c'est aussi la situation la plus dangereuse, car elle est susceptible de révéler brusquement des faits ressortissant du droit pénal (Norwolke) ou entraînant un effondrement de tout un groupe d'entreprises liées.

Les effets en portefeuille comprenant une forte proportion d'effets de complaisance, ne présentent guère plus de sécurité que les débiteurs en compte-courant.

Dans tous ces cas douteux, on ne peut que prévoir de larges provisions pour pertes futures, mais la crise économique mondiale et allemande ne faisant qu'empirer, peu de mois après on dut reconnaître que ces prévisions avaient été insuffisantes.

Voyons rapidement l'évolution des bilans bancaires pendant les neuf premiers mois de l'année 1932 et les enseignements que l'on peut en dégager.

Les « Créiteurs » continuent à diminuer inlassablement, mais faiblement : de 7823 mill. RM. fin 1931 ils passent à 7.439 mill. au 30 septembre 1932 (— 384). Les « Débiteurs », si l'on tient compte de quelques virements de compte à compte effectués à la *Dresdner Bank*, ne diminuent pas réellement.

Le poste « Acceptations » (créiteurs par acceptations) extrêmement gonflé par suite de l'usage immodéré que les banques ont fait de leur propre signature pour se procurer des fonds, diminue peu à peu : il passe de 946 à 773 mill. RM. (— 173).

Mais ce qui est le plus frappant, c'est de voir le poste « Endossements » qui reflète l'utilisation du réescompte de la banque d'émission et le recours à l'aide de l'*Akzeptbank*, diminuer d'une façon massive : il passe de 1424 millions RM. à 860 (1), soit une diminution de 564 millions. Ce fait s'ex-

(1) C'est le niveau d'avril 1931, juste avant le début de la crise.

plique de la façon suivante : les banques n'ont qu'une hâte, c'est de dégager leur compte de réescompte à la *Reichsbank*, utilisé à fond pendant la crise, pour se ménager cette réserve suprême en cas de nouvelles difficultés. Que font-elles ? elles se servent des capitaux frais à leur disposition pour rembourser la *Reichsbank* et retirer leurs effets donnés au réescompte, mieux dit, donnés en « pension » — que cette pension se soit prolongée si longtemps montre bien le caractère non-commercial de la plupart de ces effets. Au point de vue comptable, cette opération se traduit par une diminution de l'encaisse (482 millions fin 1931, 233 millions fin septembre 1932), et une augmentation corrélative du portefeuille-effets (1481 millions fin 1931, 1661 fin septembre 1932) : seule la structure de l'actif se modifie. Comme ces remboursements à la *Reichsbank* se font pratiquement avec les fonds que la *Reichsbank* a mis à la disposition des banques en février 1932, nous sommes en face d'un circuit fermé, ce qui explique que le montant des billets en circulation reste à peu près stable.

La liquidité que la *Reichsbank* s'efforce d'améliorer en préconisant par circulaires l'emploi de la traite commerciale self-liquidating au lieu de l'ouverture de crédit en compte-courant, est d'environ 25 % pour les ressources de 1^{re} catégorie, de 45 % avec les ressources de 2^e catégorie.

Mais l'amélioration de la liquidité n'est que formelle. La véritable traite commerciale devient de plus en plus rare au dire des banques — le ralentissement de la circulation des marchandises par suite de la crise et l'existence de grands « Konzern » en sont notamment la cause — ; leur portefeuille se remplit de plus en plus de papier financier dont la qualité laisse beaucoup à désirer. Il est caractéristique que les crédits accordés aux grandes compagnies de navigation et à l'Etat de Prusse, l'aient été sous la forme de traites que la *Reichsbank* s'est engagée à réescompter. On conçoit donc facilement ce qu'a d'artificiel ce renforcement de la liquidité.

Une vérité économique commence à se faire jour : à la base de l'assainissement bancaire doit se trouver l'assainissement des entreprises industrielles et commerciales qui sont les clientes des banques — ce dernier assainissement n'étant

que partiel, la réforme bancaire de février n'a pu être qu'une demi-mesure. « Assainir, ce n'est pas seulement embellir le bilan, ce n'est pas seulement apporter des capitaux frais, c'est aussi assurer les bases du retour à un rendement normal et continu (1) ».

Mais les assainissements d'entreprises privées se traduisent pour les banques par une augmentation de leur portefeuille-titres : les banques en effet, étant donné le marasme du marché financier, ne peuvent se faire payer qu'en acceptant des actions en contre-partie de leurs créances. Entre février et avril 1932, le portefeuille-titres des grandes banques de Berlin passe de 272 millions RM. à 330 millions — c'est le symptôme du passage de la crise virulente à la dépression. Cette évolution révèle de nouvelles pertes, non amorties en février, auxquelles viennent s'ajouter les pertes dues à quelques krachs imprévus.

Vers l'été 1932, banques et *Reichsbank* se rendent compte que de nouvelles mesures s'imposent. Une amélioration de la liquidité n'est pas nécessaire, et on veut éviter une nouvelle intervention pécuniaire du Reich, surtout pour des raisons d'ordre psychologique. Une constatation s'impose avec force : les réformes de février n'ont pas rétabli complètement les bases de rendement du commerce bancaire. Il faut donc poursuivre l'œuvre commencée en février : impossible de fournir des capitaux aux banques, étant donné la carence du marché financier et le désir de ne pas recourir à l'aide directe de l'Etat. Il ne reste qu'une voie : débarrasser les banques de leurs actifs douteux — Titres et Débiteurs — et cela par le procédé habituel de la création d'instituts auxiliaires spéciaux.

Autrement dit, on a décidé d'avoir encore une fois recours à des artifices de comptabilité destinés à embellir les bilans bancaires de fin 1932 ; nous nous retrouvons en présence des mêmes préoccupations qu'il y a un an. Mais le reproche le plus sérieux à adresser à ce projet est qu'encore une fois il s'attache trop à un rétablissement artificiel de la liquidité, plutôt qu'à une réparation des pertes réelles de substance.

(1) Frankf. Ztg. No. 800-801 du 26-10-32.

Malheureusement, un amortissement immédiat et total des débiteurs douteux absorberait une partie importante du capital-actions reconstitué en février. Alors on préfère se tourner vers des constructions auxiliaires plus ou moins artificielles, chargées de répartir les pertes dans le temps — nouvelle spéculation à la prospérité future — avant de se résoudre à pratiquer de nouvelles coupes sombres, qui pourtant ne seront pas évitées : l'année 1933 le montrera.

Ce ne sont que des solutions de fortune, « remettre l'amortissement des pertes aux années futures est aussi peu une solution satisfaisante, que la transformation de créances ou de titres gelés en traites ne constitue une amélioration réelle de la liquidité » (1). Aucune solution définitive du problème bancaire allemand n'est à espérer avant le rétablissement d'un marché financier normal, et d'un renouveau d'intérêt du public pour les émissions d'actions.

Quoi qu'il en soit, voyons les deux instituts spécialement créés fin décembre 1932, après des mois de discussions, pour gérer les créances malades et les titres provenant d'entreprises fraîchement assainies.

2. — La deuxième étape du programme d'assainissement : « Tilka » et « Finag »

Le 23 décembre 1932, le *Deutsches Finanzierungsinstitut A-G.* (Finag) et la *Tilgungskasse für gewerbliche Kredite* (Tilka) sont créés. Leur but est de déterminer exactement les pertes causées aux banques par la crise et de les répartir sur plusieurs années, de permettre aux banques de se consacrer tranquillement au commerce du crédit, de rassurer les créanciers des banques. En outre, ils rendront possible l'établissement d'un bilan convenable au 31 décembre 1932 et formeront — l'un d'eux au moins — une réserve de liquidité.

Lorsque l'assainissement d'une entreprise endettée envers une banque est possible par transformation de la créance en actions nouvelles, la *Finag* intervient au lieu du marché défaillant, achète à la banque les actions en question au pair,

(1) Frankf. Ztg., No. 717-718 du 25-9-32.

avec droit de revente après un certain délai et sous certaines conditions.

Souvent l'assainissement exige à côté de la transformation de la créance en participation, la renonciation à une partie de la créance ; les banques étant actuellement incapables d'amortir ces pertes d'un seul coup, la *Tilka* intervient. Elle se substitue au débiteur à condition que sa dette envers la banque soit amortie par celle-ci en plusieurs années. Toutefois, en cas de faillite de la banque, la *Tilka* verse à la masse, en espèces, la portion non encore amortie de la créance (1).

Voilà les principes de l'activité de ces deux instituts, il importe d'examiner de plus près leur structure et leurs fonctions.

A. « DEUTSCHES FINANZIERUNGSMSTITUT A.-G. » (FINAG).

Cette société anonyme de financement industriel ne finance que les banques et seulement en tant que celles-ci sont propriétaires d'actions d'entreprises industrielles saines ou deviendront propriétaires d'actions nouvelles après assainissement des entreprises en question. L'opération se résume en un échange de ces paquets d'actions contre une créance sur la Finag. Cette créance sera matérialisée par des billets à ordre remis à la banque qui contribueront à augmenter ses ressources liquides (1).

D'après ses statuts, l'objet social est la contribution au développement du crédit de banque et à la transformation de tels crédits en actions ou autres participations. La société peut se livrer à toutes les opérations de banque, en particulier elle peut acheter des actions ou créances industrielles aux banques qui sont ses propres actionnaires.

Le capital social est de 30 millions RM, divisé en 30.000 actions de 1000 RM. réparties comme suit : 10 millions d'actions de préférence nominatives, transférables seulement avec autorisation du conseil d'administration et libérées à 25 %. Ces actions sont souscrites par l'*Akzeptbank*,

(1) Bank-Archiv. 1932-33, 419. Article d'autant plus intéressant qu'il est de la plume de l'auteur des statuts des instituts en question : Geh. Rat Dr. Friedrich, membre du Directoire de la Reichsbank.

la *Goldskontbank* et la *Bank für Industrieobligationen*. Les 20 millions restant sont des actions ordinaires, dont la moitié sous la forme nominative et libérée à 25 % (le transfert de ces actions nominatives ne peut se faire qu'avec l'autorisation du président du conseil d'administration seul — ce qui permettra de garder secrète la répartition de ces actions nominatives).

Le conseil d'administration comprend au moins huit membres élus par l'assemblée générale. Il nomme son président et son vice-président, en outre il nomme un « Comité de travail » qui comprend six à dix de ses membres, y compris le président et le vice-président. Aucun membre du conseil ou du comité ne peut assister à une délibération d'un de ces organes concernant des apports par lui faits. Le conseil nomme enfin un « *Vorstand* » de deux membres qu'il peut révoquer.

C'est le *Vorstand* qui décide les achats d'actions à faire aux banques, mais sous réserve d'approbation par le Comité de travail statuant à la majorité des deux-tiers. Le *Vorstand* doit rendre compte au Comité de travail, qui fixe lui-même son ordre du jour, des achats réalisés ou rejetés.

L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre, les banques faisant leurs bilans de fin d'exercice au 31 décembre, les rapprochements seront ainsi rendus plus difficiles, tel est l'avis de la *Frankfurter Zeitung* (n° 936 du 23 décembre 1932).

La Finag ne procède à des achats d'actions ou de participations qu'aux conditions générales suivantes, qu'elle se réserve d'ailleurs de modifier: les entreprises dont les actions sont en cause doivent être assainies, la preuve de cet assainissement doit être apportée dans la forme exigée par l'institut.

L'institut ne peut acheter à chaque banque qu'un montant d'actions industrielles égal au maximum à dix fois le montant nominal de la participation de la banque considérée au capital de la Finag. Le capital ordinaire de la Finag étant de 20 millions, cela représente donc une possibilité d'achat de 200 millions d'actions — or, au 30 septembre 1932, le total des titres détenus en portefeuille par les 5 grandes banques de Berlin, s'élève à 373 millions RM. (titres non cotés, parti-

cipations consortiales et autres). Les achats se font au pair en principe. La banque vendeuse conserve gratuitement les titres vendus en dépôt pour compte de la Finag, sauf exceptions.

En principe, la Finag se contente de créditer le compte-courant de la banque du montant des titres achetés. Mais elle peut rembourser à toute époque le solde de ce compte-courant, à concurrence de 75 % de son montant, en remettant à la banque des billets à ordre (*Solawechsel*). Ces billets à ordre ne peuvent être endossés par la banque qu'à l'ordre des seules personnes déterminées par la Finag.

Somme toute, la Finag fonctionne comme un institut d'avances sur titres d'une nature particulière : les titres donnés en gage ne sont pas déposés chez elle et les avances qu'elle fait ne sont pas en espèces (sous réserve d'une intervention, toujours possible in extremis, de la *Reichsbank*).

Une banque ne peut apporter d'une même société que 5 millions de titres au plus. D'autre part, les titres apportés doivent donner des dividendes d'au moins 4 %, les banques se portant caution de ce rendement ; l'excédent éventuel sera ristourné aux banques. Les comptes courants des banques à la Finag portent également intérêt à 4 %.

A toute époque la banque peut racheter les actions vendues à l'institut. Celui-ci peut obliger la banque au rachat après un délai de cinq ans, et avant expiration de ce délai dans trois cas :

1) si l'entreprise industrielle travaille depuis deux ans avec pertes,

2) si la banque met les billets à ordre de la Finag en circulation autrement que de la façon convenue,

3) si la banque est en état de cessation de paiements.

Lorsque l'institut exige le rachat, la banque peut, moyennant un versement immédiat de 10 % du prix, retarder le rachat d'un an. Cette opération peut être renouvelée, mais pas au delà de cinq ans en tout. Au lieu de rachat, la banque peut d'ailleurs, si elle le préfère, rembourser à l'institut les diminutions de valeur dont sont sujettes les actions depuis la vente. Pour tous ces remboursements de la banque à l'institut, on débite simplement le compte de la banque, sans que le solde

créditeur de celui-ci puisse jamais tomber au-dessous de 25 % du montant nominal des actions provenant de la banque. Le cas échéant, la banque rétablira l'équilibre par des versements en espèces ou la restitution de billets à ordre reçus de la Finag.

Tout cet ensemble de dispositions éveille nettement l'impression d'une pression énergique pour l'assainissement rapide des entreprises industrielles.

Après l'expiration d'un délai de cinq ans, sous réserve des trois exceptions prévues, la Finag peut aussi vendre les actions ou céder les créances d'accord avec la banque qui en fait l'apport. Si cette opération est faite à perte, la banque qui a apporté ces titres doit rembourser à l'institut cette perte. Si cette opération produit un bénéfice, 75 % de celui-ci sont consacrés à diminuer les engagements de la banque envers la Finag.

Enfin, la banque verse chaque année une somme égale à 1 % des actions par elle apportées, pour la constitution d'un fonds de réserve.

Voilà le mécanisme de l'institution, décrit dans ce qu'il a d'essentiel. Au fond il se résume en une avance sur des titres nouveaux dans l'avenir desquels on pense pouvoir avoir une certaine confiance, et qui actuellement ne sont pas susceptibles d'avances de la part de la Reichsbank. Mais c'est tout de même d'avances indirectes de la Reichsbank qu'il s'agit, puisque les billets à ordre donnés en paiement des apports par la Finag pourront — suprême ressource — être réescomptés par la Reichsbank, une fois endossés par la banque et avalisés par l'Akzeptbank. Sur les trois signatures que porterait un pareil « effet de commerce », deux sont fictives ; en réalité la banque en question sollicite elle-même l'aide de la Reichsbank. Celle-ci espère d'ailleurs fermement que les billets de la Finag ne seront pas monétisés et constitueront une suprême réserve de liquidité. Une dernière possibilité se présente enfin : les billets de la Finag pourraient servir de placement pour les disponibilités de caisse des grandes entreprises, par l'intermédiaire du marché hors banque. On réaliserait ainsi un revolving du crédit, possibilité toute théorique pour l'instant.

Pour les bilans des banques, l'intervention de la *Finag* se traduit par des virements de compte : les différents postes « Titres » diminuent et provoquent une augmentation corrélative des « Débiteurs » (créance sur la *Finag*) et des « Effets en portefeuille » (billets à ordre de la *Finag*). Il se produit donc une amélioration, purement formelle, de la liquidité. Un des buts recherchés est atteint : l'embellissement des bilans, pour ne pas dire la falsification (d'autant plus que les créances et billets sur la *Finag* se confondront avec la masse des autres débiteurs et effets, ce qui enlève au public toute possibilité de comparaison).

La création de la *Finag* comporte un avantage boursier. La bourse n'était pas sans craindre une certaine vague de réalisations de titres détenus par les banques, dès qu'elle aurait manifesté quelques signes réels d'activité. Grâce à la *Finag*, ce flot peut être endigué pendant cinq ans — considéré du point de vue boursier, l'institut ressemble à un syndicat d'émission commun formé par toutes les banques intéressées et qui lui aussi devrait tenir compte de la capacité du marché. La comparaison avec un investment trust n'est pas juste : un investment trust achète et surtout manipule, des titres de différente nature, pour compenser les risques, avec les capitaux qui lui sont fournis par ses propres actionnaires et obligataires. Ici, c'est l'opération inverse ; d'ailleurs pour qu'un investment trust puisse vivre, il faut un marché financier normal, et c'est justement là qu'est la source des difficultés allemandes.

B. — « TILGUNGSKASSE FÜR GEWERBLICHE KREDITE » (TILKA).

Nous avons vu comment la *Finag* intervient lorsque l'assainissement du débiteur d'une banque comporte une transformation de la créance en actions. Mais souvent, la banque devra en outre renoncer à une partie de sa créance. Or, les banques sont actuellement incapables d'assurer l'amortissement de ces pertes — qui se sont révélées considérables en 1932 — d'un seul coup, c'est alors que la *Tilka* entre en œuvre. Elle prend en charge les débiteurs douteux ou sans aucune valeur, et en assure l'amortissement progressif en

plusieurs années. En contre-partie, la banque qui apporte ses débiteurs reçoit sur la Tilka une créance qu'elle doit amortir et qui prend également rang sous les comptes-courants débiteurs. Mais cette créance, contrairement à celle sur la Finag, n'est pas destinée à constituer une réserve supplémentaire de liquidité ; sa valeur est matérialisée d'une autre manière, comme nous le verrons plus loin (1).

La « Caisse d'amortissement pour les crédits professionnels » est une association dotée de la capacité civile et qui a pour but de réparer les dommages causés par la crise économique. A cet effet, elle doit s'efforcer de rendre possible l'amortissement progressif de créances bancaires sur des entreprises privées assainies après la crise ou en voie d'assainissement.

L'Association réunie en assemblée générale élit pour 3 ans un « Conseil d'administration » se composant de cinq membres au moins. Les membres de ce conseil seront les mêmes personnalités qui composent le « Comité de travail » de la Finag (les postes de président et vice-président des deux instituts seront occupés par M. Ehrhardt de la *Golddiskontbank*, M. Dernburg de l'*Akzeptbank* et M. Boetzke de la *Bank für Industrieobligationen*.)

La prise en charge de toute créance nécessite l'autorisation du Conseil d'administration, donnée à la majorité des deux tiers.

La direction, *Vorstand*, se compose de deux membres assumant en même temps les mêmes fonctions à la Finag (M. Ratzmann de la *Dresdner Bank* et le conseiller Schwand du ministère des Finances).

Jusqu'à l'amortissement total des apports faits par une banque, l'institut doit, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de la banque, verser à la masse le complément non encore amorti des créances apportées. La moitié des versements à faire en ce cas peut être échelonnée sur six mois. Il est curieux et avantageux pour les créanciers dans la masse, de voir des créances sans valeur brusquement revalorisées au pair en cas de faillite de la banque créancière : ce renforce-

(1) V. *Bank-Archiv.*, op. cit.

ment de l'actif d'un failli est vraiment une innovation, car en général c'est le contraire qui a lieu.

Pour que la Tilka puisse faire face aux engagements provenant de l'alinéa précédent, elle constitue un fonds d'amortissement avec les versements faits par toutes les banques intéressées. Au cas toutefois où ce fonds serait insuffisant pour permettre à l'institut de faire les versements éventuellement nécessaires, il peut avoir recours à titre d'emprunt à un fonds de garantie de 30 millions RM. Ce fonds de garantie est prélevé par ordonnance du Président du Reich sur la « garantie économique de l'industrie » de 500 millions, créée le 8 juillet 1931 (1).

Les frais de gestion de l'institut seront supportés par les banques, on les estime à 1/3 % des apports.

Dès que l'amortissement total des créances apportées sera effectif, mais au plus tard après vingt-cinq ans, la Tilka sera liquidée. Le produit de cette liquidation sera réparti entre les banques, proportionnellement à leur contribution au fonds d'amortissement, après remboursement toutefois des emprunts qui auraient pu être faits au fonds de garantie.

La Tilka ne prend en charge des créances qu'aux conditions générales suivantes : l'opération doit contribuer à l'assainissement de l'entreprise privée considérée. Le montant des créances apportées par une banque doit être dans un rapport convenable avec le capital social de la banque ; ce rapport est déterminé par le Conseil d'administration avec l'accord du Commissaire d'Etat aux banques (il avait été question de 20 % dans les projets) (2).

A la demande de la Tilka, la banque doit signifier la cession de la créance faite au débiteur cédé. Si la Tilka ne fait pas usage de ce droit — ce qui est sous-entendu — le client de la banque reste dans l'ignorance de la cession faite, aucune publicité n'étant donnée aux relations entre la banque et la

(1) V. supra Ch. I. p. 17.

(2) Capital et réserves cumulés des grandes banques de Berlin s'élevaient à 627 mill. RM., 20 % font donc 125 mill., alors que leurs Débiteurs cumulés s'élèvent à 4600 millions. Le domaine d'action de la Tilka, et son importance pratique, seraient donc infimes.

Tilka (la créance sur la Tilka se confond avec la masse des débiteurs dans le bilan de la banque).

La Tilka ouvre à chaque banque un compte d'apports ne portant pas intérêts, il est crédité du montant des créances cédées, il est débité du montant des apports que la banque peut désirer reprendre ultérieurement. Une ordonnance du 24 décembre 1932 autorise les banques à passer en compte pour leur valeur nominale leurs créances sur la Tilka — autrement dit, des pertes réelles sont dissimulées dans les bilans sous le couvert de créance sur la Tilka : l'actif est donc artificiellement gonflé.

La banque qui a apporté une créance doit l'amortir par des versements qu'elle fait à fonds perdu, c'est-à-dire sans qu'on en débite son compte d'apports : pendant les quatre premières années elle doit verser 1 1/2 % du montant nominal de la créance, à partir de la cinquième année 1/2 % (ces chiffres sont portés respectivement à 2 % et 1 % dans un cas que nous examinerons plus loin).

Si le débiteur cédé verse à la banque une portion de sa dette, elle doit en prévenir la Tilka qui débite son compte d'apports d'autant. De même lorsque la Tilka reçoit des versements du débiteur.

En dehors des versements que la banque fait à fonds perdu, elle doit consacrer une partie de ses bénéfices nets chaque année, à diminuer son apport à la Tilka par débit du compte d'apports. Cette diminution doit être de 1 % du montant pendant les trois premières années, après il peut être fixé entre 2 et 6 %, sauf exceptions autorisées par le Vorstand. Lorsque les bénéfices nets ne suffisent pas pour procéder à ces versements, aucune diminution n'a lieu, mais les versements à fonds perdu augmentent, comme il est dit plus haut.

Lorsque les versements sur bénéfices ont par diminution progressive amené le solde du compte d'apports à zéro, les versements à fonds perdu, qui sont consacrés à la formation du fonds d'amortissement, cessent lorsque ce fonds d'amortissement atteint 6 % du montant initial des créances apportées.

Toute banque qui n'aura pas contribué aux frais de la Tilka et effectué les différents versements, ne pourra distribuer de dividendes.

Si une banque ne tient pas ses engagements envers la Tilka, celle-ci peut après mise en demeure, résilier la cession de créance.

La Tilka se réserve de modifier ultérieurement ses conditions générales.

Voilà donc après le dépotoir aux titres, le réservoir aux débiteurs malades. Somme toute, la Tilka n'est qu'un compte collectif de « provision pour pertes » ou « amortissements sur débiteurs » étendu sur plusieurs années ; elle correspond au désir des banques de ne pas voir figurer de tels comptes dans leurs bilans. Elles n'auraient d'ailleurs pas de quoi les alimenter, si ce n'est par une nouvelle réduction de capital qu'elles veulent éviter, mais ne font que retarder en fait.

Ce qui montre nettement que la Tilka doit uniquement contribuer à embellir les bilans, c'est, comme nous l'avons vu, le droit pour les banques de passer en compte pour leur valeur nominale des créances sans aucune valeur, sous le prétexte qu'elles sont affublées du titre « créance sur la Tilka ». Et d'autre part, le fait de la confusion du compte Tilka avec les autres débiteurs. Le seul correctif est l'obligation de la Tilka en cas de faillite de la banque, de verser en espèces à la masse le montant de l'apport.

Il est possible enfin que la centralisation de toutes ces créances en augmente la valeur, par la meilleure surveillance des intérêts des créanciers que comporte un pareil organisme.

En dehors de leur rôle de pure technique bancaire, Finag et Tilka doivent, dans la pensée des gouvernants, être des auxiliaires précieux pendant la période d'amélioration économique dont de premiers symptômes se font sentir fin 1932. Il semble qu'on se soit exagéré de ce point de vue là, les possibilités de ces instituts.

Nous ne saurions mieux terminer cet exposé sur la Finag et la Tilka qu'en citant les paroles d'un de leurs auteurs, paroles qui définissent parfaitement le but poursuivi (1) : « il s'agit de faciliter la guérison de plaies causées par la crise. Non en la forme d'une immixtion nouvelle comme celle de l'assainissement des banques de l'année dernière,

(1) Geh. Rat. Friedrich, dans le Bank-Archiv. 1932-33, 119.

mais plutôt tout doucement, plus organiquement et directement avec les forces mêmes de l'économie; car on ne peut pas se rendre compte encore quelle serait l'importance d'une autre coupe sombre à pratiquer dans le capital et si, étant donné l'insécurité des évaluations et même la sous-évaluation de tant de valeurs, on ne risquerait pas par une épuration radicale immédiate de supprimer à côté de malades incurables certains autres bien viables. Pour rendre possible la répartition de ces pertes sur une série d'années et en même temps mettre l'économie affaiblie en état de remplir elle-même les brèches, c'est pour cela que les deux instituts ont été créés. »

3. — Les bilans de 1932.

On sait que les bilans de fin d'année des grandes banques de dépôts allemandes ne sont publiés qu'en avril ou mai suivant — elles ont donc eu quelques mois de réflexion pour savoir quel emploi elles feraient de l'aide offerte par la Tilka et la Finag.

Au mois d'avril 1933, le principe même de cette action de secours est remis en discussion, chose d'autant plus étonnante que des mois entiers de négociations ont précédé la création des deux instituts. Des contrats de cession de créances à la Tilka étaient prêts à être conclus; juste avant la conclusion définitive des contrats et la publication des bilans de fin 1932, tout est remis en question à la suite du discours prononcé le 8 avril 1933 (1) par M. *Schacht*, qui vient de succéder à M. *Luther* à la tête de la *Reichsbank*.

M. *Schacht* formule toutes réserves sur l'action du mois de décembre 1932 — pour ne pas dire qu'il en est l'adversaire déterminé. Certes, c'est pour le moment une opinion toute personnelle, mais la personne de son auteur lui donne une singulière autorité. M. *Schacht* n'a pas précisé ce qu'il entendait substituer à l'aide qu'auraient apportée les deux instituts. Quoi qu'il en soit, après ce discours, les banques se sont cantonnées dans une prudente réserve; de sorte que quelques jours à peine avant la publication des bilans, on nage encore

(1) Frankf. Ztg. No. 277 du 13-4-33.

une fois en pleine incertitude, quoiqu'on prépare déjà ces bilans depuis l'été 1932.

Il ne faut pas se dissimuler qu'avec le départ de M. Luther, provoqué par des motifs d'ordre politique aussi bien qu'économique, et avec l'arrivée d'une personnalité aussi marquée que celle de M. Schacht, un vent nouveau allait souffler. De fait, de graves divergences semblent se manifester entre les idées jusqu'ici défendues par la direction de la Reichsbank et celles du nouveau président.

Dès son entrée en fonctions, M. Schacht a proclamé qu'il entendait faire régner immédiatement et partout la lumière. Faut-il en conclure qu'il demandera aux banques de procéder sans délai aux amortissements que les pertes de 1932 rendent nécessaires ? La Reichsbank semble avoir répondu tacitement à cette question en tenant compte, dans les postes de son bilan, reflétant ses participations bancaires, de la baisse en bourse des cours des actions de banque. Des rumeurs de réduction nouvelle du capital d'une grande banque circulent d'ailleurs avec persistance.

Nous nous retrouvons devant la même question qu'en février 1932, c'est de savoir si les bases d'évaluation des valeurs sont suffisamment exactes pour qu'un nouvel assainissement soit définitif. La légère amélioration économique du début de l'année 1933 incline à faire croire qu'en amortissant soigneusement les risques visibles sur l'heure, l'avenir ne réservera pas de surprises désagréables. D'ailleurs les besoins d'amortissement sont différents selon les instituts, point n'est besoin de procéder d'une façon uniforme comme en février 1932.

Le 5 juin 1933, enfin, La *Deutsche Bank* publie son bilan et son rapport annuel (1). La DD Bank a eu recours à la Tilka, mais aucune précision numérique n'est donnée au public, voici en quels termes prudents s'exprime le rapport à ce sujet : « nous avons transféré à la Tilka et inscrit sous nos comptes débiteurs une quote-part de nos créances

(1) Nous ne parlons pas des bilans de la Berliner Handelsgesellschaft et de la Reichskreditgesellschaft ; les bilans de ces instituts de nature un peu particulière n'ont qu'un faible intérêt. Seules ces deux banques distribuent un dividende, 5 % (4 % en 1931).

d'origine antérieure au présent bilan, quote-part insignifiante comparée au total de nos Débiteurs, mais suffisante pour alléger notre bilan. Notre contribution annuelle au fonds d'amortissement ne constitue qu'une portion très faible de notre bénéfice d'exploitation restant après déduction de tous frais ». On pense qu'il s'agit d'une trentaine de millions.

De nouveaux et importants amortissements sont faits grâce aux bénéfices de l'exercice, à un remboursement d'impôt de 11 millions et à des prélèvements sur les réserves occultes. Officiellement les amortissements ne sont que de 27 millions, montant des bénéfices nets (aucun dividende n'est naturellement distribué) ; en réalité, ils doivent atteindre à notre avis 130 à 140 millions. Voici ce qui nous conduit à indiquer ce chiffre : en douze mois, les « débiteurs » accusent une diminution totale de 238 millions, or pour les onze premiers mois cette diminution n'est que de 96 millions — la différence, 142 millions, qui se manifeste pendant le douzième mois, ne peut provenir pour la plus grande partie que d'amortissements.

Dire que la banque qui a le mieux résisté à la crise a dû amortir en deux ans plus de 400 millions RM de pertes !

Signalons que les bénéfices nets sont de 27 millions, en augmentation de 4 millions sur 1931, malgré une diminution de 20 millions du bénéfice brut. Cela s'explique par une diminution des impôts et une sérieuse compression des frais généraux (20 millions). Depuis l'année de fusion 1929, les frais ont été diminués de 63 millions, soit 38 % de leur montant de 1929. Le personnel est passé de 18.060 à 16.614 personnes en un an.

Les créiteurs accusent une légère diminution de 180 mill. (6 %) ; les créiteurs étrangers, 570 millions, ne s'élèvent plus qu'à 20 % du total et sont d'ailleurs bloqués à concurrence des deux-tiers. Une augmentation des dépôts à moyen et long terme est à signaler :

dépôts à moins de 7 jours	— 370 millions	
— de 7 à 90 jours	+ 110	—
— plus de 90 jours	+ 73	—

Sur les 186 millions d'endossements, 101 millions proviennent de traites russes.

La stagnation générale des affaires se reflète dans le mouvement du chiffre d'affaires qui passe 167,5 milliards à 95 milliards.

A l'actif, un glissement de l'encaisse, — 77 millions (— 42 %), vers le portefeuille, + 188 millions (+ 34 %) se fait sentir. La qualité de ce dernier s'est améliorée.

Les postes titres ne bougent pas, ils renferment d'importantes réserves occultes. Plus d'actions propres en portefeuille.

Le bilan ne renseigne qu'insuffisamment sur le mouvement réel à l'intérieur des comptes débiteurs, le poste le plus délicat. De nouveaux crédits ont été consentis pour un montant total de 436 mill., c'est le côté mise en marche de l'économie, « *Wirtschaftsankurbelung* ».

Le rapport marque enfin l'hostilité de la banque envers le projet de banques régionales autonomes, en insistant sur le fait d'un grand effort de décentralisation pour mieux tenir compte des nécessités locales.

La liquidité s'améliore : 32,2 % de ressources de 1^{re} liquidité, 41,7 % de ressources de 1^{re} et 2^e liquidité.

Quelques semaines plus tard, le 24 mai, la *Commerz u. Privatbank* publie les résultats de l'exercice 1932 ; ils n'apportent pas de surprises, la fusion avec le *Barmer Bankverein* a eu les bons résultats qu'on en attendait. Il y a eu recours à la « Tilka » dans une mesure qui, tant en ce qui concerne le montant des créances que la contribution au fonds d'amortissement, ne semble pas être dangereuse ». Il s'agirait de 20 à 25 millions.

Les bénéfices nets de 7,7 millions sont consacrés aux amortissements ; en outre d'importantes provisions pour pertes ont été constituées avant détermination des bénéfices nets. Toutes précautions ont été prises pour parer aux pertes éventuelles (Karstadt, Burbach). Le capital social est considéré comme intact, des réserves occultes, notamment dans les comptes titres, subsisteraient.

Le nombre des employés passe de 8114 à 6117. L'institut comporte maintenant 407 établissements : 2 sièges principaux à Berlin et Hambourg, 114 succursales autonomes, 128 succursales non-autonomes, 120 caisses de dépôts (dont 52 à Berlin) et 43 agences.

Les crédateurs ne diminuent que de 68 millions (5 %), les dépôts à moyen terme augmentent. Remarquable et unique est l'augmentation des crédits par acceptation obtenus auprès de banques étrangères (« crédit de clientèle chez des tiers »), ils passent de 226 à 250 millions. Les crédateurs étrangers, 350 millions, se montent à 28 % du total.

A l'actif, signalons la diminution de l'encaisse de 82 à 28 millions, elle provient de ce que la souscription d'actions par la Golddiskontbank en 1931 (51.750.000 RM.) avait été passée provisoirement par « encaisse ». Le portefeuille augmente légèrement (14 %).

Les avances sur marchandises diminuent de 220 à 201 millions, alors que nous avons vu augmenter les crédits par acceptations qui financent ces avances. Le fait est remarquable, car ces deux postes en étroite corrélation évoluent toujours parallèlement. Il montre tout simplement qu'on se sert d'acceptations de banque internationales pour financer des comptes débiteurs, c'est-à-dire des transactions commerciales internes, ce qui en bonne technique bancaire est faux, les acceptations internationales ne devant servir qu'au financement du commerce international.

Les titres augmentent fortement de 30 millions, notamment 10 millions de titres d'Etat et 15 millions de titres industriels cotés.

Les débiteurs restent stables, 777 millions contre 763 ; la banque explique ce fait par l'ouverture de nombreux nouveaux crédits.

La liquidité est satisfaisante : 30,5 % 1^{re} liquidité, 51,7 % 1^{re} et 2^e liquidité.

Dernière des grandes banques, la *Dresdner Bank* publie enfin son bilan le 17 juin 1933. Comme on s'y attendait, les suites de l'absorption de la Danatbank se sont lourdement fait sentir et ont nécessité de nouveaux et importants amortissements qui n'ont pu être réalisés que grâce à une réduction de capital.

Voici comment s'exprime le rapport annuel : « l'amoncellement consécutif à la fusion, de très importants engagements industriels et participations consortiales, a conduit, en raison de la dépression économique croissante, à des conséquences

matérielles plus graves qu'il n'était possible de le prévoir au moment de la fusion ».

On se souvient que sur les 220 millions du capital social créé en février 1932, 200 millions appartenaient plus ou moins directement au Reich qui est donc le vrai maître de la banque.

La Dredsner Bank renonce à faire appel à l'aide de la Tilka et procède immédiatement aux amortissements nécessaires en réduisant son capital social de 220 millions à 150 millions et ses réserves officielles de 30 à 15 millions. L'influence de M. Schacht se révèle incontestablement dans cette décision énergique, comme nous le laissions prévoir plus haut. D'autre part, on a certainement aussi voulu ramener le capital de la banque au niveau du capital des autres banques.

Les 85 millions de bénéfices comptables ainsi dégagés, ajoutés aux 9,5 millions de bénéfices nets, permettent de consacrer 94,5 millions aux amortissements. En deux ans, les deux banques réunies ont donc consacré 630 mill. RM. à l'amortissement des pertes, principalement grâce à l'aide de l'Etat ; ces pertes doivent être imputées pour 60 % à la Danat et pour 40 % à la Dresdner Bank.

Les frais ont été fortement comprimés, 104 millions en 1931, 85 en 1932, on pense atteindre 70 millions en 1933 (1929 : 120 mill.). Le personnel passe de 13.900 à 11.000. A la suite de la fusion, la nouvelle Dresdner Bank a 166 succursales en Allemagne, 8 à l'étranger et 188 caisses de dépôts (dont 88 à Berlin).

Le bilan montre le même rétrécissement que celui des autres banques. Les créiteurs sont en diminution de 238 mill. (—8,7 %) ; les crédits étrangers s'élèvent à 660 millions, soit 26 % du total (la moitié jouit encore de la garantie de l'Etat). Les vrais dépôts internes ont légèrement augmenté en 1932, la clientèle de la Danat a fait confiance à la nouvelle banque.

Les engagements envers l'*Akzeptbank* passent de 335 à 250 mill. (maximum atteint : 500 millions) — la Dresdner Bank avait complètement remboursé l'*Akzeptbank*, quand la fusion avec la Danat vint augmenter ses engagements de près de 300 millions. Le montant actuel pourrait facilement être remboursé par le réescompte du portefeuille.

A signaler une amélioration de la liquidité par une diminution de 92 millions des acceptations, compte qui à 346 mill. est encore très gonflé — signe de crise.

Les engagements par endossements qui s'élevaient à 848 millions en 1931, chiffre énorme, sont tombés à 411 millions (dont 250 pour l'Akzeptbank); la cause de cette diminution réside surtout dans la diminution des échanges d'acceptations. — Les 180 millions d'avals contiennent 90 millions de traites russes.

A l'actif, l'encaisse diminue de 85 millions à 70, il faut en voir la cause dans la fusion des succursales dans 52 villes.

Le portefeuille diminue de 418 millions à 362, mais sa qualité s'est nettement améliorée.

Les avances sur marchandises diminuent fortement pour des raisons d'ordre comptable.

Les titres cotés, 464 millions, contiennent 420 millions de bons du Trésor (+ 110 millions, parce qu'en 1931 une partie des bons était passée par débiteurs). Comme les « titres cotés » constituent une ressource dite de 2^e liquidité, on voit que les calculs habituels de liquidité ont encore moins de sens ici qu'ailleurs. Les autres titres s'accroissent de 30 millions et renferment des réserves occultes appréciables.

Les débiteurs passent de 1734 millions à 1549. Cette diminution de 185 millions est imputable pour 95 millions aux amortissements.

La banque a ouvert à peu près autant de nouveaux crédits qu'elle a reçu de remboursements.

Un soin particulier a été apporté à l'effort de décentralisation. On a développé le *Kopffilialsystem* qui consiste à donner des pouvoirs et une autonomie de décisions étendues à la filiale la plus importante de la région, pour toute cette région. Cette décentralisation a eu pour résultat une meilleure répartition du travail et un abaissement des frais, mais aussi une élévation des risques. Tout le commerce du petit et moyen crédit (jusqu'à 100.000 RM) est confié maintenant aux succursales, avec contrôle ultérieur par Berlin. La banque montre de la sympathie pour le projet de banques régionales, mais seulement en tant qu'il s'agit d'une évolution organique et naturelle.

Pour finir, indiquons rapidement que l'*Allgemeine Deutsche Credit-Anstalt* à Leipzig, a aussi dû subir un deuxième assainissement. Le capital de 19 millions est réduit à 15 millions, la réserve est réduite de 6 à 1,5 millions (ce n'est certainement pas l'effet du hasard si les chiffres du capital et des créditeurs sont égaux à 1/10^e des chiffres correspondants de la Dresdner Bank). Avec les bénéfices, 10 millions sont en tout consacrés aux amortissements ; en deux ans donc 33 millions. Les amortissements sont répartis : 3 mill. sur débiteurs et titres, 4 mill. sur immeubles — ce qui est beaucoup. Toutes les banques en général, ont des postes « immeubles » bien trop élevés qui continueront à offrir des possibilités de pertes.

Il a été fait appel au concours de la Tilka, pour un montant d'ailleurs relativement modéré.

Les créditeurs s'élèvent à 225 millions sans changement sensible (18 % de crédits étrangers). L'A. D. C. A. est une vraie banque régionale en contact étroit avec ses clients provenant surtout du petit et moyen commerce et de la moyenne industrie.

Nous reproduisons ci-après les bilans de fin 1932 de toutes ces banques (*Voir page 117*).

Nous avons donc passé en revue les modalités de la deuxième étape de l'assainissement, rendue nécessaire par l'insuffisance des évaluations et prévisions de pertes faites en février 1932. De nouveau, des centaines de millions ont été consacrés à couvrir les pertes. Le capital social à peine reconstitué a dû de nouveau être amputé. Constatons qu'il n'a été fait qu'un usage modéré de la Tilka, quant à la Finag, nous ne voyons aucune trace de son intervention. Les constructions auxiliaires échafaudées à grand'peine en décembre 1932 n'ont que peu servi, il faut s'en féliciter, vu leur caractère par trop artificiel ; assez d'échaufadages compliqués pour déguiser les faits...

La crise proprement dite des banques de dépôts allemandes est presque terminée, nous entrons en 1933 dans une période de dépression étale avec tendance à l'amélioration.

Voyons rapidement la fin de cette évolution en 1933 et 1934.

En millions RM.

	D. D. Bank 	Dresdner Bank 	Commerz-Bank 	Berliner Handels- 	Reichs-Kredit A. G. 	TOTAL
PASSIF :						
Capital	144	150	80	28	40	442
Réserves	25	15	30	10	20	100
c/c Créditeurs.	2.813	2.505	1.242	253	513	7.326
a) cr. de clientèle chez des tiers.	319	364	250	67	05	1.095
b) banquiers	284	695	156	48	102	1.285
c) autres dépôts	2.210	1.446	836	138	316	4.946
b) et c) sont à échéance :						
1) de 7 jours	1.302	392	475	66	187	3.002
2) de 7 à 90 jours	1.082	941	348	109	140	2.620
3) de plus de 90 jours	110	128	168	10	91	607
Acceptations	225	346	155	32	11	769
Divers y compris bénéf. net	51	21	84	2	7	165
Total du bilan	3.259	3.037	1.590	326	591	8.803
Avals.	194	181	62	8	4	449
Endossements.	186	412	155	33	58	844
ACTIF :						
Encaisse.	106	70	28	9	42	255
Portefeuille d'escompte.	763	352	339	77	187	1.718
Avoirs chez correspondants	79	46	59	33	32	149
Reports et avances sur titres	7	5	11	2	5	30
Avances sur marchandises.	289	311	201	69	93	763
Titres d'Etat	5	420	49	1	—	475
Autres titres	40	59	39	6	3	147
Participations consortiales.	67	73	19	6	4	169
— permanentes	55	68	13	6	3	145
c/c Débiteurs	1.742	1.549	763	110	217	4.381
Immeubles.	105	60	60	7	3	235
Divers	1	23	10	—	1	35

4. — La fin de l'évolution de la crise en 1933 et 1934.

A la crise a succédé la dépression — c'est sous le signe des efforts pour sortir de cette période de dépression que se place l'évolution de la situation bancaire depuis le début de l'année 1933.

C'est le gouvernement national-socialiste qui a pris la tête du mouvement en faisant procéder à de grands travaux publics, en réduisant le chômage, etc... les répercussions bancaires qui nous intéressent sont d'ailleurs importantes en raison des procédés de financement de tous ces travaux. Voici comment sont payés les entrepreneurs : l'Etat a créé des instituts spéciaux pour accepter les traites que les entrepreneurs tireront pour paiement de leurs travaux ; ces traites dites *Arbeitsbeschaffungswechsel* sont ensuite escomptées aux banques qui doivent s'efforcer de les garder en portefeuille. Un système de prolongation vient compléter le tout, de sorte que l'Etat ne débourse rien aujourd'hui — il ne le pourrait pas — et se contente de grever lourdement les budgets futurs. L'avenir donnera-t-il raison à ces méthodes d'extension forcée du crédit ? il est hasardeux de le prévoir.

Voici donc pour les banques un premier fait important : leur portefeuille d'effets de commerce se garnit de tirages d'une nature toute particulière, ce qui ne peut manquer de modifier leur liquidité économique réelle. On constate d'ailleurs que le montant total du portefeuille a à peine changé, comme l'augmentation des « traites du travail » est notable, il faut en déduire un nouveau recul de la traite commerciale en général. Le portefeuille renferme aussi moins de bons du Trésor, le Reich ayant versé 100 millions à l'échéance de la première tranche de bons Dresdner Bank.

Le deuxième fait important consiste dans les modifications survenues à l'intérieur du poste Débiteurs. Quoique dans l'ensemble il ait diminué, les grandes banques ont encouragé l'économie par l'ouverture de crédits nouveaux pour une somme totale de 1700 millions RM. (total des débiteurs : 4 milliards). Qu'une telle expansion de crédit ne se manifeste pas par une augmentation des débiteurs, ce qui serait nor-

mal, mais au contraire par une diminution, ne peut s'expliquer que, d'une part par le fait que les bénéficiaires d'anciens crédits commencent à les rembourser en diminuant leurs stocks, et d'autre part par des amortissements.

Si l'évolution continue dans le sens favorable, les nouveaux crédits dépasseront bientôt les remboursements de crédits anciens, ce qui se traduira par une augmentation du total des Débiteurs. Si à ce moment le marché des capitaux est suffisamment reconstitué, il entrera en action pour consolider une partie des Débiteurs, comme cela se pratiquait avant-guerre.

Voyons brièvement comment les bilans de clôture de l'exercice 1933 reflètent cette évolution.

L'ensemble du bilan de la *Dresdner Bank* reflète une légère amélioration. Mais tous les bénéfices, 12 millions, sont consacrés aux amortissements et les prévisions de rendement pour l'année en cours sont modestes : « il faut d'abord que les dommages causés par la crise de 1931 soient réparés au moins dans une mesure telle que la capacité nécessaire de rendement de l'appareil de crédit paraisse assurée ».

Les créiteurs passent de 2505 à 2175 mill., cette diminution provient à concurrence de 263 mill. des crédits étrangers, ce qui s'explique par la dévaluation du dollar et les retraits sous forme de registermark. Les crédits étrangers ne s'élèvent plus qu'à 18 % en tout — quelle évolution depuis 1930 où ils atteignaient 50 % !

Le portefeuille, en augmentation de 60 millions, est de 411 millions — dont 256 millions (62 %) de « traites du travail ». Les avances sur marchandises diminuent fortement de 311 à 184 millions (— 41 %), le volume du commerce international se rétrécit.

Les débiteurs diminuent de 10 % à 1390 millions ; 9370 nouveaux crédits au montant total de 742 millions sont ouverts.

Les frais généraux diminuent encore de 11 millions, mais le maximum des économies à réaliser à la suite de la fusion de 1932 est atteint.

Aucun appel n'est fait ni à la *Finag* ni à la *Tilka*.

La *Deutsche Bank und Diskontogesellschaft* a vendu à

l'Etat en novembre 1933, un de ses grands immeubles restés vides depuis la fusion de 1929. Une partie du prix, 14 millions, est payée en actions de la banque se trouvant entre les mains de la *Golddiskontbank* (v. p. 79). L'Etat commence ainsi à se défaire de ses participations bancaires. Les actions refluant ainsi à la DDBank ne sont pas remises en souscription, mais annulées ; le bilan de 1933 accuse donc une réduction du capital social de 144 à 130 millions, contre-balancée par une diminution des immeubles à l'actif.

Les bénéfices nets restent stables, ils s'élèvent à 26 millions et sont à concurrence de 25 millions consacrés à de nouveaux amortissements, ainsi qu'une provision pour pertes de 11 millions constituée en 1932. En y comprenant les bénéfices provenant de la vente de l'immeuble cité plus haut et de ventes de titres, 40 à 50 millions sont de nouveau consacrés aux amortissements. Le rapport garde le silence sur le point de savoir si ces amortissements couvrent enfin toutes les pertes ; c'est d'autant plus douteux que de grands assainissements d'entreprises commerciales sont encore en vue. Il n'est pas fait appel à la Tilka (35 mill. en 1932), ni à la Finag.

Les créiteurs diminuent de 2813 millions à 2610 (— 8 %) ; les crédits étrangers ne se montent plus qu'à 407 mill. (15 %), alors qu'avant-guerre ils atteignaient 1 milliard pour les banques réunies dans la DDBank d'aujourd'hui.

La qualité du portefeuille, dont le montant est stable, s'est très nettement améliorée, il est considéré comme bancable à concurrence de 95 %. Les débiteurs n'ont diminué que de 3 % ; il est vrai que 118.000 nouveaux crédits totalisant 707 mill. RM. ont été ouverts en 1933.

La liquidité est très satisfaisante : liquidité de premier rang : 32,4 % ; liquidité de 1^{er} et 2^e rang : 49,2 %.

La *Commerz und Privatbank* enfin, nous réserve quelques surprises : la direction annonce un nouveau « nettoyage général » grâce à d'importants amortissements. Les bénéfices nets, 10,5 millions, puis 20 millions pris sur la réserve officielle, et 9 millions d'intérêts provenant de débiteurs douteux, s'ajoutant à des bénéfices non chiffrés provenant du rachat d'obligations-dollars, ont permis de consacrer 50 millions,

sinon plus, à l'amortissement de nouvelles pertes. Il est probable que la réserve du Reich de 16.750.000 RM. a été également mise à contribution. Le rapport ne précise pas la répartition des amortissements, il se contente de faire remarquer que dans l'intérêt d'une reprise des affaires, la banque a cru devoir prêter son aide à divers assainissements en faisant de gros sacrifices. Elle espère enfin avoir consolidé définitivement la situation — le rapport de 1932 disait exactement la même chose.

Aucun nouveau recours à la Tilka (25 millions en 1932).

Les créiteurs diminuent de 1242 à 1079 millions (— 12 %); Les crédits étrangers ne s'élèvent plus qu'à 250 millions, soit 20 %. Les acceptations augmentent : signe d'ouverture de nouveaux crédits, les dépôts ayant diminué.

Les débiteurs diminuent de 763 à 706 millions, malgré que 135.000 nouveaux crédits pour un montant total de 284 millions aient été ouverts.

On trouvera plus loin le tableau des bilans au 31 décembre 1933 de ces banques : (*Voir page 422*).

Un coup d'œil d'ensemble nous permet de constater que la diminution du volume d'affaires des banques a continué à se faire sentir. L'ensemble des comptes créiteurs a suivi dans les trois années de crise l'évolution suivante :

6 grandes	1930	41.130 millions RM,
banques	1931	7.558 — —
de	1932	7.326 — —
Berlin	1933	6.506 — —

La diminution par rapport à 1930 est de 41,5 %. La proportion des crédits étrangers a passé de 45 % à 18 % ; les difficultés qui ont provoqué directement la crise de 1931 peuvent donc être considérées comme aplanies.

Les dépôts de provenance interne sont en augmentation sensible dans les banques de province et les instituts semi-publics, l'évolution est beaucoup moins favorable dans les grandes banques de Berlin ; cela s'explique par des questions de structure du système bancaire allemand et de concurrence entre les instituts privés et semi-publics, questions que nous aurons encore l'occasion d'examiner.

Il est remarquable que les banques aient réussi à se défaire

En millions R M,

	D. D. Bank 	Dresdner Bank 	Commerz-Bank 	Bulmer Handelsges 	Reichs-Kredit A. G. 	TOTAL
PASSIF :						
Capital	130	150	80	28	40	428
Réserves	25	15	12	10	20	82
c/c Créditeurs.	2.610	2.175	1.079	204	438	6.506
a) cr. de clientèle chez des tiers	186	207	152	40	52	637
b) banquiers	288	681	166	58	95	1.289
c) autres dépôts	2.136	1.287	760	106	290	4.580
b) et c) sont à échéance :						
1) de 7 jours	1.257	860	439	54	169	2.779
2) de 7 à 90 jours	1.061	885	331	84	153	2.515
3) de plus de 90 jours	106	223	156	26	63	575
Acceptations	230	321	173	32	9	765
Divers y compris bénéf. net	43	23	60	3	7	136
Total du bilan.	3.039	2.684	1.403	277	514	7.917
Avals.	165	153	66	7	4	395
Endossements.	192	411	241	25	45	914
ACTIF :						
En caisse	116	68	27	7	34	252
Portefeuille d'escompte	746	411	330	68	192	1.643
Avoirs chez correspondants	58	44	36	27	24	189
Reports et avances sur titres	8	2	5	2	6	23
Avances sur marchandises.	181	184	126	41	50	582
Titres d'Etat	8	7	53	3	2	73
Autres titres	36	48	30	12	7	131
Participations consortiales.	60	84	17	6	5	173
— permanentes.	50	52	11	5	3	121
c/c Débiteurs	1.684	1.389	706	98	187	4.064
Immeubles.	89	60	56	7	3	215
Divers	2	332 ⁽¹⁾	5	—	1	340

(1) Y compris 313 millions de bons du Trésor passés en 1932 par " Titres d'Etat ".

d'importants paquets d'actions à des conditions intéressantes, les bénéfices comptables ont été consacrés aux amortissements. Ainsi la DD Bank (1) a vendu 28 millions de titres, mais comme elle a été obligée de prendre en portefeuille 17 millions d'actions nouvelles provenant d'assainissements industriels, le solde de ses comptes titres ne baisse que légèrement. Notons qu'aucune banque jusqu'à présent (juin 1934) n'a eu recours à la Finag, cette institution est restée lettre morte. Quant à la Tilka, parmi les grandes banques, seules la DD Bank et la Commerzbank lui ont transféré des créances en 1932 ; en 1933 elle ne reçoit aucun nouvel apport, au total les créances prises en charge par cet institut sont certainement inférieures à 100 millions.

Le moment d'incertitude le plus embarrassant est celui des pertes non encore amorties. Nous avons vu quelles énormes sommes ont été consacrées aux amortissements en 1931, 1932 et 1933 ; malheureusement il est encore fort douteux, si, malgré cela, les prochains bénéfices d'exploitation pourront être distribués aux actionnaires ou même simplement consacrés au renforcement des réserves. Il faut reconnaître que les banques manquent encore à l'heure actuelle de réserves réelles suffisantes pour parer à toutes éventualités, car de gros assainissements sont encore en perspective.

Cette absence prolongée de dividendes n'est certes pas faite pour redonner au public le goût des actions de banque (2) le rétablissement du caractère entièrement privé des banques et l'augmentation nécessaire de la base en capital sont forcément fonction, à côté d'autres facteurs, du rendement commercial des banques. Or, de ce côté, l'avenir est bien incertain.

Vers la fin de l'année 1934, on peut considérer la crise proprement dite des banques allemandes comme virtuellement terminée. La situation est redevenue normale, en ce sens que les banques ne se débattent plus que contre des difficultés normales, telles que toute l'économie allemande en

(1) Frankf. Zig, du 3 juin 1934, no. 276.

(2) Pour l'année 1934 aucune distribution de dividendes n'a lieu.

rencontre à l'époque actuelle de marasme économique. Que les difficultés économiques allemandes diffèrent pour de nombreuses raisons de celles d'autres pays, nul doute ; les banques s'en ressentent naturellement, mais il ne s'agit plus de crise bancaire stricto sensu.

La crise bancaire terminée, l'heure de la critique et de la réforme de principe sonne. C'est la tâche de la Commission d'Enquête bancaire instituée en 1933 sous les auspices du gouvernement et de la Reichsbank, que nous examinerons dans la seconde partie de notre ouvrage.

Dès le début de l'année 1934, M. Schacht a exposé dans un grand discours à Kiel ses vues sur la réforme du système de crédit allemand : rétablissement et absolue séparation d'un marché financier et d'un marché monétaire, traitement plus attentif de la clientèle locale, réglementation de la concurrence entre instituts de crédit, amélioration de la publicité, nécessité de l'augmentation des exportations, et enfin élargissement du contrôle de l'Etat sur les banques. Voilà les grandes lignes de son programme que nous retrouverons dans l'examen de la loi du 5 décembre 1934 sur la réorganisation du système bancaire allemand.

CHAPITRE VI

LES ACCORDS D'IMMOBILISATION DES CRÉDITS ÉTRANGERS A COURT TERME (STILLHALTEABKOMMEN).

On se souvient que la cause immédiate de la crise de juillet 1931 fut le retrait précipité des capitaux étrangers à court terme que l'économie allemande en général et les banques en particulier, avaient absorbés à doses massives depuis 1924. Il en résulta un appauvrissement des réserves en or et en devises de l'économie allemande, l'encaisse de la Reichsbank subit une diminution propre à mettre en danger le sort du *Reichsmark*. La conséquence en fut une stricte réglementation de l'exportation des capitaux qui s'est aggravée depuis jusqu'à une interdiction quasi-totale. L'ensemble des mesures prises depuis le 13 juillet 1931 jusqu'en 1935 pour la réglementation du commerce des devises et l'organisation des transferts ressort plutôt du domaine de la politique monétaire. La connexité avec les difficultés bancaires que nous nous sommes donnés pour tâche d'examiner, existe sans aucun doute. Nous serions toutefois entraînés beaucoup trop loin si nous voulions étudier ces problèmes extrêmement complexes par leur nature et leur évolution incessante (1).

Par contre, il nous a paru opportun de rassembler en un chapitre séparé tout ce qui concerne l'histoire depuis 1931 des crédits à court terme accordés par l'étranger aux banques allemandes. Ces crédits forment partie intégrante (2) des comptes-courants créditeurs, c'est-à-dire des dépôts, des banques ; les fluctuations de leur montant intéressent donc directement celles-ci. En juillet 1931 il importait d'empêcher

(1) V. la thèse de M. Harblay.

(2) V. supra ch. I, p. 7.

des retraits massifs de ces crédits de reprendre après les vacances bancaires, et de les régulariser par la suite. Ce fut l'œuvre des accords successifs intervenus entre débiteurs allemands et créanciers étrangers, sous les auspices de leurs gouvernements respectifs.

Du 20 au 23 juillet 1931 s'est réunie à Londres une conférence gouvernementale internationale pour examiner la situation financière de l'Allemagne et les remèdes à y apporter. Elle recommande « que la Banque des Règlements Internationaux soit invitée à constituer sans retard un comité de représentants désignés par les gouvernements des banques centrales intéressées pour faire une enquête sur les besoins immédiats de crédits nouveaux en Allemagne et pour étudier les possibilités de conversion en crédits à long terme d'une fraction des crédits à court terme ». Le 31 juillet, la B. R. I. fait connaître la composition de ce comité, le président en est M. Wiggin et le rapporteur général Sir Walter Layton, les autres membres sont : MM. Moreau, Melchior, Beneduce, Bindschedler, Francqui, Hoestede de Groot, Rydbeck, Tanaka.

Le 3 août la B. R. I. renouvelle le crédit de 400 millions accordé à l'Allemagne.

Le 8 août, le comité d'experts se réunit à Bâle et le 19 les experts signent un rapport présenté par Sir Walter Layton. Nous relevons dans ce rapport les constatations suivantes concernant l'endettement de l'Allemagne envers l'étranger :

La dette totale a passé entre 1924 et 1930 de 4,3 milliards RM., à 23,5 milliards. Cette augmentation de 21,2 milliards est due pour 18,2 milliards à des importations de capitaux et pour 3 milliards à des services ; voici ce que ces 21,2 milliards auraient servi à payer :

Intérêts des prêts commerciaux (1924-30) . . .	2,5 milliards
Augmentation de la réserve or et devises . . .	2,1 —
Réparations	10,3 —
Excédent d'importations	6,3 —
	21,2 —

Comme les placements allemands à l'étranger s'élèvent fin 1930 à 9,7 milliards, la dette totale nette est donc de 13,8 milliards (93 milliards de francs).

Les avoirs à l'étranger des banques s'élèvent fin 1930 à 2,6 milliards, leurs engagements à 7,2 milliards, le solde débiteur donc à 4,6 milliards.

Quant à la dette à court terme, elle est passée de 10,3 milliards fin 1930 à 7,4 milliards fin juillet 1931, les retraits se sont donc élevés pendant ses sept mois à 2,9 milliards.

Parallèlement des négociations eurent lieu entre les banques allemandes et leurs créanciers étrangers au sujet du maintien des crédits à court terme encore non retirés, la dernière semaine de négociations eut lieu à Bâle en contact avec le *Comité Layton*, et le 19 août fut conclu l'accord pour la prorogation de ces crédits.

I. — Le premier accord sur les crédits à court terme. (19 août 1931) (1).

Les parties contractantes sont d'une part : le comité des banquiers allemands, la Reichsbank et la Golddiskontbank, d'autre part les comités représentant les banques des pays suivants : Etats-Unis, Belgique, Tchéco-Slovaquie, Danemark, Angleterre, France, Pays-Bas, Italie, Norvège, Suède et Suisse. Le gouvernement allemand rend exécutoire par voie d'ordonnance cet accord en Allemagne une fois est qu'il signé définitivement (1^{er} sept. 1931).

Une remarque préliminaire : Les crédits étrangers se divisent en crédits de caisse ou avances au comptant et en crédits par acceptation. Pour la première catégorie, aucune difficulté. Quant aux crédits par acceptation, principalement accordés par les banques américaines, leur montant est déterminé par les banques sous forme de *credit line*, c'est-à-dire par la simple promesse non génératrice d'obligation juridique d'accepter des lettres de change jusqu'à un montant déterminé. La banque allemande doit couvrir la banque américaine à 90 jours ; or, le client allemand sollicite en général la prolongation du crédit (*unechte Remburse*), cette prolongation ne peut être réalisée que si le *credit line* n'est pas épuisé et si

(1) V. les articles publiés dans le *Bank-Archiv*, chaque année par M. H. A. Simon sur ces accords.

la banque américaine respecte le contingent de crédit qu'elle a fixé sans toutefois s'y engager juridiquement.

La durée de l'accord est fixée à six mois à partir du 1^{er} septembre 1931, à moins qu'un moratoire général ne soit déclaré en Allemagne. « Chaque banque étrangère s'engage à l'égard des bénéficiaires allemands de ses crédits et dépôts... à maintenir tous les crédits par acceptation, dépôts à terme, avances au comptant ou toute autre forme de dette basée sur un accord spécial, libellées en monnaies autres que la Reichsmark, pour autant qu'ils aient été effectivement utilisés, qu'ils existassent et n'eussent pas été remboursés au 31 juillet 1931 (1) »... Cela dit, sous les conditions suivantes :

Pour les crédits par acceptation, le bénéficiaire du crédit, c'est-à-dire le client de la banque allemande, s'obligera directement envers la banque étrangère, soit par billet à ordre ou acceptation, soit par engagement par lettre avec dation en gage de marchandises ou valeurs, au choix du créancier. La banque allemande qui a négocié le crédit, reste d'ailleurs caution due croire. La banque allemande administrera les garanties ainsi reçues de ces clients en qualité de trustee de la banque étrangère.

A l'échéance des acceptations, provision devra être fournie en temps utile, soit en espèces, soit en nouvelles traites, étant entendu que le montant total du crédit tenu à la disposition du bénéficiaire allemand ne devra pas subir de réduction. Les traites de remplacement devront être de nature à être réescomptables (*eligible*) dans le pays intéressé ; sur demande de la banque étrangère, la banque allemande devra substituer un tireur jouissant d'un bon crédit à tout tireur de crédit notoirement mauvais.

Tout créancier étranger pourra exiger que la *Golddiskontbank* prenne à son compte ou garantisse : 10 % des acceptations en cours au 31 juillet 1931, 5 % des crédits ouverts à des banques sous toute autre forme, 10 % des crédits ouverts directement à des entreprises industrielles et commerciales publiant leur bilan, 20 % des crédits

(1) v. la traduction complète dans l'Europe Nouvelle, 1931, p. 1413.

ouverts directement à des entreprises industrielles et commerciales ne publiant pas leur bilan.

La *Golddiskontbank* peut, dans les 14 jours de la demande du créancier étranger, refuser de garantir toute dette d'un bénéficiaire en faillite ou en liquidation. Elle pourra, d'autre part, s'acquitter des obligations éventuellement à sa charge en 3 annuités égales (sa garantie peut s'élever à 500-600 millions).

Rien ne pourra empêcher un débiteur allemand désirant rembourser un crédit de faire ce paiement et cela sans qu'il ait à subir une réduction de *credit line*. La banque allemande devra utiliser les montants ainsi encaissés pour l'achat des devises nécessaires qu'elle remettra immédiatement au créancier étranger; s'il lui est impossible d'obtenir des devises, elle versera ces sommes en Reichsmark à la Reichsbank et, faute de transfert dans les 90 jours, le créancier étranger pourra disposer des ces sommes sur le marché, le débiteur répondant des pertes de change.

Les crédits en espèces pourront à l'échéance être convertis en crédits par acceptation et vice-versa, le montant total ne devant pas en être affecté.

Au cas où, postérieurement au 13 juillet 1931, une banque allemande obtiendrait d'un débiteur allemand qui est aussi débiteur d'une banque étrangère, le remboursement de sa créance ou des sûretés spécialement affectées à cette créance, elle sera obligée de partager au prorata ces sommes ou sûretés spéciales avec la banque étrangère, si celle-ci n'obtient pas le remboursement intégral de sa créance jusqu'au 31 mai 1932.

La B. R. I. désignera un comité qui statuera sans appel sur les contestations pouvant provenir de l'exécution de l'accord. Les taux d'intérêt applicables dans les différents cas ne sont pas fixés, il est seulement dit qu'ils seront conformes aux taux en vigueur pour les comptes analogues dans le pays et dans la monnaie du pays créancier respectif.

Les banques étrangères entretenaient outre leurs crédits, des avoirs en Reichsmark en Allemagne, pour un montant total d'un milliard environ. Une grande irritation régnait à l'étranger parce que les offices de devises n'autorisaient plus

les étrangers titulaires de ces comptes en Reichsmark à en disposer librement, voulant éviter que les exportations allemandes ne fussent ainsi payées. L'Allemagne a fini par céder sur ce point : 25 % des avoirs en Reichsmark seront libérés aussitôt que le créancier bancaire étranger notifiera son adhésion à l'accord, et 15 % chaque mois suivant.

Enfin, les contrats de change conclus jusqu'au 31 juillet 1931 seront réglés immédiatement, les contrats de change à terme non encore échus seront réglés intégralement à l'échéance.

Ces deux dernières clauses battent donc sensiblement en brèche « l'immobilisation » par ailleurs assurée des crédits à court terme.

Le total des crédits auxquels s'applique l'accord, s'élève à 6,3 milliards RM. (38 milliards de francs). Les 355 millions de crédits directement consentis aux pays et communes ne tombent pas sous l'accord, une convention spéciale règle leur sort.

L'essentiel de l'accord de Bâle ainsi que des accords ultérieurs peut être résumé en quatre principes :

1) maintien des « credit lines » et protection des gages, sûretés et avoirs allemands,

2) réutilisation des crédits par acceptation au moyen de traites de remplacement,

3) obligation directe du débiteur pour compte duquel la banque allemande s'est procurée le crédit étranger,

4) non-discrimination entre les créanciers quant aux remboursements.

2. — Le deuxième accord sur les crédits à court terme (20 janvier 1932).

Après six semaines d'opiniâtres discussions, le 20 janvier 1932, l'« *Agreement for further maintenance of short-term banking credits to Germany* » est conclu, en principe ce n'est que le renouvellement pour un an de l'accord de Bâle. Depuis la signature de celui-ci, l'Allemagne a remboursé 1200 millions RM dont 600 millions d'avoirs en mark et 450 millions d'acceptations non renouvelées, le reste provient de la dévaluation de la livre sterling. Le nouvel accord s'étend donc à environ

5 milliards de crédit, plus 500 millions à échoir après le 29 février 1932.

Les parties contractantes sont les mêmes, mais les crédits accordés aux succursales étrangères de maisons allemandes peuvent aussi, sous certaines conditions, tomber sous la *Stillhaltung*.

Pour les crédits par acceptation, l'obligation de l'engagement direct du bénéficiaire subsiste. Toutefois, la banque étrangère reçoit en outre une part des « sûretés globales » fournies par le bénéficiaire, et non pas seulement des « sûretés spéciales » comme en 1931. On se souvient que l'accord de Bâle exigeait que les traites de remplacement fussent réescomptables auprès des banques d'émission étrangères (*eligibility clause*), cette clause rigoureuse a empêché l'utilisation complète des *credit lines* et a provoqué des remboursements excessifs contrairement au but de l'accord. Une solution moins stricte qui tient mieux compte des circonstances a été adoptée. La banque allemande doit offrir des traites dans l'ordre de qualité décroissante suivant : *eligible bills, commercial bills, financial bills on firms with reputable standing*. L'examen de la qualité de la signature est fait par la banque allemande, les litiges sont tranchés par un comité de trois membres nommés par la Reichsbank.

Les créanciers se sont rendus compte qu'il était impossible d'imposer à l'Allemagne des remboursements massifs, satisfaction leur a été toutefois donnée par une diminution de 10 % des *credit lines* existant au 28 octobre 1931. Cette diminution se fait par annulation de crédits non utilisés (environ 500 millions), de sorte qu'aucun remboursement effectif n'a lieu. Chaque créancier peut en outre effectuer la diminution totale de son contingent par « concentration » sur un ou plusieurs débiteurs déterminés, il n'est pas obligé de la faire au prorata.

Les Allemands auraient désiré aboutir à une consolidation générale de tous ces crédits, cela ne fut pas possible, mais l'accord prévoit deux possibilités de consolidation :

1) article 10 (clause suisse) : les créanciers pourront demander le remboursement progressif en Reichsmark des avances au comptant, à raison de 25 % par semestre de celles

faites aux banques et de 15 % par semestre de celles faites directement à l'économie. Ces sommes devront être remployées en Allemagne en achats d'actions, obligations, hypothèques, immeubles, mais avec immobilisation pendant 5 ans, sauf faculté d'échange.

2) article 5 (clause Wiggin) : chaque banque allemande doit verser à la Reichsbank agissant comme trustee, des actifs (billets à ordre des bénéficiaires) équivalents à 15 % des avances au comptant qu'elle a reçues, pour la constitution d'un fond de trust de 200 millions. La Reichsbank délivrera aux créanciers des certificats de trust, amortissables à raison de 5 % par semestre et portant intérêts à 6 % (malheureusement la Banque d'Angleterre se montre hostile à la mobilisation des certificats de trust).

La vraie cause de l'impossibilité de la consolidation de ces crédits réside dans le manque de confiance de l'étranger.

3. — Le troisième accord sur les crédits à court terme (17 février 1933).

Le 28 janvier 1933 s'ouvrent les nouvelles négociations à Berlin. La discussion s'engage surtout sur les taux d'intérêt, que les créanciers ne veulent pas voir réduits et sur les crédits lines que les débiteurs ne veulent pas voir réduits. Par concessions mutuelles l'accord finit par se faire.

L'accord de 1932 est prorogé pour un an, voilà le principe. Le nouvel accord ne s'applique plus qu'à 4,1 milliards de crédits (y compris 378 millions de crédits non utilisés), 600 millions de remboursements ayant lieu. Une nouvelle réduction de 5 % des *credit lines* est accordée aux créanciers, en premier lieu sur les crédits non utilisés.

D'autre part une légère diminution des taux d'intérêt est accordée aux débiteurs : 4 3/4 % (— 1/4) pour les crédits de caisse aux banques ; 4 1/2 % (— 1/2) pour les traites financières ; 3 7/8 % (— 5/8) pour les traites commerciales, voilà les taux maxima fixés.

La grande nouveauté est la création du *Registermark* qui procède directement de la clause suisse, l'ancien article 10. Des sommes provenant de remboursement en marks seront

« enregistrées » à la Reichsbank au nom de chaque créancier qui pourra en disposer à l'intérieur de l'Allemagne d'abord comme le prévoyait la clause suisse et puis par voie de cession aux particuliers pour le tourisme (à raison de 3.000 RM par mois et par personne). Voilà donc une possibilité réelle de mobilisation des créances.

Le montant des crédits pouvant être transformés en Registermark est fixé de la manière suivante :

- | | | |
|--|---|-------------------------------|
| 1) crédits accordés aux banques | } | au comptant : 50 % par an |
| | | par acceptation : 30 % par an |
| plafond pour chaque créancier étranger : 20 % de tous ses crédits. | | |
| 2) crédits directs à l'économie : | } | au comptant et sans sûre- |
| | | tés : 30 % par an |
| | | au comptant et avec sûre- |
| | | tés : 20 % par an |
| plafond pour chaque créancier étranger : 15 % de tous ses crédits. | | |
| crédits directs à l'économie : par acceptations : 15 % par an | | |
| plafond pour chaque créancier étranger 5 %. | | |

Le créancier doit indiquer au débiteur son intention de faire usage de cette clause : dans la quinzaine (cas 1) ou dans le mois suivant (cas 2) le débiteur doit déclarer s'il veut effectuer le paiement nécessaire à la Reichsbank ou s'il veut un délai motivé de deux mois (dans ce dernier cas il doit s'y engager par billet à ordre). S'il déclare ne pas pouvoir payer, il doit produire son bilan accompagné de toutes explications nécessaires, et le créancier peut user contre lui de toutes voies d'exécutions légales, sauf veto de la Reichsbank.

Théoriquement il pourra être créé environ 1 milliard de Registermark, dans la pratique on s'attend à un montant moitié moindre.

Le nouvel accord est probablement le meilleur que l'on pouvait réaliser à l'époque. Le moment d'un règlement définitif — d'importance d'ailleurs plutôt psychologique que matérielle — n'est pas encore venu. Une consolidation immédiate était impossible, l'émission d'obligations (clause Wiggin) aurait coûté aux créanciers 50 % du capital de leur créance. La clause Wiggin n'a pas été appliquée du tout, la clause suisse n'a joué que pour 100 millions, plus importante est son extension. Nous sommes donc encore en face d'une solution

provisoire ; le rapport des créanciers contient un pressant appel au gouvernement de liquider les questions internationales en suspens qui paralysent le commerce international.

4. — Les accords de 1934 et 1935.

L'année 1933 a été mauvaise pour la balance commerciale allemande. Son solde créditeur s'élève à 667 millions RM., mais une quantité bien inférieure de devises est rentrée en Allemagne, car une grande partie de l'exportation était une « exportation supplémentaire » (*Zusatzexport*). On appelle *Zusatzexport* une exportation normalement impossible à cause de la dévaluation monétaire du pays acheteur, l'exportation est donc faite à perte ; mais l'exportateur allemand peut compenser cette perte en utilisant une partie du prix de vente pour acheter à l'étranger, soit des Bonds allemands émis à l'étranger, soit des scrips, soit des marks bloqués qu'il revend en Allemagne en faisant un bénéfice. Il nous faut revenir un peu en arrière pour expliquer ce que c'est que ces *scrips*.

La Reichsbank se sentant incapable d'assurer le transfert en monnaies étrangères des intérêts des dettes commerciales, a convoqué en juin 1933 une conférence des créanciers. Le 9 juin, les créanciers à court terme se sont déclarés prêts à moratoire jusqu'au 28 février 1934, les transferts à effectuer par la Golddiskontbank en vertu de son obligation de garantie (75 millions pour l'annuité de 1933) ainsi qu'à consentir à une réduction de 1/2 % des taux d'intérêt à partir du 15 juillet 1933.

Le 30 juin 1933, le gouvernement allemand décréta un moratoire des transferts des intérêts des dettes privées à moyen et à long terme, moratoire presque général. Il décide que 50 % des transferts seraient effectués, pour les autres 50 % une caisse de conversion émettrait des « scrips » que la *Golddiskontbank* s'engage à acheter au cours de 50 %.

En décembre 1933, la quote-part transférable fut réduite à 30 %, le montant en scrips devant s'élever à 70 % à partir du 1^{er} janvier 1934 ; mais la Golddiskontbank porte son prix d'achat des scrips délivrés aux créanciers étrangers à 67 %, ainsi 76,9 % des intérêts sont finalement transférés.

L'exportateur allemand, à condition de faire un *Zusatzexport*, reçoit l'autorisation d'accepter pour une partie du prix payé par l'acheteur des *scrips* qu'il se fait rembourser par la Caisse de conversion. Il réalise donc un bénéfice qui provient de ce que le cours des scrips fixé par la *Golddiskontbank* est inférieur au pair et que la Caisse de conversion lui remet le montant nominal : l'acheteur étranger qui veut payer ses achats de marchandises allemandes avec ses intérêts bloqués en Allemagne est obligé de se servir des scrips pour la valeur que leur fixe la *Golddiskontbank*, donc de subir une perte.

Mais revenons à l'accord de 1934 sur les crédits à court terme, il proroge sans grandes modifications l'accord de 1933 jusqu'au 28 février 1935.

2,6 milliards de crédits (y compris 270 millions de crédits non utilisés) tombent sous le nouvel accord. La diminution doit être attribuée pour 500 millions à la création de *Registermark*, pour 500 millions à la dévaluation de la livre et du dollar, pour le reste aux remboursements et diminutions de *credit lines*. Pas de nouvelle diminution des *credit lines*, l'Allemagne ne pouvant se passer du volume de crédit restant. Pas de réduction des taux d'intérêt. Rien n'est changé en ce qui concerne les *Registermarks* qui se négocient avec une perte de 20% environ. Les remboursements en marks qui en résultent commencent à poser sérieusement la question de la liquidité des débiteurs, car jusqu'à maintenant ce sont les plus liquides qui ont remboursé. Les banques s'aideront en créant des acceptations ; pour les débiteurs directs la question est plus délicate.

Le 16 février 1935, le cinquième *Stillhalteabkommen*, qui proroge le précédent jusqu'au 29 février 1936, est conclu.

L'accord ne s'applique plus qu'à 2 milliards de crédits (y compris 266 millions de crédits non utilisés réellement) au lieu de 6,3 milliards en 1931. Ce formidable effort de remboursement de 4,3 milliards en 42 mois est remarquable : il est vrai qu'un milliard au moins doit être attribué aux dévaluations monétaires anglo-américaines et 700 millions environ aux annulations de *credit lines* non utilisés. La diminution de 600 millions depuis 1934 provient en majeure partie de la création de *Registermarks* ; entre le 1^{er} mars 1933 et le

31 décembre 1934, il a été créé pour 1008 millions de *Registermark*. La *clause Registermark* subsiste dans le nouvel accord.

Au 31 décembre 1934, les *credit lines* étaient répartis comme suit :

Grande Bretagne	625 millions RM.		
Etats-Unis	529	—	—
Suisse	468	—	—
Hollande	258	—	—
	1.880	—	— (1)

Les créanciers constatent que la situation des devises de l'Allemagne l'a obligée à conclure 26 conventions bilatérales (*clearing*) pour son commerce extérieur, conventions qui contribuent à faire diminuer le solde créditeur de la balance des devises. Mais une amélioration de la situation économique intérieure se fait remarquer, augmentation de la production, diminution du chômage, des faillites, etc. La situation des débiteurs s'est améliorée à tel point que le problème de leur liquidité ne se pose pratiquement pas.

Voici les nouvelles dispositions intéressantes : tout *credit line* non utilisé deux ans de suite, peut être annulé à concurrence de 50 % du montant actuellement non utilisé.

Les annuités de la *Golddiskontbank* (196 millions en tout) continuent à être moratorisées.

Les contingents de crédits non utilisés ne pourront l'être dorénavant qu'à l'aide de traites tirées en contre-partie de transactions du commerce international ; c'est le retour à l'*eligibility* la plus stricte pour une portion des crédits.

La Reichsbank est autorisée à suspendre ses transferts en devises provenant de remboursements sur le capital des créances, sous certaines conditions d'ailleurs.

Les taux d'intérêts sont réduits de 1/2 % (avances au comptant aux banques, seulement 1/4 %).

L'atmosphère internationale n'est donc pas encore suffisamment assainie pour qu'on ait pu renoncer à protéger ces deux milliards de crédits par les barrières du *Stillhalteabkommen*. Craindrait-on vraiment sérieusement un retrait

(1) Bank-Archiv, 1^{er} mars 1935, p. 241.

précipité de cette somme, peu importante en comparaison du volume du commerce extérieur allemand ?... Les banques allemandes sont loin d'avoir recouvré l'entière confiance de l'étranger quoique « les négociations aient été conduites à nouveau des deux côtés dans un esprit de confiance et de compréhension (1) ».

(1) Frankf. Ztg. No du 18/2/1935.

DEUXIÈME PARTIE

APRÈS LA CRISE
LA COMMISSION D'ENQUÊTE BANCAIRE

CHAPITRE I

LA « BANKENQUETE » ET LES CAUSES DE LA CRISE BANCAIRE

Quelles sont les causes de cette crise dont nous avons suivi pas à pas l'évolution et quelles sont les réformes profondes qui doivent en être la conséquence logique ? Ce problème est passé au second plan pendant la période de lutte contre les ravages de la crise — il paraissait oiseux de rechercher la cause des événements alors même que le plus urgent était d'y remédier. Mais depuis que nous sommes sortis de la période de crise aiguë pour entrer dans une période d'accalmie, c'est-à-dire depuis le début de 1933 environ, la question des causes et des réformes est repassée au premier plan des préoccupations, non pas de l'opinion publique qui ne s'y intéresse que modérément, mais des milieux bancaires, politiques et scientifiques. Deux raisons à cela.

Tout d'abord, le problème était posé de savoir si la crise n'avait pas attaqué si profondément les banques qu'une réforme de leur structure et des principes mêmes de leur constitution ne s'imposât. La connaissance des causes de la crise était indispensable pour résoudre ce problème : selon que ces causes étaient fortuites, inhérentes au système ou purement externes, la solution changeait.

D'autre part, une raison d'ordre politique. Le parti national-socialiste, dans ce qu'il avait encore de socialiste au début de son ascension au pouvoir, était l'ennemi déclaré des grandes banques privées, ces dictateurs du crédit et de l'intérêt. La connaissance des causes de la crise lui était une arme servant à deux fins : combattre les grandes banques et rejeter les responsabilités sur les errements de l'« ancien régime ». Nous avons vu, depuis, le caractère socialiste du gouvernement allemand évoluer ; il n'en reste pas moins vrai

que les banques sont étroitement liées au programme économique général du gouvernement, les causes de la crise ne peuvent pas être indifférentes à celui-ci, en tant que constituant un facteur important de l'orientation à donner à la politique de crédit.

Une vieille tradition veut qu'après toute crise, on réunisse une assemblée de savants experts qui examinent les dégâts, en recherchent le pourquoi et le comment, et finissent — après d'interminables travaux — par donner au gouvernement de sages conseils pour éviter que cela ne recommence. Sur quoi, le gouvernement en fait à sa guise, d'autant plus facilement qu'il s'agit de l'Allemagne d'aujourd'hui. Une commission d'enquête (*Untersuchungsausschuss für das Bankwesen*) a donc été instituée pour examiner les causes de la crise bancaire de 1931 et les réformes à proposer au législateur, M. Schacht en fit l'annonce à l'assemblée générale annuelle de la Reichsbank, le 7 avril 1933.

1. — Les travaux de la Commission d'enquête.

L'Allemagne a déjà eu trois commissions d'enquête bancaire : la première en 1854/52 ; la deuxième en 1908/09 après la grave crise de 1907, elle s'occupa surtout de la Reichsbank, de la sécurité des dépôts et de l'amélioration de la liquidité de caisse que M. Havenstein demandait avec insistance. La troisième fut celle de 1926/30 dans le cadre d'une enquête générale sur l'économie allemande, beaucoup trop vaste et trop longue ; elle n'eut aucune conséquence pratique, car au moment de sa publication elle était déjà caduque.

La Commission d'enquête de 1933/34 se composait de quinze membres, dont tous les membres du Curatoire aux banques et des représentants du gouvernement, de l'université et de l'économie. Son président était M. Schacht, gouverneur de la Reichsbank.

La séance inaugurale eut lieu le 6 septembre 1933. Des discours furent prononcés. M. Schacht insista sur les points suivants : importance de la formation du capital par l'épargne, — l'Etat seul crée la monnaie, les banques ne font

que l'administrer, — le commerce du crédit doit-il être retiré en principe des mains privées pour être confié à l'Etat ?, — méconnaissance par les banques de la situation créée par la guerre en ce qu'elles ont remplacé le capital interne manquant par des capitaux étrangers instables, — le système bancaire renferme des défauts, le gouvernement national-socialiste a le courage et la force d'y remédier.

M. Gottfried Feder, le théoricien, tombé en disgrâce depuis, du parti national-socialiste, prit également la parole pour constater que si dans l'économie de la production toute socialisation est à repousser, il en est différemment pour la circulation : dans le domaine monétaire, les intérêts privés doivent passer au second plan. Enfin, le sacrifice d'un milliard que l'Etat et les contribuables viennent de faire, montre suffisamment que les banques allemandes ont failli.

M. Friedrich, membre du directoire de la Reichsbank, expose la méthode de travail de la Commission : préparation d'exposés par un certain nombre d'experts — lecture de ces exposés, audition d'autres experts et discussion générale en séance plénière de la commission — clôture des débats et élaboration d'un rapport final à présenter au gouvernement ensemble avec un projet de loi pour réaliser les réformes qui seraient jugées nécessaires.

La rédaction de vingt-six exposés fut confiée à d'éminents représentants de la science économique (MM. les Professeurs von Bissing, Walb, Bente, Stucken, etc...) et des instituts bancaires (MM. Rummel, Nordhoff, O. Chr. Fischer, etc...). Ces exposés sont classés méthodiquement en trois groupes (1).

Le premier groupe comprend onze exposés qui traitent de la crise bancaire actuelle et de ses causes :

1. Conséquences de la guerre et de la suite de la guerre sur le système bancaire allemand, avec des considérations sur la période d'avant-guerre.

2. Le rétrécissement du capital et de ses succédanés.

3. Surmultiplication et concurrence dans l'appareil de crédit allemand.

(1) V. le texte complet dans « Untersuchung des Bankwesens 1933 ».

4. La banque privée.
5. La coopération dans le domaine bancaire.
6. Les caisses d'épargne.
7. Immixtion de l'Etat et des communes dans le domaine bancaire.
8. Problème du rendement des banques, de leurs frais et de leurs méthodes de gestion.
9. La question de la liquidité.
10. Politique de crédit défectueuse.
11. Le bouleversement du marché monétaire et financier.

Le deuxième groupe s'occupe des tentatives d'assainissements déjà réalisées et comprend six exposés :

1. Le mouvement de concentration dans le système bancaire, forces antagonistes et tendances à la déconcentration et à la spécialisation.
2. Essais d'amélioration du rendement, de diminution des frais et d'augmentation des bénéfices.
3. Mesures prises par l'Etat pour le contrôle et la réglementation des banques.
4. Mesures de crise de l'année 1931.
5. Essais en vue de la création privée de monnaie.
6. Essais d'influence sur le marché financier.

Le troisième et dernier groupe est consacré à la politique de la Reichsbank et comprend cinq exposés :

1. La période d'avant-guerre et de guerre.
2. L'inflation.
3. Stabilisation et protection de la monnaie.
4. La part de la Reichsbank dans la reconstruction du marché monétaire et financier.
5. Les mesures de la Reichsbank en faveur d'une amélioration de la publicité, liquidité et solidarité des banques.

A ces exposés s'ajoutent une revue des législations étrangères sur les banques de crédit, une bibliographie détaillée et des statistiques fournies par la Reichsbank et les orga-

nismes corporatifs bancaires (*Central-Verband des deutschen Bank u. Bankiergewerbes*).

Le 21 novembre 1933 s'ouvrit la discussion publique sur les travaux des experts, vingt-huit séances de la Commission y furent consacrées. Devant la Commission comparurent au total cent vingt-trois experts, représentant la science, les différentes sortes de banques, le commerce, l'industrie, l'agriculture, l'artisanat et les ouvriers et employés.

La clôture des débats fut prononcée le 20 décembre 1933. La Commission, nantie de tous les renseignements nécessaires, se mit au travail pour élaborer le projet de réforme à présenter au gouvernement. Ses travaux se poursuivirent pendant toute l'année 1934 en séances secrètes sans publicité aucune ; mais dès avant leur achèvement, M. Schacht exposa dans un grand discours prononcé le 26 janvier 1934 à l'Institut d'Economie mondiale de l'Université de Kiel, les idées de la Reichsbank sur la réforme future du système bancaire allemand (1).

L'importance de ce discours, eu égard notamment à la personnalité de son auteur, nous incite à l'examiner de plus près.

Tout d'abord, M. Schacht parle de la crise bancaire en général. Il constate qu'elle ne s'est pas limitée à l'Allemagne et que l'on doit en voir les causes dans le mépris de tous les principes raisonnables de la politique bancaire, le tout encouragé et aggravé par « l'insensée politique d'après-guerre des Etats vainqueurs. » Que la monnaie n'est que représentative de biens, mais non un bien en soi, que des capitaux empruntés à court terme ne doivent pas être investis à long terme, que seul l'or est la monnaie d'échange internationale, qu'une créance à long terme quoiqu'exprimée par une lettre de change n'en devient pas plus liquide pour cela — autant de principes que l'on bafoua sous la pression de la politique des réparations.

Ce n'est pas tant une organisation défectueuse du système qui a provoqué la crise, mais ce sont les défaillances des dirigeants bancaires qui n'ont pas su résister aux influences du

(1) Frankf. Ztg., N° 48, 49, 50 du 27 et 28-1-1934

pouvoir politique. Que l'on ne croie donc pas trouver le remède universel dans une modification du système, qu'il s'agisse d'étatisation ou de « reprivatisation », le problème ne présente pas d'intérêt actuel : le système n'empêche rien quand les hommes faillissent. A la tête de la réforme bancaire, se trouve la nécessité d'une réforme spirituelle (*Reformierung der Gesinnung*), car ce qui est décisif, c'est que le système bancaire soit animé de l'esprit national-socialiste.

Se poser en ennemi de principe du capital est insensé : l'existence du capital se justifie par son aptitude à procurer du travail. Le capital d'emprunt est utile, et l'intérêt est nécessaire si l'on veut se servir de ce capital, mais il ne faut pas que le propriétaire de ce capital d'emprunt exerce une influence dominante sur l'économie nationale — voilà ce qu'il faut entendre par la « rupture de l'esclavage de l'intérêt » (la doctrine chère à M. Gottfried Feder). Mais la création du capital dépend uniquement de la volonté d'épargner de chacun.

Les banques, en tant qu'intermédiaires dans le commerce du capital, doivent exercer leur profession dans l'intérêt du plus grand bien général. C'est ce qu'elles ont trop oublié depuis la guerre ; trop d'immixtions dans le domaine de la production, trop de crédits exagérés, trop d'engagements dangereux, pas de solidarité corporative, une attitude lamentable du gouvernement, voilà ce qui en juillet 1931 a livré les banques sans défense à la pression politique extérieure. Telle est l'opinion de M. Schacht.

La seconde partie de son discours s'attache aux détails de la future réforme bancaire.

Dès l'abord il constate que l'Allemagne ne possède plus ni marché monétaire, ni marché financier. Or, l'existence d'un marché monétaire et financier indépendant, alimenté par l'épargne, telle est la condition préalable pour le fonctionnement d'un système bancaire. Il s'agit donc de le reconstituer, d'autant plus que l'Etat en a besoin pour ses projets de financement du travail. Il faut donc favoriser la création de capital par l'épargne, et ce n'est pas par des déclarations de guerre au capital et à l'intérêt qu'on y arrivera.

Les instituts de banque et d'épargne de toutes sortes tra-

vaillent avec 45 milliards RM. environ de crédits, dont 23 à long terme et 21 à court terme :

	Marché financier	Marché monétaire
instituts hypothécaires. . . .	10 milliards	— —
caisses d'épargne	8,7 —	2,8 milliards
banques privées	— —	11,5 —
banques publiques	4,5 —	3,8 —
coopératives de crédit . . .	— —	3,1 —

Le premier point de la politique nationale-socialiste de crédit est la séparation absolue du marché financier et du marché monétaire. Le premier doit s'occuper uniquement de la satisfaction des besoins à long terme et le second de la satisfaction des demandes de crédits liquides à court terme nécessaires à la circulation des marchandises.

On semble craindre que la Commission d'enquête ne recommande que les caisses d'épargne n'abandonnent le commerce du crédit à court terme. C'est un malentendu : les caisses d'épargne, comme les banques d'ailleurs, peuvent se consacrer aux deux branches du crédit, mais à condition de les séparer complètement. Il importe seulement que des crédits à court terme ne soient pas investis à long terme et vice-versa. Tous les dépôts à long terme, qu'ils affluent aux caisses d'épargne ou aux banques (compte d'épargne) doivent aboutir au marché financier. Un contrôle des remplois, de la liquidité et de la publicité des caisses d'épargne s'impose.

Les instituts hypothécaires souffrent de ce que leurs émissions des dernières années ont été faites à des taux d'intérêt trop élevés. Un des succès du nouveau régime est la hausse du marché des rentes qui laisse prévoir de prochaines possibilités de conversion (la conversion de 6 % à 4 ½ % fut réalisée en février 1935) ; mais pas d'intervention hâtive et forcée : on ne commande pas le marché financier.

Voilà le principe, il entraîne des conséquences dans le domaine de la liquidité des banques. La question se pose de savoir s'il faut instituer un rapport déterminé entre le capital social et les engagements globaux, si l'encaisse en espèces doit atteindre un montant fixe par rapport aux engagements,

si un plafond doit être créé pour certains crédits, etc... Toutes ces questions méritent une étude approfondie par la Commission d'enquête.

En ce qui concerne le problème des banques régionales, il convient tout d'abord de renforcer celles qui existent et de conserver les moyennes et petites banques privées qui servent aux mêmes fins.

La question des frais se pose pour les banques, car plus leur activité spéculative diminuera, plus il sera nécessaire d'honorer les utiles services qu'elles rendent de façon à ce qu'elles puissent subsister. Le problème des conditions générales de crédit est à régler corporativement par des directives d'ensemble.

Une réglementation de la concurrence s'impose de toute nécessité, aussi bien pour les banques privées que publiques. Les excès de la concurrence tels que nous les avons vus avant la crise, ne doivent pas se renouveler.

Tout un ensemble de mesures de publicité doit être créé : amélioration des bilans, rapports plus approfondis, contrôles périodiques, etc.

Il importe enfin de réglementer l'emploi de la dénomination « banque », l'ouverture de nouvelles banques, la création de succursales, les fusions, etc... C'est là une tâche qui doit incomber au contrôle de l'Etat, sans toutefois que l'initiative privée si précieuse dans le domaine bancaire n'en soit paralysée.

Ce discours renferme dans ses grandes lignes l'esprit qui anime les travaux de la *Bankenquete* et qui se traduira dans ses conclusions.

Le 29 novembre 1934, la Commission d'enquête publie son rapport final et soumet au gouvernement un projet de loi qui est promulgué le 5 décembre 1934 sous le nom de « loi sur l'organisation de crédit ». Nous examinerons ces deux documents plus loin.

2. — Les causes de la crise.

Les causes d'une crise puisent leur source dans un ensemble de facteurs dont la répercussion totale est supé-

rieure à la somme des répercussions de chaque facteur pris seul : non seulement l'action de chaque facteur est à considérer, mais aussi sa réaction sur les autres. Nous nous attacherons à dégager les facteurs que nous considérons comme décisifs et nous décrirons ceux-là seulement, la description d'une multitude de causes aurait pour inconvénient de ne pas mettre suffisamment en lumière celles-là seules qui sont primordiales.

A. — INSUFFISANCE DE LA BASE EN CAPITAL DES BANQUES (1).

Les banques de crédit allemandes sont du type dit « mixte », combinant à la fois la banque de dépôts et la banque d'affaires du type français. Leur capital social et leurs réserves, ce que nous appellerons les « ressources propres », (*eigene Mittel*) doivent donc non seulement servir de garantie aux dépôts (comptes-courants créditeurs) et acceptations, que nous qualifierons de « ressources extérieures » (*fremde Mittel*), mais aussi servir de pare-choc aux pertes éventuelles provenant du portefeuille-titres et des participations diverses. Leur capital doit donc être relativement plus important que dans les banques de dépôts pures, plus exactement la proportion des ressources propres aux ressources extérieures doit être plus élevée. C'est sous le bénéfice de cette observation qu'il faut comparer le montant de cette proportion en Angleterre, France et Allemagne :

1929 banques anglaises (joint stock banks)	6,8 %
banques françaises (gr. établissements de crédit)	7,8 %
D banques allemandes	7,2 % (1:14)

La nécessité d'un capital élevé s'impose donc déjà rien qu'en raison de la structure même des banques allemandes. D'autre part, la politique d'expansion et d'industrialisation à outrance poursuivie depuis la guerre par les banques ne fait que renforcer cette nécessité.

Or, que voyons-nous ? contentons-nous de citer les

(1) Untersuchung des Bankwesens, p. 64 et suivantes.

chiffres extraits des bilans, ils se passent de commentaires :

	en millions RM.	ressources propres	ressources extér.	proportion en %
	1913	1.385	5.871	23,6
	1925	663	4.885	13,6
4 (3) grandes	1930	780	10.970	7,1
banques de	1931	529	8.082	6,5
Berlin	1932	444	7.414	6,0
	1933	412	6.649	6,7

Ressources propres de toutes les banques

de crédit (Berlin et province)	1913	3,891 mill. RM.
	1932	813 — —

Au 30 avril 1931, juste avant que n'éclate la crise, voici quelles étaient les proportions entre les ressources propres et les ressources extérieures :

<i>Deutsche Bank und Diskontogesellschaft</i>	1 : 9,6
<i>Dresdner Bank</i>	1 : 17
<i>Darmstädter u. Nationalbank</i>	1 : 19
<i>Commerz u. Privatbank</i>	1 : 13

Les deux banques les plus faibles en capital, Danat et Dresdner, furent aussi celles qui furent le plus rudement frappées par la crise.

Le fait est que la guerre et l'inflation ont anéanti le capital des banques. Lorsqu'en 1924 furent dressés les bilans-or, le capital social fut maintenu très bas, en raison des faibles possibilités de rendement et de l'état du marché financier ; mais par contre, d'importantes réserves, tant occultes qu'ouvertes, furent constituées. Les années 1926 et 1927 renforcèrent sans doute ces réserves, à partir de 1927 toutefois les réserves occultes diminuèrent et l'augmentation du capital social se montra impossible, le marché refusant d'absorber des actions de banques. Bien plus, c'est de cette époque que datent les interventions continues des banques sur le marché de leurs propres actions, pour éviter que les cours ne tombent au-dessous du pair. Cela a conduit au résultat effarant que nous connaissons : en 1931 les banques détenaient en portefeuille plus de la moitié de leur capital, de sorte qu'en réalité les chiffres plus haut cités sont encore plus défavorables.

Une politique de dividendes élevés a été poursuivie depuis

1924, mais on aurait mieux fait de renforcer la capital. A partir de 1928, des dividendes n'ont pu être distribués qu'en sacrifiant des réserves, de sorte qu'en 1930 elles sont presque épuisées. C'est ainsi qu'en 1931, la crise a frappé des banques au capital trop faible et aux réserves dangereusement diminuées.

La crise de 1931 a coûté aux banques plus de cinq milliards, tant en ressources propres qu'en ressources extérieures. Le capital reconstitué en 1932 n'a d'ailleurs plus du tout la même signification qu'avant la crise, il correspond simplement aux traditions : la véritable garantie des créanciers des banques, c'est dorénavant l'intervention de l'Etat.

Quoi qu'il en soit, un système bancaire tel que le système allemand et reposant sur une base de capital aussi réduite ne pouvait résister à une crise violente. Bien plus, un tel manque de capital devait la provoquer.

B. — CONCURRENCE ENTRE BANQUES PUBLIQUES
ET BANQUES PRIVÉES ET TROP GRANDE EXTENSION
DE L'APPAREIL BANCAIRE.

Il existe à côté des banques de crédit privées tout un groupe d'instituts accomplissant les opérations normales du commerce bancaire (escompte, avances, prêts, etc...), mais d'une nature juridique différente, ce sont les banques publiques : *Girozentralen*, *Staatsbanken*, *Landesbanken*, Caisses d'épargne, etc. Ces banques sont soumises à une réglementation et à un contrôle spécial, différent suivant l'organisme qui exerce la tutelle administrative. Le contrôle s'étend spécialement à la question de la liquidité et de l'emploi des dépôts.

Depuis la guerre, ces instituts sont devenus des concurrents de plus en plus dangereux pour les banques privées. Une partie croissante de l'épargne a échappé aux banques privées pour aller s'accumuler dans les banques publiques. Entre 1913 et 1930, la somme des bilans des banques d'Etat a passé de 958 millions RM. à 2117 mill. RM. Le total des comptes-courants créditeurs des *Girozentralen* et instituts de crédit communaux est passé aux mêmes dates de 273 mill. à

3 milliards (1). Entre 1913 et 1932, la part des banques privées dans le commerce actif et passif de toutes les banques allemandes est passée respectivement de 70,9 % à 50,3 % et de 89,4 % à 66 %, au bénéfice des banques publiques dont la part a passé de 8,7 % à 31,2 % et de 7,5 % à 29,9 % (2). Voici les chiffres des créiteurs de toutes les banques publiques (3) :

en mill. RM.	1913	1929	1931
Girozentralen	—	2.273	1.710
Caisses d'épargne.	65	1.497	1.292
Oeff.-rechtliche Banken.	1.145	4.823	4.480
total	1.210	8.593	7.482

Les banques publiques ont non seulement diminué les possibilités de rendement des banques privées, mais elles leur ont enlevé des milliards de dépôts qui, en raison de leurs fonctions, auraient dû leur revenir naturellement. Il est à craindre que ce détournement de dépôts ne diminue l'aptitude des banques privées à financer le commerce et l'industrie, ce qui au point de vue économique général n'est pas compensé par l'extension de l'activité des banques publiques, car celles-ci ne peuvent pas, en raison même de leur structure, remplir toutes les tâches des banques privées. Le danger réside dans ce que le capital s'engage dans une voie économiquement fausse en s'accumulant dans les instituts publics de crédit, provoquant ainsi une sorte de sous-alimentation dans les véritables organes de financement.

Le maintien du volume actuel des instituts publics de crédit n'est pas justifié par la nécessité d'accomplir les fonctions en vue desquelles ils ont été créés — alimentation en crédit du petit commerce et réservoir de la petite épargne — fonctions dont nul d'ailleurs ne nie l'utilité. « C'est à une séparation nette des différents domaines d'activité des diverses sortes d'instituts bancaires qu'il faut tendre, avec pour but la recherche de la perfection dans chaque domaine » ainsi s'exprime avec clarté M. le conseiller d'Etat Reinhart, direc-

(1) Frankfurter Ztg. N° 445-446 du 18-6-1933.

(2) Untersuchung des Bankwesens, vol. 2. page 9.

(3) *Op. cit.*, vol. I, p. 143.

teur de la *Commerz-und Privatbank*, à une réunion corporative, se faisant l'interprète de tous ses collègues (1). Les chiffres suivants illustrent d'ailleurs parfaitement ce qu'une telle séparation a de naturel :

caisses d'épargne	crédits inférieurs à 5.000 RM	99 % en nombre	85 % de la somme totale
DD Bank	crédits inférieurs à 5.000 RM	91,7 % en nombre	48,3 % de la somme totale
—	crédits supérieurs à 5.000 RM	8,3 % en nombre	81,7 % de la somme totale.

Il est vraisemblable qu'un des facteurs qui a poussé les banques privées vers l'utilisation des crédits étrangers à court terme, a été la raréfaction des dépôts internes par suite de la concurrence des banques publiques. Mais ce n'est là qu'un facteur entre d'autres, il ne faudrait pas y voir le facteur unique tout simplement parce qu'en 1929 les crédits étrangers des banques privées s'élevaient à 6,3 milliards et que les dépôts de banques publiques accusaient une augmentation de 7,2 milliards par rapport à 1913. Un rapprochement de chiffres n'induit pas forcément un rapport de causalité. Quoi qu'il en soit, le professeur Walb est obligé de constater que « les grandes banques berlinoises ont été de 1924 à 1929 principalement des canalisations pour les crédits étrangers. Comme réservoir de la formation intérieure du capital, elles ne jouaient plus le même rôle qu'avant la guerre » (2).

Voici donc une des faces du problème de la concurrence dans le système bancaire : concurrence entre banques privées et banques publiques. L'autre face est la concurrence entre banques privées. Cette concurrence se manifeste de deux façons : d'abord dans la politique de crédit. Là, c'était la guerre au couteau, la lutte de prestige à outrance, dût-elle mener à la ruine ; personne ne voulait rester en arrière du moment qu'un concurrent s'était engagé dans une affaire, si risquée fut-elle. Les exemples de la Nordwolle, de Karstadt etc., sont édifiants à cet égard.

Puis la concurrence se manifeste dans l'extension exagérée de l'appareil bancaire et cela malgré une économie forte-

(1) Bank-Archiv., 1^{er} mars 1934, p. 244.

(2) *Op. cit.* vol. 1 p. 175.

ment amputée par la guerre et l'inflation ; mais une grande banque se serait crue déshonorée si, du moment qu'une autre grande banque avait une succursale sur une place déterminée, elle n'en avait pas eu une aussi. Le prestige d'abord. Aussi ne faut-il pas s'étonner si depuis 1914 le nombre des succursales quadruplait presque, alors que le chiffre d'affaires diminuait et que le total des bilans n'augmentait pas pour ainsi dire : (1)

Grandes banques de Berlin à succursales.

	Sièges	Succursales	Agences	Total	Sommes des bilans
1914	7	115	239	362	6,8 milliards
1929	4	750			
1933	3	687	550	1.240	7,2 milliards.

Quant à la concurrence locale, en voici le tableau :

		1929	1933
A peu près villes jusqu'à 100.000 habitants.	une banque dans	324	268 villes
	deux banques —	114	139 —
	trois — —	39	69 —
Au-dessus de 100.000 hab.	quatre — —	28	6 —
	cinq — —	16	0 —

A la suite de la crise, un certain nombre de succursales ont été supprimées ou fusionnées, c'est une œuvre qui n'est pas encore terminée.

Il est très difficile de déterminer s'il y a eu fonctionnement à vide et frais économiquement injustifiés par suite de la trop grande extension de l'appareil bancaire. Ni le nombre des entreprises, ni le nombre des filiales, ni le nombre du personnel, comparé avec le total des bilans et le chiffre d'affaires, ne constitue à cet égard un critérium certain. Ces chiffres nous fournissent plutôt des indications et des présomptions que des moyens de preuve absolus.

En résumé, la base d'existence des grandes banques privées nous semble avoir été dangereusement atteinte par la concurrence des banques publiques et par la concurrence interne.

(1) *Op. cit.*, vol. I, 119.

C. ABUS DES CRÉDITS ÉTRANGERS A COURT TERME.

On distingue deux grandes branches dans les opérations d'une banque : le commerce passif qui consiste à accumuler des capitaux et le commerce actif dont l'objet est de placer ces capitaux. Le bilan reflète exactement cette division que l'on qualifie aussi de « problème des emplois ». Les éléments du passif qui ont été nécessaires aux banques allemandes pour financer leur commerce actif sont le capital social, les réserves officielles, les comptes-courants créditeurs (les dépôts), les acceptations, les emprunts à long terme (pour mémoire seulement, car en pratique ils étaient insignifiants).

Or, nous avons vu la faiblesse du capital social, les dépôts ont donc dû suppléer le capital propre défaillant pour le financement des opérations des banques. S'il est déjà imprudent de financer l'industrie presque entièrement avec des dépôts qui dans la proportion de 90 % sont à moins de trois mois d'échéance, il y a danger grave à le faire lorsque la structure de ces dépôts est telle qu'elle l'était dans l'économie bancaire allemande de 1924-30.

Les comptes-courants créditeurs ne se composaient qu'en faible partie de dépôts véritables provenant de l'épargne privée, la concurrence des banques publiques et des caisses d'épargne avait fortement contribué à leur diminution, comme nous l'avons vu. Une forte partie se composait de crédits étrangers à court terme, principalement américains : vers le milieu de 1930, les grandes banques de Berlin seules avaient absorbé 5,5 milliards de crédits étrangers à court terme, crédits par acceptations et avances au comptant, soit 45 % des comptes-courants créditeurs. D'autre part, une partie des dépôts internes provenait des crédits étrangers accordés directement aux entreprises privées.

Les banques allemandes ne pouvant financer leur œuvre formidable d'expansion industrielle, ni avec leurs ressources propres, ni avec les dépôts d'origine interne, ont eu recours au crédit étranger ; comme la Reichsbank s'opposait aux emprunts à long terme, elles se sont tout simplement contentées de crédits à court terme. Il est vrai que les taux d'intérêt élevés qui régnaient en Allemagne depuis 1924 en

raison de la disette des capitaux ont contribué à attirer les capitaux étrangers à venir se placer en Allemagne. La politique des Federal Reserve Banks depuis 1927 a aussi favorisé ces mouvements de capitaux. Enfin il faut reprocher aux banquiers étrangers d'avoir, attirés par des taux d'intérêts rémunérateurs, accordé à l'Allemagne une quantité démesurée de crédits à court terme, sans se préoccuper de savoir si ces crédits recevaient le seul emploi auquel ils sont naturellement destinés : l'alimentation du marché monétaire et le financement du commerce international.

Certes, l'on peut taxer les banquiers étrangers de blâmable complaisance et d'imprudence, mais les grands coupables furent tout de même les banquiers allemands.

Sans arrêt, les banques allemandes ont poursuivi une politique d'expansion industrielle à outrance avec des capitaux étrangers, dès 1927 l'état du marché financier aurait dû les inciter à la prudence. Les avertissements n'ont pas manqué : En septembre 1925 le « Centralverband des deutschen Bank- und Bankiergewerbes » avait mis ses membres en garde contre les dangers d'un endettement à court terme envers l'étranger, en mars 1927, M. Schacht attirait l'attention sur l'illiquidité croissante de l'économie allemande. Il faut ajouter que l'« Office pour les emprunts étrangers » près la Reichsbank empêchait tout emprunt étranger à long terme et poussait de sorte vers l'emploi des crédits à court terme. D'autant plus doit-on s'étonner que M. Schacht, le responsable de cette politique de l'institut d'émission, reproche aujourd'hui aux banques leur endettement à court terme envers l'étranger. Cette volte-face est vraiment surprenante.

Tout crédit étranger à court terme est caractérisé par son instabilité extrême et par des fluctuations à causes extra-économiques. Les banques allemandes devaient le savoir et le savaient : C'était un fait connu dès avant la guerre et qui depuis s'était manifesté notamment pendant la Conférence des Réparations à Paris, au printemps de 1929. Ce dernier avertissement, pourtant sérieux, aurait dû inciter à la prudence, mais il était déjà trop tard à ce moment pour réduire le montant des crédits. Et puis, se disait-on, l'étranger a

renouvelé ses crédits jusqu'à maintenant, il continuera bien... qui vivra, verra — légèreté impardonnable.

Tout endettement à court terme envers l'étranger est déjà, en soi et les principes les plus stricts de la politique bancaire fussent-ils respectés, une faute. Les retraits massifs qui peuvent avoir lieu à tout moment, sont toujours gênants, même quand ils ne provoquent pas une catastrophe.

Cette faute, l'Allemagne l'a commise, et elle l'a aggravée par l'emploi qu'elle a fait de ces crédits. Des crédits étrangers par acceptations doivent exclusivement servir à financer les opérations du commerce international, et les avances au comptant doivent s'employer sur le marché monétaire et le marché hors banque. En tout cas, seules des opérations self-liquidating doivent être envisagées. Et en réalité, que s'est-il passé? La majeure partie des crédits étrangers à court terme a été employée pour des transactions commerciales internes, pour les investissements à long terme, au financement de la production alors que le crédit de banque ne doit financer que la circulation des biens. Des municipalités ont effectué des travaux publics avec des tirages américains à 90 jours.

Des industriels ont procédé à des installations amortissables en 10 ans ou plus, en se procurant par l'intermédiaire de leurs banques des acceptations anglaises à 90 jours qu'ils escomptaient ensuite sur le marché. Enfin, je cite un des experts, des crédits à court terme ne furent-ils pas employés « pour surmonter les embarras des finances publiques (1). »

Les bilans des banques restaient muets sur l'origine étrangère des comptes-courants créditeurs et l'emploi qui en était fait. Seule la rubrique « Crédits de clientèle chez des tiers » indique des acceptations étrangères. Il aurait fallu veiller à des remplois particulièrement liquides et publier les indications nécessaires pour pouvoir calculer séparément la liquidité externe ; mais le public se serait vite rendu compte du danger latent que présentait la situation, et c'est ce qu'il importait d'éviter.

Si l'on considère cet ensemble de faits, on voit que l'économie allemande reposait en 1931 sur une base d'une fragi-

(1) *Op. cit.*, p. 84.

lité extrême, parce que de provenance étrangère. Tout dépendait de la confiance de l'étranger en Allemagne. Les événements politiques qui ont détruit cette confiance devaient provoquer l'ébranlement de la base de crédit : ils ont conduit tout droit à la catastrophe bancaire.

D. — ABUS DANS LA POLITIQUE DE CRÉDIT, PARTICULIÈREMENT
EN CE QUI CONCERNE LES RELATIONS AVEC L'INDUSTRIE.

Les banques du type mixte telles que les banques allemandes doivent orienter leur politique de crédit en vue de deux fins :

1) le financement de la circulation des biens en fournissant les fonds de roulement à court terme nécessaires aux entreprises industrielles et commerciales, et cela principalement par la voie de l'escompte et de l'emploi des dépôts à court terme.

2) le préfinancement de la production en fournissant passagèrement à l'industrie les capitaux nécessaires pour les investissements à long terme (constructions, machines, etc...) Les banques se déchargent ensuite du financement définitif en faveur du marché financier, en lançant des émissions d'actions et d'obligations que le public souscrira en majeure partie, les fonds ainsi recueillis serviront en premier lieu à rembourser les banques des avances qu'elles ont faites. Cette opération de préfinancement est réalisée par des ouvertures de crédit en compte-courant. Les banques ne doivent employer à cet effet que leurs ressources propres — c'est pourquoi elles doivent être élevées, comme nous l'avons dit plus haut — et la partie des ressources extérieures qui peut être considérée comme absolument stable. C'est dans ces opérations de préfinancement qu'une banque donne la mesure de ses qualités.

Ces considérations que nous venons de développer et qui étaient les principes traditionnels de la politique des banques allemandes avant la guerre, ne sont que la conséquence du principe fondamental de toute politique bancaire : la symétrie dans le temps du commerce actif et du commerce passif

— ne prêter à court terme que ce qui est emprunté à court terme, ne prêter à long terme que ce qui est emprunté à long terme.

C'est là certes l'idéal qu'il faut s'efforcer d'atteindre, mais la réalisation pratique totale en est presque impossible et même inutile. Il suffit pratiquement d'assurer cette symétrie dans une proportion suffisante pour pouvoir faire face aux demandes de retraits de fonds qui n'atteignent, pour autant dire jamais, 100 % de leur montant. C'est le problème de la liquidité qui consiste à savoir dans quelle proportion une banque peut transformer immédiatement ou à bref délai ses actifs en espèces pour pouvoir faire face à ses engagements. En termes plus techniques : la liquidité est le rapport entre les éléments de l'actif immédiatement réalisables et les ressources extérieures immédiatement exigibles. On peut empiriquement considérer plusieurs degrés dans la liquidité, selon la facilité décroissante de réalisation des éléments de l'actif et leur inclusion plus ou moins poussée dans les éléments dits liquides ; nous avons montré à plusieurs reprises dans la première partie de notre ouvrage ce que les banques allemandes entendaient par liquidité de premier rang ou deuxième rang (notons que dans le schéma officiel des bilans les éléments de l'actif sont classés par ordre de liquidité décroissante).

Lorsque la liquidité est suffisante, on peut estimer que le principe de la symétrie dans le temps du commerce actif et passif est satisfait. Voilà une affirmation bien vague, mais il est impossible de donner un chiffre qui ne soit pas empirique, tout dépend des circonstances, de la nature des dépôts, de la structure du système bancaire considéré.

Il faut distinguer la liquidité formelle de la liquidité réelle. La première s'obtient en prenant brutalement les chiffres d'un bilan de banque et en faisant les opérations arithmétiques nécessaires ; on obtiendra un chiffre qui ne correspondra qu'imparfaitement à la liquidité réelle (au 30 juin 1931, la liquidité de 1^{er} et de 2^e degré des 6 banques de Berlin était de 50 % sur le papier, théoriquement elles auraient donc dû pouvoir rembourser immédiatement plus de 5 milliards, pratiquement nous savons à quoi nous en tenir à cet

égard). Cela s'explique si l'on songe à ce que représente réellement un bilan et aux manipulations auxquelles on soumet la comptabilité pour qu'au jour X on puisse présenter une encaisse renforcée, un portefeuille d'escompte irréprochable, qui permettent d'obtenir de mirifiques chiffres qu'on présentera solennellement au public de bonne foi comme étant la vérité — alors que ce ne sont que le produit des virements de compte et autres acrobaties comptables que les initiés connaissent parfaitement.

La liquidité réelle est avant tout quelque chose de qualitatif, elle dépend essentiellement de la nature des actifs liquides et des passifs exigibles. Il est plus important de connaître la provenance des dépôts que de savoir leur échéance formelle : si la moitié des dépôts est de provenance étrangère, leur stabilité est nulle et à la merci du moindre choc national, on peut s'attendre à tout instant à des retraits précipités.

Quant à l'actif, il n'est pas difficile de calculer une liquidité formelle suffisante. Il suffit d'attirer des crédits étrangers et d'en conserver une partie en caisse en espèces, oserait-on soutenir que c'est là améliorer réellement une liquidité insuffisante ? est-ce qu'un commerçant endetté qui contracte un nouvel emprunt qu'il conserve en caisse, améliore réellement sa situation ? C'est pourtant à de tels artifices que les banques allemandes ont eu recours.

Un autre élément d'actif liquide des plus trompeurs est le portefeuille d'escompte. Une lettre de change n'est vraiment liquide que si elle est un *self-liquidating bill*, il ne suffit pas de couler une créance à long terme dans le moule de la traite à 90 jours d'échéance pour lui donner une liquidité parfaite. Ne parlons que pour mémoire des traites purement financières ou des traites du Trésor.

Ne qualifie-t-on pas de liquides, reports et avances sur titres, alors même que les bourses sont fermées, c'est-à-dire quand leur réalisation est officiellement impossible ?

On voit ce qu'ont de fallacieux toutes les liquidités formelles que l'on se plaît à calculer, seules importent la nature des dépôts et la qualité de l'actif, et c'est justement ce qu'on ne lit pas dans un bilan.

Il n'y a rien de paradoxal à affirmer (1) qu'une liquidité formelle de 37 % en novembre 1933 est certainement de beaucoup supérieure à une liquidité de 54 % en été 1930 (crédits étrangers : 15 % en novembre 1933, 45 % en 1930).

Ces observations préliminaires nous semblaient utiles avant d'en revenir aux réalités de la politique de crédit des banques allemandes pendant les années 1924-1930. Celle-ci est caractérisée par l'abandon des principes traditionnels, un financement exagéré de la production, un état d'illiquidité latente, des abus dans la distribution du crédit, des relations critiques avec la grande industrie et enfin, des fautes personnelles.

« Jamais il n'aurait dû arriver que des crédits à court terme de provenance étrangère ou interne et que des comptes d'épargne servissent aux opérations de financement des entreprises industrielles ou commerciales » (2).

Les banques ont commis la double faute d'absorber en quantité exagérée des crédits étrangers à court terme, puis de les investir plus ou moins ouvertement à long terme. Les banques n'ignoraient pas que les prêts qu'elles consentaient formellement à court terme étaient investis à long terme, puisqu'elles se prêtaient complaisamment à des prolongations illimitées. Autrefois, les banques ralentissaient leurs opérations de financement dès que le marché financier se montrait réfractaire à leurs augmentations de capital ; c'était pour elles un signe de prospérité déclinante et elles savaient que si elles ne réussissaient pas à rejeter le poids du financement sur le marché des capitaux pendant la prospérité, des phénomènes de « gel » des crédits se manifesteraient peu après. Les banques n'ont eu cure de cela, le marché financier se fermait de plus en plus aux émissions d'actions que les banques continuaient à financer largement l'industrie. Doit-on s'étonner si en 1931 les c/c débiteurs se révélèrent gelés et si on ne réussit à les faire diminuer que de quelques centaines de millions, alors que les dépôts fuyaient par milliards, si l'on songe qu'entre le 1^{er} janvier 1929 et le 30 juin 1930 les

(1) Frankf. Ztg., N° 808 du 12-11-1933.

(2) J. Ziegler, Bankensanierung und Bankenaufsicht, p. 50

banques de Berlin consentirent 1.365 millions RM de nouveaux crédits.

Notons que les banques sont elles-mêmes en partie coupables de la paralysie du marché financier. Elles offraient des taux d'intérêt tellement élevés aux dépôts à vue que les épargnants avaient plus d'intérêt à placer leur argent en dépôts remboursables à tout instant qu'à investir leurs fonds à longue durée en souscrivant des actions et obligations. Les banques concurrençaient le marché financier même dont leur existence dépendait. Nous voyons ici à nouveau les inconvénients qu'il y a à pratiquer un système bancaire mixte avec une base en capital insuffisante qui oblige à entrer dans un cercle vicieux pour se procurer les ressources extérieures nécessaires. Comme le dit M. Lansburgh : «... les banques ont dû sur une grande échelle avoir recours aux dernières réserves de l'économie, parce que le système mixte sur lequel leur organisation repose, ne fonctionne pas et que par conséquent la possibilité de la translation des crédits sur le marché des capitaux leur manque (1). »

D'ailleurs toute l'économie allemande s'est rendue coupable des mêmes errements. En mai 1933, l'« Institut für Konjunkturforschung » estimait le total des crédits à court terme investis à long terme par toute l'économie allemande à 18 milliards (110 milliards fr.).

Cet abandon total des principes rationnels a conduit les banques d'une part à un état d'illiquidité latente : les dépôts étaient en majeure partie instables et l'actif difficilement réalisable parce qu'investi à long terme, quelle que soit l'étiquette employée. D'autre part cet imprudent financement de la production a provoqué des pertes de substance énormes, beaucoup de crédits s'étant montrés irrémédiablement gelés et d'autres en majeure partie perdus. En juillet 1934 on croyait d'abord n'être qu'en face d'une crise de liquidité, les années qui ont suivi ont montré que la substance même était perdue. C'est justement qu'on s'était trop attaché à la liquidité formelle, car pour qui va au fond des choses, liquidité réelle et conservation de la substance sont étroitement liées.

(1) Bank, 6 juin 1934, p. 831.

Des abus notoires se sont manifestés dans la répartition des crédits par les banques. Toute mesure a été oubliée, des crédits gigantesques ont été ouverts à des entreprises industrielles. Ces dernières s'entendaient d'ailleurs parfaitement à dissimuler leur véritable situation financière, grâce aux échafaudages inextricables de maisons-mères, de filiales, de consortiums, holdings, communautés d'intérêts. Il suffit de citer les noms de Lahusen, Karstadt, Blumenstein, etc. Le public n'a jamais connu le montant de ces crédits ni leur caractère de crédits à long terme ; mais les directions des banques savaient ou devaient savoir, dans les deux cas elles sont coupables.

Voici à titre d'exemple la répartition d'après leur nombre et leur montant des crédits accordés par les quatre grandes banques de Berlin au 31 octobre 1931 : (1).

	Nombre	en %	Montant en 1.000 RM	en %	Montant moyen en RM
	—	—	—	—	—
Crédits jusq. 20.000 RM	158.730	84,6	501.844	7,9	3.161
de 20.000 à 100.000 .	20.568	10,9	907.967	14,2	44.145
de 100.000 à 500.000 .	6.516	3,5	1.408.869	22	216.247
de 500.000 à 2 millions	1.496	0,8	1.445.147	25,5	966.007
au-dessus de 2 millions	390	0,2	2.136.943	33,4	5.479.341
Totaux	187.700	100	6.400.737	100	34.101

77,9 % du total des crédits consistent en crédits supérieurs à 100.000 RM. et 390 ouvertures de crédits totalisent le tiers des crédits accordés par les grandes banques : voilà qui montre éloquemment l'abus qui a été fait des grands crédits.

L'industrie a aussi sa part de responsabilité, animée d'un désir d'expansion forcené, elle a fait pression sur les banques pour qu'elles leur accordent des crédits exagérés. Les banques ont cédé, car depuis la guerre l'industrie est devenue plus puissante que les banques, et si l'inflation a ruiné les banques, l'industrie a conservé ses immobilisations sans grands dommages. La très grande industrie, telle que l'I.G.-Farben, s'est émancipée de la tutelle des banques en pratiquant le self-financement. Dans la lutte des banques

(1) Bank-Archiv. 1931-32, p. 145.

pour maintenir leur influence sur l'industrie, influence qui tendait à leur échapper, elles ont abandonné toute prudence : Les industriels pouvaient avoir les crédits qu'ils voulaient et presque aux conditions qu'ils voulaient.

D'une façon générale, la fonction des banques d'« administrateur des dépôts » disparaissait devant la fonction de « dispensateur des crédits ».

La liaison étroite entre banques et industrie se faisait sentir sur le marché financier ; les banques se comportaient comme les alliés des industriels, les soutenant dans les assemblées, dans les conseils d'administration, sur le marché. Elles ne voyaient pas qu'elles s'aliénaient ainsi l'épargne sur laquelle pourtant elles devaient compter pour les décharger du fardeau des crédits de financement. L'impopularité des grandes banques puise sa source dans le mécontentement justifié de l'épargne devant la servilité des banques en face de l'industrie.

La politique des banques allemandes envers l'industrie était une politique de suicide.

Les responsables de cette politique sont pour beaucoup les dirigeants des banques et en particulier M. Jakob Goldschmidt, le directeur de la Darmstädter und Nationalbank, qui, plein d'optimisme, édifiait à grand renfort de crédit des entreprises colossales sur une mince base de capital — tout comme sa banque. Quant à ses collègues, ils avaient trop peur d'être traités de retardataires pour ne pas le suivre. Les banques se disputaient avec une absence totale de solidarité professionnelle et de clairvoyance le financement des grands *Konzerns*.

Voilà les causes que nous considérons comme primordiales dans la crise bancaire de 1931, il en existe probablement d'autres, mais elles découlent toutes plus ou moins directement de celles que nous avons examinées.

Ces causes ne proviennent pas de la structure du système bancaire — chaque pays a le système bancaire qui convient à son économie — mais surtout de la politique bancaire d'après-guerre. Ajoutons, il est vrai, que la nature du système bancaire allemand a en quelque sorte facilité les fautes qui ont été commises : des banques mixtes offrent, cela est

inévitabile, davantage prise à la crise que des banques de dépôts pures.

On sait que l'opinion allemande dans son ensemble attribue les causes de la crise allemande en général à la politique des Réparations. Elle a tendance à en faire de même pour la crise bancaire, encouragée en cela d'ailleurs par le rapport Layton. Il a été maintes fois démontré grâce aux statistiques allemandes elles-mêmes, que les alliés avaient reçu les paiements de réparations en réalité, pour la plus grande partie, en marchandises. D'après le *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich* (1930, p. 476), sur les 7938 millions RM. transférés au titre des réparations entre le 1^{er} septembre 1924 et le 31 mars 1930, 3721 millions l'ont été grâce aux prestations en nature. Le versement des 4 milliards restant aurait-il exigé réellement un endettement de 25 milliards envers l'étranger ?

On accuse les Réparations d'avoir raréfié les capitaux en Allemagne, alors que l'Allemagne n'avait plus de lourde dette publique après 1924, ni, officiellement, de fortes dépenses militaires et que l'augmentation des dépôts des caisses d'épargne dépassait le montant total des sommes versées pour les réparations. Les causes véritables sont ailleurs. Sans vouloir nier que l'atmosphère économique de l'Allemagne d'après-guerre ne la prédisposât aux crises, nous sommes obligés de dire qu'une crise bancaire telle que celle de 1931 aurait pu être évitée.

3. — Fin des travaux de la Commission d'enquête.

Les experts mirent fin à leurs travaux le 29 novembre 1934 et remirent au gouvernement un rapport final et un projet de loi sur les réformes qu'ils préconisaient.

Le rapport commence par déclarer que le fait que les banques aient pu rembourser des milliards en quelques mois, démontrait péremptoirement « que la structure du système de crédit allemand ne renfermait pas de défauts organiques », c'est aux défaillances des dirigeants des instituts de crédit qu'il faut attribuer en premier lieu les fautes commises.

Le rapport s'empresse ensuite, c'est presque une clause de

style, d'accuser le traité de Versailles de tous les maux de l'Allemagne et passe enfin en revue les causes de la crise.

Nous n'insistons pas ; le rapport stigmatise également l'abus des crédits étrangers à court terme, l'abus des grands crédits industriels, la liquidité insuffisante, la multiplication des instituts de crédit, la concurrence des banques publiques.

Enfin le rapport pose les principes d'une réorganisation. Ces principes découlent de la nécessité pour l'Etat national-socialiste d'intervenir activement dans l'économie tant que la dépression durera, partant, de la nécessité de la reconstitution d'un marché monétaire et financier normal. Toutes les mesures législatives doivent tendre à ces fins. Les experts voient dans un contrôle élastique de l'Etat la réalisation la plus parfaite de leurs vœux.

Ils préconisent à cet effet les mesures suivantes :

a) surveillance de tous les instituts de crédit.

Une influence positive sur la politique bancaire et monétaire de tous les instituts de crédit doit être réservée à l'Etat par l'institution d'un Office de contrôle. Les mesures de contrôle antérieures à 1931 étaient insuffisantes et manquaient d'unité, quant aux pouvoirs dont est muni le Commissaire d'Etat institué en 1931, ils sont également insuffisants.

b) nécessité de l'autorisation préalable pour tous les instituts de crédit.

Il faut abandonner le principe libéral de la libre concurrence et réglementer strictement l'ouverture d'instituts de crédit, afin d'en éviter la multiplication nuisible. En même temps il faut réserver la qualification « Banque » ou « Caisse d'épargne » aux seuls instituts dûment autorisés.

c) maintien d'une liquidité suffisante.

Il faut observer rigoureusement le principe qui veut que les dépôts à court terme ne soient investis qu'à court terme, non seulement formellement, mais aussi réellement. Nécessité de limiter négativement le maximum des placements peu liquides et positivement le minimum des actifs particulièrement liquides. Les chiffres devront être déterminés par l'Office de contrôle.

d) Séparation du marché monétaire et du marché financier.

L'emploi à long terme de dépôts à court terme conduit à l'illiquidité, inversement l'emploi à court terme de dépôts à long terme provoque une aisance artificielle du marché monétaire et une sous-alimentation du marché des capitaux. Donc, nécessité d'une séparation absolue entre les deux marchés.

D'autre part, les comptes d'épargne devront dans tous les instituts de crédit, banques ou caisses d'épargne, être nettement séparés des autres branches du commerce bancaire. On veut par cette mesure éviter, et d'enlever aux caisses d'épargne le commerce du crédit à court terme, et d'enlever aux banques leurs dépôts d'épargne, c'est-à-dire à long terme.

e) maintien d'un système de paiements ordonné.

Grâce au développement de la pratique des paiements par virements, les banques peuvent dans une certaine mesure accorder des crédits indépendamment du montant de leurs dépôts. La Reichsbank doit contrôler tous les paiements effectués autrement qu'en espèces sans qu'il doive d'ailleurs en résulter aucune gêne pour le public.

f) surveillance du commerce du crédit et amélioration de la publicité.

La Commission d'enquête ne conseille pas une étatisation générale de tout le système bancaire, elle est d'avis que l'initiative privée est la base la plus efficace pour les banques de crédit. En ce qui concerne la question des « banques régionales », elle se contente de dire qu'une certaine décentralisation du crédit semble opportune et qu'il convient d'encourager les instituts régionaux existants.

La proportion entre ressources propres et ressources extérieures doit être améliorée. Une large répartition des crédits sur toutes les branches d'industrie est nécessaire, en particulier le maximum des grands crédits doit être limité. Enfin, il faut que les instituts de crédit s'habituent à de fréquents comptes-rendus de leurs opérations envers le public et à tenir à la disposition de la Reichsbank et de l'Office de contrôle des bilans détaillés accompagnés de toutes explications utiles.

g) Composition adéquate de l'Office de contrôle.

La renaissance du système de crédit allemand dépend en grande partie de l'œuvre de cet Office. En raison de son importance, il faut qu'il comprenne des représentants du gouvernement et de la Reichsbank et qu'il soit présidé par le gouverneur de la Reichsbank ; en cas de non-unanimité sur des mesures à prendre, il devra être fait appel à l'arbitrage du gouvernement.

Telles sont après quinze mois de travaux les conclusions et recommandations de la Commission d'enquête bancaire, on voit que c'est un programme complet d'économie bancaire dirigée et contrôlée qu'elle soumet au gouvernement du Reich.

CHAPITRE II

LA NOUVELLE LOI DU 5 DÉCEMBRE 1934 SUR L'ORGANISATION DU CRÉDIT

Cette nouvelle loi du 5 décembre 1934 qui s'inspire fortement des recommandations de la Commission d'enquête, est vraiment la charte du système de crédit allemand. Elle s'applique en effet à toutes les entreprises qui s'adonnent à l'intérieur de l'Allemagne aux opérations de banque ou de caisse d'épargne, y compris les Girozentralen et autres instituts de virements ou de compensation, et exception faite de la Reichsbank, de la Golddiskontbank, de l'Administration des Postes et des instituts de prêts sur gages. Elle qualifie ces entreprises du terme générique d'instituts de crédit. Le critérium choisi est donc un critérium objectif : la nature des opérations. La loi n'énumère que quatre sortes d'opérations, mais expressément à titre non limitatif :

a) la prise en charge et la remise de sommes d'argent, avec ou sans intérêts,

b) l'achat et la vente de valeurs pour le compte de tiers,

c) les opérations de dépôt et de gestion de titres,

d) la prise en charge d'engagements et de garanties pour des tiers (à moins que ces opérations ne soient effectuées par des compagnies d'assurance).

Le gouvernement peut d'ailleurs désigner d'autres opérations qui donnent la qualité d'institut de crédit à l'entreprise qui les exerce.

Le Commissaire d'Etat tranche toutes contestations sur la question de savoir si une entreprise a droit ou non à la qualification d'institut de crédit ; son interprétation, sous réserve d'appel devant l'*Office de Contrôle*, s'impose aux tribunaux :

les procès sur ce point seront donc remplacés par des décisions du *Commissaire d'Etat*, c'est une solution pratique.

Il faut noter en particulier que la loi s'étend également aux caisses d'épargne, malgré une vive résistance de celles-ci ; l'ordonnance du 19 septembre 1931 ne s'appliquait pas à ces établissements, cette extension de compétence est d'une importance considérable.

Le domaine d'application de la loi est donc fort étendu. La loi elle-même est un document de 59 articles divisés en douze sections, très technique, très détaillé, mais réservant néanmoins la possibilité de nombreuses exceptions et réglementations complémentaires pour ne pas avoir un caractère par trop rigide. Le texte est d'une clarté remarquable, surtout pour un texte de loi allemand ; on n'a pas abusé de formules brillantes, mais vagues, ni de subtilités juridiques. Autant qu'on puisse en juger deux mois après sa mise en vigueur, une œuvre solidement charpentée de technique législative.

Nous allons en examiner méthodiquement le contenu essentiel que nous rangerons sous quelques grandes rubriques qui correspondent aux problèmes dont nous en avons souvent parlé.

1. — Le contrôle par l'Etat de l'activité des instituts de crédit.

L'Ordonnance du 19 septembre 1931, 2^{me} partie, abrogée par la présente loi, avait créé, on s'en souvient, un Curatoire et un Commissaire d'Etat aux banques. Le Curatoire est remplacé par un « Office de Contrôle » (*Aufsichtsamt*), le Commissaire d'Etat subsiste mais ne fait plus partie de l'Office de contrôle qui lui est hiérarchiquement supérieur. Les caisses d'épargne échappaient au contrôle du Curatoire, mais, et c'est là une grande et importante innovation, elles relèvent du nouvel Office.

L'activité de l'Office de contrôle s'étend non seulement à tous les instituts de crédit allemands, mais aussi aux succursales allemandes d'instituts étrangers.

L'Office se compose de sept membres qui sont :

- 1) Le président de la Reichsbank, président.
- 2) Le vice-Président de la Reichsbank, vice-président.

- 3) Un membre nommé par le « Führer »-chancelier.
- 4) Le secrétaire d'Etat au ministère des Finances.
- 5) « « « de l'Economie.
- 6) « « « de l'Alimentation et
de l'Agriculture.
- 7) « « « de l'Intérieur.

Le Commissaire d'Etat prend part avec voix consultative aux séances et décisions de l'Office de contrôle. Ces décisions sont prises par le président après délibération avec les autres membres et, dans les cas douteux, sous réserve de ratification par le gouvernement. Les membres peuvent formuler des propositions.

L'Office a une compétence spéciale et une compétence générale. Sa compétence spéciale est déterminée pour chaque cas par la présente loi, nous la retrouverons dans notre examen. D'une manière générale l'Office « a pour tâche de veiller à ce que le point de vue économique général soit pris en considération dans la politique générale bancaire et de crédit et à ce que ce soient éliminés les abus dans le domaine du crédit » (art. 32). Il peut prendre les mesures qui s'imposent quand un institut de crédit est ou menace d'être en difficultés, plus besoin de loi pour des mesures comme en juillet 1931, une simple décision de l'Office suffit (il est vrai que l'intérêt pratique de la distinction est négligeable aujourd'hui).

L'Office peut ériger des principes pour la conduite des affaires des instituts de crédit, le Curatoire aux banques avait aussi ce droit, mais n'en a pas fait usage. M. Ernst, le Commissaire d'Etat, a indiqué qu'il considérerait comme urgente et désirable l'érection de tels principes.

Le Commissaire d'Etat est nommé par le Führer-chancelier, le président de la Reichsbank consulté. Il exerce son activité et notamment veille à l'application de la présente loi suivant les directives de l'Office de contrôle.

Ses pouvoirs sont les suivants :

a) prendre connaissance des bilans, comptes d'exploitation, livres et écritures des instituts de crédit ; exiger d'une façon générale tous renseignements nécessaires ;

b) prendre part aux assemblées générales et y prendre la parole.

c) convoquer des assemblées générales et réunions de conseils d'administration, porter tous sujets à l'ordre du jour ;

d) exiger tous renseignements de toutes personnes sur leurs engagements passifs ou actifs envers l'étranger.

e) prendre toutes mesures provisoires pour l'accomplissement de sa tâche au cas d'urgence et de péril en la demeure.

f) déterminer la nature et l'extension des contrôles périodiques auxquels sont soumis les instituts faisant le commerce ou le dépôt des titres ;

g) il peut rendre exécutoires obligatoirement des décisions prises à la majorité par les associations corporatives et concernant les « conditions générales » (taux d'intérêts et commissions, concurrence). Il peut prendre lui-même les décisions qu'il juge nécessaires au cas où lesdites associations ne les prendraient pas dans le délai qu'il leur impartira.

Toutes les mesures et décisions du Commissaire d'Etat dont il peut être fait appel doivent être motivées et notifiées ; elles entrent en vigueur au moment de leur notification. L'appel lorsqu'il est recevable (les cas sont limitativement énumérés), doit être porté dans le mois de la notification de la décision, devant l'Office de contrôle qui statue à la majorité simple des voix, le président ayant voix prépondérante.

Des dommages-intérêts ne pourront être alloués pour un préjudice causé par l'application de la présente loi.

Le Commissaire peut sanctionner la violation de la loi par des amendes ; lorsque des peines d'emprisonnement peuvent être infligées, il dispose seul de l'action publique (délits d'ouverture d'un commerce de banque sans autorisation, de non-fermeture après retrait d'autorisation, délits de falsification de bilans, de faux renseignements, de propagation de nouvelles alarmantes, etc...)

Les mêmes pouvoirs que ceux du Commissaire d'Etat sont impartis aux autorités administratives qui exercent un contrôle spécial sur certains instituts.

2. — Le régime de l'autorisation préalable ou de la concession

Une loi du 26 juin 1925 sur les dépôts et le commerce des dépôts avait autrefois réglementé l'ouverture de banques pratiquant de telles opérations ; depuis que cet loi est abrogée, depuis 1929, aucune entrave juridique ne pesait sur le commerce de banque : juridiquement le régime de la libre concurrence jouait. L'ordonnance du 4 septembre 1934 avait interdit l'ouverture de nouveaux instituts de crédit, *la loi du 5 décembre 1934* supprime la libre concurrence dans le domaine bancaire et introduit en Allemagne un système complet de concession avec autorisation préalable, possibilité de retrait d'autorisation, etc... Elle ne fait en cela que s'inspirer de la doctrine générale du national-socialisme qui est l'ennemi du libéralisme, en raison des abus auxquels il aurait donné lieu et au non-fonctionnement du mécanisme d'assainissement automatique par le jeu de la libre concurrence.

Toute ouverture d'un institut de crédit, y compris les succursales de banques étrangères, est soumise à l'autorisation préalable du Commissaire d'Etat (art. 3). A titre exceptionnel, les instituts existant au 1^{er} janvier 1936 sont dispensés d'autorisation.

L'autorisation ne peut être refusée que dans trois cas, mais ces cas sont conçus d'une façon tellement large, qu'en réalité l'autorisation peut toujours être refusée ; voici en effet ces cas :

a) si les dirigeants de l'institut ou de ses succursales ne sont pas honorables ou suffisamment compétents, ou s'ils n'ont pas les qualités voulues pour assurer le fonctionnement de leur entreprise,

b) si l'autorisation ne paraît pas justifiée par rapport aux besoins locaux et économiques généraux,

c) si l'institut ne dispose pas des ressources nécessaires à son fonctionnement.

L'autorisation peut être révoquée, si l'entreprise n'est pas réellement ouverte dans un délai d'un an, ou si elle cesse de fonctionner pendant un an au moins. Le Commissaire d'Etat

peut également interdire la continuation de l'exploitation, en totalité ou partiellement, si l'autorisation a été accordée à la suite de manœuvres frauduleuses, si les dirigeants cessent de mériter la confiance mise en eux, si l'institut inspire des inquiétudes quant au sort des sommes et valeurs qu'il détient ou s'il porte atteinte à des intérêts généraux importants.

Il est bien prévu qu'avant de prendre de telles décisions le Commissaire d'Etat doit entendre l'institut intéressé en ses explications, mais en réalité il est le dictateur absolu des instituts de crédit, dont l'existence dépend uniquement de son bon vouloir, sous réserve d'appel devant l'Office de contrôle.

Dans les « dispositions transitoires » se cache un art. 34 d'une portée pratique considérable : même en dehors des cas que nous avons énumérés, et jusqu'au 31 décembre 1935, l'Office de contrôle peut interdire la continuation de l'exploitation à tout institut de crédit existant actuellement. Il peut donc faire table rase de tout le système de crédit actuel sans la moindre difficulté.

Un corollaire naturel du régime de la concession est la réglementation du droit pour une entreprise d'inclure dans sa raison sociale le mot banque, ou banquier, ou caisse d'épargne. Ce droit est dorénavant réservé strictement aux instituts de crédit existant et à ceux qui seront autorisés. Le Commissaire d'Etat décide si une entreprise a droit ou non à la qualification de « banque ». Notons qu'en pratique, le juge chargé de la tenue du registre de commerce exerçait déjà auparavant un certain contrôle sur l'appellation « banque ».

3. Prescriptions relatives aux ouvertures de crédit et au montant de ressources propres.

C'est dans cette partie particulièrement importante de la loi que les enseignements tirés de la crise de 1931 sont concrétisés.

Nous avons montré l'insuffisance du capital social des banques en comparaison avec leurs engagements. La nouvelle loi décide que les engagements d'un institut de crédit, diminués des éléments dits liquides de l'actif, ne pourront

être supérieurs à cinq fois le montant du capital social et des réserves cumulés. C'est une conception un peu nouvelle de la relation entre ressources propres et ressources extérieures, puis qu'on déduit de ces dernières les moyens liquides ; cela revient à décréter qu'une banque ne peut investir à long terme que cinq fois au plus le montant de son capital.

Cette relation 1 : 5 est un but à atteindre, mais un but encore fort éloigné si l'on en juge d'après les proportions que l'on peut calculer actuellement, p. ex. au 31 octobre 1934 :

DD Bank	Dresdner Bank	Commerz u. Privatbank
—	—	—
1 : 11,6	1 : 9	1 : 8,1

Aussi l'Office de contrôle est-il autorisé à tolérer des exceptions et à ne faire appliquer le nouveau principe que progressivement, c'est-à-dire quand l'état du marché financier permettra de procéder à des augmentations de capital.

Ce principe une fois posé, la loi s'occupe de prévenir les abus qui se sont révélés dans l'octroi des crédits et cela grâce aux dispositions suivantes :

En principe, les crédits à accorder à un client déterminé ne devront pas dépasser un certain pourcentage que l'Office déterminera, du capital de la banque ; au delà, le consentement de l'unanimité des directeurs de la banque est nécessaire et avis en sera donné au Commissaire d'Etat. En outre, toute entreprise dont le solde débiteur envers un institut de crédit dépassera 1 million RM. devra être signalée au Commissaire d'Etat.

Par crédits accordés il faut entendre toutes sortes de crédits, y compris les cautionnements, endossements, garanties et avals, y compris également les participations dans l'entreprise du client, et sans déduction des avoirs ou sûretés du client à la banque intéressée. Pour éviter d'être abusé par des constructions juridiques qui dissimulent le même client, il est décidé que seront considérées comme un seul et même client, une entreprise et celle qui en dépend ou celle dont elle dépend, toutes les entreprises d'un même Konzern, les associés et la société quand il s'agit d'une

société de personne. Cette règle est parfaitement justifiée, tout dépend de la perspicacité avec laquelle les banques l'appliqueront.

Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux crédits accordés au Reich ou aux pays, ou garantis par eux.

A tout client qui sollicitera un crédit à découvert excédant 5000. RM (ou toute autre somme que le Commissaire d'Etat pourra fixer), l'institut de crédit demandera obligatoirement communication de son bilan et des éclaircissements sur sa situation en général.

Nous connaissons la liaison étroite entre les banques et l'industrie, elle se manifeste en particulier par le fait que les dirigeants des unes et de l'autre siègent à la fois dans les conseils d'administration et directions des banques et de l'industrie. Qu'au point de vue de l'ouverture de crédits, soit pour eux, soit pour leurs entreprises, ces personnalités aient joui de faveurs abusives, cela ne fait pas de doute. La loi essaie d'y mettre un terme en décidant que tout crédit à accorder aux directeurs, administrateurs et employés d'un institut de crédit ou d'une entreprise qui en dépend ou dont il dépend, nécessite une décision unanime des directeurs et l'autorisation expresse du conseil d'administration. Tout prélèvement excédant le traitement normal est considéré comme un crédit ouvert. Une présomption d'interposition de personnes s'attache aux époux, enfants mineurs et tiers mandataires des mêmes personnes.

Les mêmes dispositions s'appliquent au cas où l'un des membres de la direction de l'entreprise qui sollicite un crédit est membre de la direction de l'institut de crédit qui doit accorder ce crédit.

Les directeurs et administrateurs de l'institut de crédit restent personnellement responsables des violations des présentes prescriptions, même si décharge leur en est donnée par les organes sociaux. En garantie de leur responsabilité, une part ne pouvant pas excéder la moitié de leur participation aux bénéfices sera retenue tant qu'ils seront en fonctions et ne pourra leur être restituée qu'après résignation de celles-ci et un an après au plus tôt.

4. — Prescriptions relatives à la liquidité.

La loi fixe les proportions à établir entre les différents éléments de l'actif et les ressources extérieures (comptes-courants créditeurs et acceptation) diminuées des dépôts d'épargne, et ce en s'inspirant d'un double point de vue : renforcer la réserve en espèces et favoriser les titres à revenu fixe, en particulier les titres d'Etat.

Les instituts de crédit devront avoir une réserve en espèces (caisse et avoirs à la Reichsbank et aux chèques postaux, égale à 10 % au plus des engagements. Ce taux de 10 % avait déjà été exigé en 1908 par la Reichsbank. L'Office de contrôle pourra prendre toutes mesures propres à amener progressivement les banques à respecter ce taux de 10 % qu'elles sont loin de réaliser actuellement :

DD Bank	Dresdner Bank	Commerz u. Privatbank
—	—	—
2,1 %	2 %	1,9 %

Une augmentation actuelle de la liquidité de caisse ne pourrait être réalisée que par le réescompte du portefeuille, ce qui serait à la fois coûteux et peu recommandable, la Reichsbank étant déjà suffisamment chargée d'effets de commerce.

En outre, une deuxième réserve de liquidité se composant d'effets de commerce à trois mois d'échéance au plus et de valeurs admises aux avances de la Reichsbank (y compris certainement les bons et traites du Trésor) devra être entretenue ; elle ne devra pas dépasser 30 % des engagements. Notons que ni les avoirs nostro dans les autres instituts de crédit ni les reports ne sont plus compris dans les ressources liquides, alors que jusqu'à présent les avoirs nostro étaient assimilés à l'encaisse et que d'autre part les titres étaient considérés comme peu liquides. A ce dernier égard, la situation s'est modifiée depuis que la Reichsbank peut pratiquer l'open market policy et couvrir ses billets en titres à défaut de papier commercial. Voici les chiffres actuels de la deuxième réserve de liquidité nouvellement calculée :

DD Bank	Dresdner Bank	Commerz u. Privatbank
—	—	—
34,1 %	31,3 %	36,5 %

Les actions en portefeuille à l'exception des participations permanentes, et les obligations non cotées devront atteindre 5 % au moins des engagements.

Les investissements en immeubles et participations permanentes ne pourront excéder au total le capital social de l'institut de crédit, ce qui est d'ailleurs actuellement le cas à peu de chose près.

Le Commissaire d'Etat pourra fixer le maximum des dividendes que certains instituts seront autorisés à distribuer, en guise de sanction de la non-observation des présentes prescriptions.

L'intention du législateur est certes louable, mais il y a toujours un inconvénient à fixer des proportions rigides. Il s'ensuit à peu près obligatoirement une certaine crainte d'atteindre la limite légale et d'être obligé de solliciter des dérogations qui peuvent avoir un effet fâcheux pour le crédit et le bon renom de la banque intéressée. Nous en avons un exemple dans la couverture-or des banques d'émission ; celles-ci se croient toujours obligées d'avoir une encaisse métallique de beaucoup supérieure au minimum légal, de peur d'atteindre celui-ci et de provoquer des inquiétudes dans l'esprit du public.

5. — Prescriptions spéciales relatives aux dépôts d'épargne.

Ces prescriptions sont destinées à faire une séparation nette entre capitaux devant alimenter le marché financier et capitaux devant alimenter le marché monétaire, qu'il s'agisse de banques de crédit ou de caisses d'épargne.

Sont qualifiés de « dépôts d'épargne » les comptes de dépôts destinés non à effectuer des paiements, mais des placements et caractérisés par la délivrance de livrets de dépôts.

Il ne pourra être disposé de ces dépôts ni par virement ni par chèque. Aucun compte d'épargne ne pourra être ouvert que contre un dépôt réellement effectué en espèces, une ouverture de crédit ne pouvant servir à créer un dépôt d'épar-

gne. Les remboursements ne peuvent avoir lieu sans préavis que jusqu'à concurrence de 300 RM. au plus par mois.

Le placement des dépôts d'épargne et le taux des intérêts à servir sont régis par les règles à déterminer spécialement par l'Office de contrôle. Les dépôts d'épargne et les placements pour lesquels ils sont utilisés, ainsi que les frais en résultant, devront être passées en écritures entièrement séparées du reste de la comptabilité.

6. — Prescriptions relatives aux paiements effectués autrement qu'en espèces

Il est un fait acquis de la science économique actuelle que les comptes en banque dont on peut disposer par chèque ou virement constituent des signes monétaires au même titre que le billets de banque. Les paiements par virement ou par compensation, c'est-à-dire effectués autrement qu'en espèces, ont pris une ampleur croissante et il est à craindre que la circulation monétaire totale — billets de banque et dépôts — n'enfle d'une manière exagérée si toute liberté est laissée aux instituts de crédit de créer et de transférer des crédits autrement qu'en espèces.

Une partie seulement des paiements par virement est soumise au contrôle de la Reichsbank, c'est celle qui s'opère par les « avoirs de virement » (*Girokonto*) à la Reichsbank.

La nouvelle loi décide que l'Office de contrôle réglera par directives spéciales les paiements effectués autrement qu'en espèces par les instituts de crédit ou les associations de clearing et de virement. En somme, l'Etat déclare qu'il entend contrôler toute circulation monétaire de quelque nature qu'elle soit, M. Schacht en visant la création de crédit par les banques, avait déjà affirmé à Kiel ce principe que seul l'Etat a le droit de battre monnaie.

L'Office pourra notamment décider en quelle mesure les paiements autrement qu'en espèces ne pourront être effectués que par l'intermédiaire de la Reichsbank ou d'institutions désignées par elle à cet effet. Il pourra également être créé des régions bancaires, un virement d'une région à une autre devant obligatoirement passer par le Reichsbank.

La création de nouvelles institutions de paiement autrement qu'en espèces est soumise à l'approbation de l'Office de contrôle.

L'Office pourra enfin prescrire la perception de redevances pour les paiements à effectuer par chèque ou virement. Jusqu'à présent en effet aucune rémunération n'était prélevée pour tous les paiements auxquels se livrait la clientèle des instituts de crédit. M. Rummel, directeur de la DD Bank, a calculé que chaque chèque coûtait à la Deutsche Bank, 0,14 RM. (0,84 fr.) et chaque virement 0,50 RM (3 fr.) et ces frais restent à la charge de l'institut, c'est-à-dire font partie des frais généraux et sont répartis sur toute la clientèle, indistinctement et non pas au prorata de l'usage qu'elle fait des chèques et virements. Il s'agit justement de laisser ces frais à la charge des usagers directs en prélevant une rémunération spéciale équitable. Ceci est déjà parfaitement justifié en théorie, mais en pratique la loi veut donner aux instituts de crédit une possibilité de diminuer leurs frais d'une part, alors qu'ils sont augmentés d'autre part par la nécessité de constituer une importance réserve de caisse qui est improductive, donc coûteuse.

7. — Mesures de publicité

Pour permettre de juger avec précision la situation tant intérieure qu'extérieure des instituts de crédit, il était indispensable d'améliorer et de compléter le système de publicité. Une publicité bien organisée renforce la confiance et, quand elle s'accompagne d'un contrôle effectif, permet de lutter en temps utile contre les défaillances de l'appareil de crédit. Enfin elle donne à la banque d'émission des renseignements qui lui sont nécessaires pour l'orientation de sa politique de crédit.

La loi renferme à cet égard un certain nombre de prescriptions qui ne sont pas groupées méthodiquement et que nous avons relevées dans son texte.

Chaque institut de crédit devra informer le Commissaire d'Etat de tout changement dans la personne de ses dirigeants, de toute modification de son capital social, de toute fusion

projetée ainsi que de l'acquisition de participations permanentes dans tout autre institut de crédit, enfin de la cessation de l'exploitation ou de la fermeture d'une succursale. Donc, toute modification dans l'existence juridique de l'institut doit être aussitôt signalée.

Tout institut de crédit dont le total du bilan dépasse 1 million RM. doit remettre à la Reichsbank son bilan annuel et son compte de profits et pertes, ainsi que des bilans mensuels pour les mois de janvier à novembre, avant le 15 du mois suivant. Rien de nouveau dans cette prescription, si ce n'est qu'un bilan mensuel doit aussi être publié pour janvier, que la date de publication est avancée du 25 au 15 et surtout que le nombre des instituts visés augmente considérablement (175 au lieu de 80). Les autres instituts de crédit, dont le total du bilan est inférieur à un million, n'auront à remettre, outre leur bilan annuel et leur compte de profits et pertes, qu'un bilan au 30 juin.

Les bilans seront dressés suivant le schéma prescrit, qui est le même que celui en vigueur depuis 1928 ; toutefois les différents postes devront être mieux spécifiés.

Voir ci-contre, pages 182 et 183 les premiers bilans conformes aux prescriptions de la nouvelle loi.

Les bilans des banques qui sont constituées sous la forme de sociétés de personnes ne pourront être publiés qu'en bloc en non séparément.

Tous les bilans devront être accompagnés d'un commentaire détaillé dressé suivant les indications que la Reichsbank donnera à cet effet. Enfin la Reichsbank est tenu de communiquer toutes ces pièces au Commissaire d'Etat s'il en exprime le désir. L'Office de contrôle aura en outre à veiller à ce que tous les instituts de crédit s'engagent à faire vérifier leur bilan annuel par des personnalités indépendantes (sociétés fiduciaires), au cas où pareille obligation ne leur serait pas encore imposée par une loi antérieure.

On se souvient des abus qui provenaient de ce que plusieurs banques accordaient des crédits très importants à une même entreprise, tout en s'ignorant mutuellement, p. ex. dans le cas Nordwolle. Il avait été proposé d'y remédier par la création d'un bureau central de renseignements pour les grands

BILANS AU 28 FÉVRIER 1935 PUBLIÉS LE 5 AVRIL 1935 :

(En millions RM)

PASSIF	DD Bank	Dresdner Bank	Commerz u. Privat Bank	Reichs-Kredit AG	Berliner Handels-Gesellschaft
a) crédits de clientèle chez les tiers.	138	159	100	46	27
b) engagements nostro	39	207	98	38	10
c) dépôts de banquiers allemands	205	397	88	68	62
d) autres dépôts	1947	1109	693	253	104
c/c Créditeurs au total	2330	1871	979	405	205
de c) et d) : 1) à échéance quotidienne	1003	651	334	137	32
2) — sous préavis.	1149	854	447	185	134
a) préavis de 7 jours ou moins.	134	129	44	18	12
b) — 7 jours à 3 mois.	909	647	332	153	102
c) — 3 mois à 12 mois.	101	75	69	14	19
d) — plus de 12 mois.	4,5	2,3	4,2	—	0,8
Acceptations et billets à ordre	236	328	172	8,8	28
Dépôts d'épargne.	219	117	87	—	—
Emprunts à long terme et hypothèques	24,7	1,3	50,4	—	—
Capital social	130	150	80	40	28
Réserves (§ II L. du 5 déc. 1934)	25,2	15	10	20	10
Réserves extraordinaires et ducroire	15	—	2	3	—
Autres passifs.	8,5	9,5	23,6	3,5	3,1
Total du passif	2988	2527	1404	503	274
Tirages propres	—	—	—	—	—
Avals, cautions et garanties (§ 261 b HGB)	154	144	60	10	6
Endossements : a) acceptations de banque négociées	3	161	124	—	19
b) billets à ordre de la clientèle	—	0,5	—	—	—
c) autres escomptes	125	173	64	11	3
Total des obligations par endossement.	128	335	188	11	22
ACTIF					
Espèces en caisse.	26	18,6	14	1,7	2,8
Avoirs à la Reichsbank et aux chèques postaux	17,5	20,3	5,5	5	3,5

	DD Bank	Dresdner Bank	Commerz u. Privat Bank	Reichs- Kredit AG	Berliner Handels- Gesellschaft
Coupons échus	7,4	2,5	1,4	0,8	—
Chèques	17,9	6	10,3	1,3	—
Portefeuille d'effets	595	388	253	193	39
dont effets commerciaux au sens du § 16, al. 2 de la Loi du 5 décembre 1934	543	356	237	191	38
Bons du Trésor sans intérêts et traites du Trésor.	277	101	108	46	44
dont bons susceptibles d'avances par la Reichs- bank	266	101	93	45	39
Titres en portefeuille :	155	338	112	7	29
a) obligations et bons du Trésor portant inté- rêts	44	210	70	0,8	15
b) autres titres susceptibles d'avance par la Reichsbank	79	59	21	—	5
c) titres cotés à revenu fixe	1,5	2,6	0,9	—	—
d) — — variable	12	33	16	6	7
e) autres titres	18	33	4	—	1,5
Participations consortiales	53	49	17	1,8	5,8
Avoirs nostro de 1 ^{re} qualité chez banquiers	38,7	38,6	22,2	20,4	18,4
Reports	0,3	—	—	—	—
Avances sur titres	5,2	2	4,7	6	1,1
Avances sur marchandises	140	69	51	37	22
a) commerce international	115	46	44	25	22
b) autres marchandises	25	23	7	12	—
Débiteurs :	1509	1335	733	152	96
a) banquiers	62	126	23	23	9
b) autres	1447	1209	710	129	87
Couverts par : 1) titres cotés	229	193	98	22	42
2) autres sûretés	936	807	446	111	36
Créances hypothécaires	—	18	7	—	—
Prêts à long terme aux communes	—	—	—	—	—
Participations permanentes	56	42	8,7	3,7	5,3
dont dans d'autres instituts de crédits	46	35	8	2,2	4,2
Immeubles	86	61	56	3	7
Actions propres en portefeuille : a) nominal	—	0,556	0,195	—	—
b) valeur bilan.	—	0,264	0,154	—	—
Autres actifs	1,7	1	—	0,7	—
Total de l'actif	2988	2527	1404	503	274

crédits. Ce projet n'a pas été formellement réalisé, mais en fait et par contre la Commissaire d'Etat est autorisé, au cas où un emprunteur se serait fait ouvrir des crédits par plusieurs banques à la fois, à en aviser tous les instituts intéressés. Toutefois, cette information ne pourra porter que sur le nombre des instituts de crédit dont le Commissaire d'Etat a appris qu'ils ont été sollicités par l'emprunteur et sur le montant de l'endettement total de l'emprunteur. C'est d'ailleurs suffisant pour mettre les banques en garde.

Les crédits accordés par les instituts de crédit à leurs directeurs et administrateurs devront être portés à la connaissance du Commissaire d'Etats s'il, dépassent le montant du traitement annuel.

Nous avons déjà vu que la comptabilité des dépôts d'épargne est soumise à une publicité spéciale, elle doit être tenue entièrement séparée, notamment dans les bilans et comptes d'exploitation.

Enfin, les établissements se livrant au commerce ou au dépôt des titres pour compte de tiers doivent se soumettre à un contrôle périodique de leurs titres en dépôt. Ces contrôles seront effectués selon les directives du Commissaire d'Etat et par des contrôleurs nommés par lui.

Voilà donc, classé méthodiquement, l'ensemble des nouvelles prescriptions légales sur le contrôle des instituts de crédit. Pour bien marquer leur caractère d'idéal à atteindre, le Commissaire d'Etat est autorisé à chaque pas à assurer des périodes de transition et à accorder des dérogations provisoires.

L'esprit de cette loi, malgré la foule des détails techniques, peut être résumé en quelques mots. Une émanation du gouvernement et de la banque d'émission — l'Office de contrôle et son organe exécutif, le Commissaire d'Etat — reçoit les pouvoirs dictatoriaux les plus larges qu'un Etat quelconque se soit jamais arrogé pour contrôler et diriger l'activité de l'ensemble des instituts de crédit. Ceci une fois dit, des directives très générales malgré leur précision apparente ont été tracées, non pas tant pour diriger les organes de contrôle dans leur tâche, que pour montrer au monde bancaire les fautes qu'il a commises et la leçon qu'il doit en tirer de gré ou de force.

On renonce à proclamer la socialisation des banques, de quelle utilité serait-ce, en effet? L'Etat n'a-t-il pas tous les pouvoirs nécessaires pour surveiller les opérations des instituts de crédit, et n'est-il pas en outre le principal actionnaire des grandes banques de crédit? Une étatisation formelle alourdirait inutilement l'appareil bancaire et n'ajouterait rien à ce qui est.

La loi du 5 décembre 1934 est un cadre, excellent par bien des côtés, mais un cadre vide. Seul importe pour l'avenir des banques allemandes la nature du contenu qui remplira ce cadre. C'est là l'œuvre qui attend M. Schacht, dans ses triples fonctions de président de la Reichsbank, de ministre de l'Economie et de président de l'Office de contrôle, ainsi que ses successeurs et collaborateurs. Sous un régime de dictature, faire une loi n'est rien, ce sont les hommes qui l'appliqueront qui sont tout.

CHAPITRE III

LES BANQUES ET LE FINANCEMENT DU TRAVAIL

Depuis le début de l'année 1933 on assiste en Allemagne à un effort gigantesque pour sortir de la dépression économique et réduire le chômage. Normalement ce mouvement de reprise postérieur à la crise et à la dépression ne peut prendre son essor que si le marché des capitaux est disposé à appuyer l'initiative privée en finançant les émissions qui sont le symptôme de la conjoncture renaissante. Or, le marché des capitaux n'est pas encore sorti de sa léthargie. Devant cette carence de l'initiative privée, l'Etat a décidé de prendre la place du marché et de financer lui-même un grand programme de travaux publics pour insuffler une vie nouvelle à l'économie du pays grâce à une injection de capitaux destinés à l'« *Arbeitsbeschaffung* ». Mais, et nous aurons l'occasion de revenir sur ce point, l'Etat a conscience de ce que son rôle d'animateur a d'intérimaire, et que tôt ou tard le marché privé des capitaux devra le remplacer (1). C'est ce qui explique que tous les efforts de la politique bancaire tendent à la reconstitution d'un marché financier monétaire normal, comme nous l'avons vu à maintes reprises.

Notons en passant que cette intervention de l'Etat dans le domaine économique ne puise pas sa source uniquement dans des raisons conjoncturelles momentanées, mais aussi dans la conception différente que l'Etat national-socialiste se fait des relations de l'Etat et de l'économie ; ce sont là des motifs qu'il faudrait se garder de sous estimer (2).

(1) Bank, 30 janvier 1935, p. 147.

(2) Frankf. Ztg. No 662, du 30 déc. 1934.

1. — Le programme des travaux.

Les travaux dont il s'agit revêtent ce caractère spécial qu'ils ne pourraient être exécutés à l'heure actuelle grâce aux ressources normales de l'économie, leur exécution ne peut être poursuivie que grâce aux ressources que l'Etat met directement ou indirectement à la disposition des entrepreneurs.

L'utilité réelle de ces travaux n'est pas en jeu, il s'agit seulement de vivifier une économie languissante. Telle est du moins la doctrine officielle ; vraisemblablement bon nombre de ces travaux dont l'opportunité et l'utilité économiques sont plus que contestables servent à des fins militaires que depuis quelques semaines d'ailleurs, l'Allemagne n'a même plus besoin de dissimuler. C'est ainsi que le *programme von Papen* (été 1932) comportait la construction de routes, de canaux, de barrages, de ponts, des travaux d'amélioration des terres, d'aménagements des transports ; on peut aussi bien y lire : édification d'aérodromes, construction de routes stratégiques, motorisation, etc... Le *programme von Schleicher* prévoyait des sommes importantes pour la construction et l'aménagements d'immeubles, autant dire de casernes, (ce dont il était d'ailleurs facile de se rendre compte de visu en Allemagne).

Quoi qu'il en soit des fins réelles de cette activité extraordinaire, voici les sommes qui étaient prévues au début de 1934 pour l'exécution des différents programmes de travaux (1) :

1. Programme von Papen (été 1932). . .	367 mill. RM.
2. — de réalisation immédiate (janvier 1933)	600 —
3. — Reihnsbardt (juin 1933) . .	1.000 —
3b. 2 ^e programme Reingardt (sept. 1933) .	500 —
4. Travaux de la Reichsbahn	961 —
5. Travaux de l'Administration des Postes.	111 —
6. Autostrades (loi du 27 juin 1933) . . .	1.400 —
au total	4.939 mill. RM.

La répartition des sommes était prévues de la façon suivante :

(1) Bank-Archiv, 1^{er} janvier 1934.

I. Travaux du Reich et des administrations publiques :

1. Canaux	53,4	mill. RM.
2. Chemins de fer	961	—
3. Postes	111	—
4. Autostrades	1.400	—
5. Divers	215,5	—

II. Travaux des autres collectivités :

1. Routes et Ponts	261,3	—
2. Travaux divers d'infrastructure	160,5	—
3. Distribution d'eau, gaz, électricité	152	—
4. Régularisation des cours d'eau	455,6	—
5. Lotissements suburbains	100	—
6. Colonisation agricole	60	—
7. Remise en état et agrandissement de bâtiments publics	135	—
8. Aménagement d'immeubles d'habi- tation	80	—
9. Construction d'immeubles	20	—
10. Transports maritimes	17	—
11. Divers	247	—
12. Programme de novembre 1933	500	—

Là-dessus 3,5 milliards (70 %) sont consacrés aux routes, chemins de fer, immeubles et divers — toutes dépenses d'intérêt militaire certain.

2. — Le financement de l' « Arbeitsbeschaffung ».

Les ressources nécessaires pour exécuter ces travaux seront, bien entendu, investies à long terme. Nous savons que le marché financier ne peut les fournir, il ne sert donc à rien de créer un budget extraordinaire comme il a été fait en pareil cas dans d'autres pays, puisqu'il sera impossible de l'alimenter par des emprunts ; quant à l'alimenter par des impôts supplémentaires, il ne faut pas y songer, ce serait aller à l'encontre de la politique poursuivie.

Il ne reste donc au Reich qu'à fournir des bons du Trésor remboursables sur les excédents (?) des budgets futurs pour financer les travaux. Mais tout d'abord il est nécessaire de procéder à une opération de préfinancement pour fournir aux entrepreneurs les fonds qui leur sont nécessaires

pour faire leurs achats et payer leur main-d'œuvre. Etant donné que la Reichsbank est la seule source de monnaie, il faut s'assurer de son aide, ce qui n'est pas difficile depuis que M. Schacht est à la fois président de la Reichsbank et ministre de l'économie, mais il faut choisir une modalité de préfinancement qui lui permette d'intervenir en restant, au moins formellement, dans le cadre de ses statuts.

La modalité choisie est la lettre de change qui remplissant les conditions formelles de bancabilité, peut-être réescomptée par la Reichsbank après avoir été acceptée par des organismes créés exprès à cette fin, (nous avons vu fonctionner un mécanisme identique en principe pour l'Akzept-und Garantiebank en 1931). La traite se prête d'ailleurs facilement au règlement de fournitures de matériel qui sont à la base de l'opération. Le Reich remboursera plus tard ces traites grâce aux excédents budgétaires qu'il entend faire naître par sa politique économique. Les frais de timbre et d'escompte du préfinancement par traites sont supportés par le Reich ; mais il est nécessaire de voir de plus près le mécanisme de ces « traites du travail », car telle est leur dénomination technique (*Arbeitsbeschaffungswechsel*).

Les entrepreneurs passent des marchés de travaux avec les collectivités publiques et le Reich. Ils tirent alors des traites sur un institut spécial de financement du travail ; voici les plus importants de ces instituts :

Deutsche Gesellschaft für Oeffentliche Arbeiten A. G.
(*Oéffa*).

Deutsche Bau-und Bodenbank A. G.

Deutsche Rentenbank-Kreditanstalt.

Reichsbahn-Beschaffungs G. m. b. H.

Reichspost-Beschaffungs G. m. b. H.

Reichsautobahnen-Beschaffungs G. m. b. H.

Les traites tirées par les entrepreneurs sont avalisées par les organismes ou collectivités qui sont responsables des commandes de travaux, puis elles sont acceptées par un des instituts énumérés. Cet institut négocie ensuite le papier et remet les fonds à l'entrepreneur. Dans le cas des financements

assurés par l'*Oeffa*, p. ex., cet institut avait obtenu des crédits de réescompte de plusieurs consortiums de banques, dont l'un était placé sous la direction de la DD Bank et l'autre sous celle de la Reichskredit A-G. Ces consortiums avaient de leur côté, des possibilités de réescompte auprès de la Reichsbank. Plus tard l'*Oeffa* a renoncé à constituer de tels consortiums, la Reichsbank ayant accepté de lui réescompter directement les traites, alors que normalement elle ne prend pas de papier négocié par l'accepteur.

Les traites sont à trois mois d'échéance, mais sont renouvelées à l'échéance jusqu'à une durée totale de quinze mois (programme von Papen) ou de cinq ans (programmes de réalisation immédiate et Reinhardt). Le Reich rembourse le montant des traites aux instituts tirées par cinquième chaque année de 1934 à 1938. En garantie de ses engagements il dépose à la Reichsbank des bons du Trésor dont les montants et les échéances correspondent à ceux des traites. Les tireurs ne courent aucun risque dans cette opération, puisqu'on ne peut exercer de recours contre eux qu'après avoir attaqué les accepteurs qui s'identifient en pratique avec l'Etat.

Il est assez difficile de connaître le chiffre exact des « traites du travail » ainsi créées, car la plupart des instituts de financement revêtent la forme juridique d'une société à responsabilité limitée et ne publient donc ni bilans ni rapports annuels. Toutefois, dans les premiers mois de l'année 1935 leur circulation doit approcher de 3 milliards RM., d'après les estimations de « Die Bank » (1935, p. 147) et de l'Institut de conjoncture.

Des travaux ont été également financés directement par des bons du Trésor escomptés aux banques pour un montant de 1300 millions environ, ainsi que par des « bons d'impôts » (remises d'impôts consenties pour favoriser l'embauchage de chômeurs) et des « bons d'intérêts » (avances de l'Etat pour la construction d'habitations) pour un montant total de 1200 millions environ.

En totalisant traites du travail, bons du Trésor de travail, bons d'impôts, bons d'intérêts, on arrive à une somme de 5 à 5,5 milliards consacrés à ces travaux, ce qui correspond à peu près au chiffre prévu par les programmes de travaux.

3. — Répercussions bancaires des méthodes de financement.

Par rapport au 31 décembre 1933 le bilan de la Reichsbank au 31 décembre 1934 accuse une augmentation totale de un milliard pour les comptes portefeuille d'escompte, titres et avances qui passent de 4 milliards à 5 milliards. Mais la Reichsbank déclare (1) que cette augmentation d'un milliard doit être attribuée pour 300 millions à des effets remplaçant de l'or et pour 350 millions aux conséquences du gonflement des comptes de virement par suite du moratoire des transferts, l'expansion réelle de crédit décelée par le bilan n'est donc que très faible. La circulation des billets n'augmente elle aussi que de façon insignifiante, 200 millions à peine.

Qu'est-il donc advenu de cette énorme masse de capitaux destinée au financement des grands travaux? Extérieurement du moins, le bilan de la Reichsbank et la circulation monétaire ne paraissent pas s'en ressentir. Mais le portefeuille d'escompte de la Reichsbank a subi une modification de structure considérable : Les effets commerciaux ainsi que les effets tirés sur l'*Akzeptbank*, vestiges de la crise de 1931, ont cédé la place dans une proportion croissante aux traites du travail. Le rapport de la Reichsbank le dit en toutes lettres. Fin 1933, ce rapport avouait 500 millions de traites du travail, en 1934 aucun chiffre n'est donné, mais il faut estimer le montant de ces traites en portefeuille à 2,5 milliards environ. Si l'on songe que le portefeuille total est de 3986 millions et qu'il comprend encore quelques centaines de millions de traites financières créées pendant la crise et d'autre papier non bancable, on voit que le montant des traites commerciales doit être bien faible (2). La même évolution se montre d'ailleurs dans les banques dont le portefeuille n'a pas non plus augmenté considérablement (grandes banques de Berlin : traites commerciales au 31 mars 1933, 1259 millions — au 30 octobre 1934, 1456 millions) ; la nature de leur portefeuille a évolué de la même façon, les traites réellement

(1) Rapport de la Reichsbank pour l'année 1934, p. 5.

(2) Frankf. Ztg. N° 133, du 13 mars 1935.

commerciales ont fait place à des traites du travail. On peut estimer à 800 millions environ le montant qu'elles en ont absorbé et conservé en 1933 et 34.

Les instituts publics, caisses d'épargne et Girozentralen ont certainement absorbé pour plus d'un milliard de bons du Trésor destinés au financement des travaux (1).

En même temps que cet effort considérable de financement était accompli, une aisance remarquable se manifestait sur le marché monétaire, ce qui est assez contradictoire.

Ces phénomènes de stabilité de la circulation monétaire, d'augmentation relativement faible du portefeuille d'escompte des banques et de l'institut d'émission, d'aisance du marché monétaire s'expliquent par un phénomène de circuit fermé qui ramène automatiquement à la Reichsbank les billets émis par celle-ci pour le financement des travaux. En effet, les fonds que les banques se procurent par l'escompte des traites du travail sont remis aux entrepreneurs qui paient leurs fournisseurs et ouvriers. Les capitaux ainsi infusés à l'économie reviennent à peu près automatiquement aux instituts de crédit soit sous forme de dépôts nouveaux, soit sous forme de remboursements d'anciens crédits. Si pendant l'année 1934 les comptes-courants créditeurs des banques n'ont pas diminué et ont même légèrement augmenté malgré la diminution continue des dépôts étrangers (*Registernmark*), c'est que de nouveaux dépôts ont été créés grâce aux nouveaux capitaux mis à la disposition de l'économie. Les banques de leur côté ont profité de ce reflux d'argent frais pour se dégager vis-à-vis de la Reichsbank des engagements encore à leur charge à la suite de la crise de 1931 ; les caisses d'épargne notamment ont remboursé presque entièrement leurs tirages sur l'*Akzeptbank*, ils passent en effet de 887 à 97 millions. Les billets nouvellement émis retournent donc à la Reichsbank, on constate d'ailleurs par les statistiques de la Reichsbank une accélération notable de la vitesse de circulation de la monnaie. Il ne faut pas se dissimuler que pour les banques cette politique présente un certain danger car elles ont par ailleurs accordé de nombreux et importants crédits indépendamment de

(1) Frankf. Ztg. N° 239, du 13 mai 1934.

l'Arbeitsbeschaffung ; cela ne peut être qu'aux dépens de leur liquidité. Elles se sont de plus en plus fiées à l'aide éventuelle de la Reichsbank en cas de difficultés.

Ces procédés de financement peuvent continuer indéfiniment en utilisant le circuit fermé ainsi décrit et sans nuire à la stabilité monétaire, mais à une condition : il faudra bien un jour ou l'autre consolider cette masse de crédits flottants, car de nouveau nous retombons dans l'erreur, volontairement commise, d'investir à long terme des capitaux formellement empruntés à court terme. Toutefois, il y a une différence capitale avec les événements d'avant 1931, c'est qu'il s'agit cette fois-ci uniquement de capitaux intérieurs. Avec le régime allemand actuel un run n'est pas à craindre et une opération de consolidation est plus facile à réaliser qu'avec des crédits étrangers. L'hypothèse d'un emprunt de consolidation obligatoire n'a rien d'in vraisemblable, nous revenons à la politique de crédit du temps de guerre.

En tout cas, tous les efforts tendent actuellement à préparer le marché financier en vue d'une telle opération de consolidation. Une conversion des emprunts hypothécaires et communaux de 6 à 4 1/2 % a eu lieu le 27 février 1935, cette conversion portait sur un capital de 10 milliards et était pour ainsi dire obligatoire. Nous avons vu que la loi du 5 décembre 1934 et le rapport de la Commission d'enquête bancaire insistaient particulièrement sur la nécessité de la réorganisation du marché financier, la loi et le rapport avaient certainement en vue la consolidation des opérations de financement des grands travaux.

Nous croyons nécessaire de faire à cette place une remarque qui déborde largement du cadre de notre sujet. Nous avons montré que le financement du programme des travaux publics pouvait être réalisé en l'absence de toute création réelle de capital. A quoi assistons-nous en effet, si l'on fait abstraction des formalités juridiques qui entourent ces opérations : l'Etat crée arbitrairement le pouvoir d'achat et alimente artificiellement une économie pauvre en capitaux. Les conséquences néfastes qu'une telle politique de crédit pourrait avoir dans un régime d'économie libérale sont supprimées facilement par le pouvoir absolu qu'a l'Etat en Alle-

magne d'ordonner une conversion obligatoire en emprunts à long terme de toute cette masse de capitaux ou, si la charge des intérêts devenait trop lourde pour le budget, de faire banqueroute.

Il ne fait pas de doute à notre avis que le réarmement massif de l'Allemagne en tant qu'il met à contribution les ressources de l'économie nationale, peut être financé et est financé exactement de la même façon que le programme des travaux publics. En partie il se cache d'ailleurs dans celui-ci, pour l'autre partie il est effectué par l'intermédiaire de ces succursales de la Reichsbank et du *Reich* que sont la *Deutsche Golddiskontbank* et la *Reichskredit A-G*, ainsi que la *Viag*, la *Bank für Deutsche Industrie-Obligationen*, etc. Il faudrait donc se garder de croire que des considérations d'ordre financier interne puissent influencer en quoi que ce soit la question des armements. Toute l'économie allemande, système de crédit y compris, est en état de mobilisation latente.

Toutes les forces vives de l'Allemagne sont réquisitionnées pour contribuer à l'accroissement de sa puissance militaire : les banques n'échappent pas à cette mainmise totale.

CONCLUSION

«Le commerce de banque, Messieurs, n'est malheureusement pas une profession très populaire, et c'est pourtant une profession très nécessaire et très utile pour le bien public si elle est bien exercée. Que les banques allemandes n'aient pas dignement rempli cette tâche, de cela nul ne doute.» (M. SCHACHT, discours du 22 février 1934).

Ces sévères paroles que M. Schacht prononça à l'assemblée générale annuelle de l'Association Centrale des Banques et Banquiers Allemands en 1934 nous serviront de conclusion.

Nous avons vu tout au cours de cette étude les erreurs et les fautes qui ont caractérisé la politique bancaire de l'Allemagne d'après-guerre. Nous les avons appréciées bien souvent sans indulgence quoique nous soyons encore bien proches des événements pour pouvoir nous permettre un jugement définitif ; mais pour comprendre ce qui a pu provoquer ces défaillances, il faut se garder d'oublier le terrain particulièrement favorable qu'elles ont rencontré. La guerre et l'inflation ont certes causé des ruines matérielles incalculables, mais plus profondes en ont encore été les conséquences d'ordre spirituel. La mentalité de la génération de banquiers qui a suivi la guerre a évolué considérablement par rapport à celle d'autrefois ; à une prudente et sage conduite des affaires, qui n'excluait d'ailleurs pas une hardiesse de conceptions remarquable, a succédé un modernisme outrancier, un esprit spéculatif désordonné, une folie d'expansion démesurée. Les principes les plus respectables, non seulement par leur ancienneté mais aussi par leur signification économique profonde, ont été jetés par dessus bord

et remplacés par une légèreté impardonnable. Il est vrai que cet afflux de capitaux étrangers à l'Allemagne dans lequel les banquiers étrangers ont aussi leur part de responsabilité était de nature à faire perdre la tête même à des gens très pondérés. Il était si facile de procurer des capitaux à des entreprises qui les sollicitaient avec insistance que les limites entre l'emploi économiquement utile des capitaux et l'aide apportée à une trésorerie en difficulté avaient tendance à s'effacer.

Les banques allemandes ont toujours accédé trop facilement aux désirs de l'économie, en particulier de l'industrie, pour que celle-ci soit bien venue à se plaindre des répercussions fâcheuses qu'a entraînées une politique de crédits faciles. Il ne faut pas oublier que si les banques ont subi d'énormes pertes, c'est en partie parce qu'elles ont soutenu de leur crédit une politique de prospérité qui depuis quelques années n'était déjà plus justifiée.

Ceci est de nature à faire peser une certaine part de responsabilité dans la crise bancaire sur toute l'économie allemande, mais sans pour cela diminuer celle des banques. Celui qui gère les capitaux qui ne lui appartiennent pas doit, même s'il compte sur une évolution future favorable, tenir compte des risques d'une évolution moins favorable. C'est ce que les banques allemandes n'ont pas fait, emportées par un optimisme perpétuel. Et justement, par la place qu'elles occupent dans l'armature économique du pays, c'est elles qui n'auraient pas dû s'abandonner à cet optimisme irréfléchi.

Elles connaissaient, ou du moins elles avaient les éléments nécessaires pour pouvoir connaître, la composition de leurs dépôts, leur stabilité, et la liquidité de leurs placements. Leur rôle était de tenir compte de ces deux éléments et d'en inspirer leur politique de crédit ; ne pas l'avoir fait, c'est là le reproche capital que nous leur adressons. Nous ne pensons certes pas qu'elles auraient pu empêcher la crise économique mondiale de s'attaquer à l'Allemagne, ni éviter les conséquences bancaires en résultant normalement, mais elles auraient pu éviter que n'éclatât une crise bancaire telle que nous l'avons vue, si elles s'étaient mieux inspirées des sains principes de la politique bancaire, non pas seulement formel-

lement mais en pleine connaissance de cause de leurs attaches économiques profondes.

Leurs fautes ont coûté cher aux banques, elles y ont laissé leur liberté, peut-être à tout jamais. La création d'énormes blocs bancaires n'avait déjà que trop accrédité l'idée que de tels organismes, en raison de leur rayon d'action, débordaient du cadre de l'économie privée. L'obligation pour l'Etat d'intervenir en leur faveur dans l'intérêt bien compris des épargnants n'a fait que fortifier cette croyance. Les grandes banques sont tombées vraiment sous la tutelle de l'Etat ; comme d'autre part cet Etat est l'Etat national-socialiste, il doit en raison de sa conception semi-politique de tout ce qui concerne l'économie, faire des banques un instrument docile de sa politique économique. La crise de 1931 lui a donné ce moyen en plaçant sous sa domination des instituts de crédit obligés de solliciter son aide. Il sera d'autant plus difficile aux banques de retrouver entièrement leur caractère d'entreprises privées qu'elles ont bénéficié plus largement de la protection de l'Etat.

Deux choses seraient nécessaires pour permettre aux banques de retrouver leur liberté d'antan. D'abord il faudrait leur assurer un rendement suffisant pour donner un regain de faveur aux actions de banque, on ne peut pas priver indéfiniment des actionnaires de dividendes. Or, aujourd'hui encore les banques doivent consacrer leurs bénéfices aux amortissements et à la reconstitution de réserves (1). D'autre part, plus elles seront des instruments de la politique économique de l'Etat, plus elles seront obligées de se livrer à des opérations dont l'influence lointaine sur l'économie sera peut-être bienfaisante, mais dont les résultats actuels ne contribuent pas à améliorer leur rendement.

Ce qu'il faudrait en outre, c'est que l'Etat, respectueux de la nature essentiellement privée du commerce de banque, décidât de renoncer volontairement à son influence exorbitante. Si en 1931 le caractère passager de l'influence de l'Etat sur le système bancaire pouvait encore être admis à la rigueur, tel n'est plus le cas en 1935. La profonde évolution

(1) Frankf. Ztg., No. 188, du 12 avril 1935.

politique de l'Allemagne entre ces deux dates rend chimérique cette espérance et cela par la logique même des choses. La conception de la main-mise totale de l'Etat sur l'économie, emporte de plein droit l'enrôlement du système bancaire au service de l'Etat.

Le monde entier évolue vers une politique économique autoritaire, expérience Roosevelt, expérience Van Zeeland, mais nulle part nous n'assistons à une politique d'économie dirigée plus totale qu'en Russie, si ce n'est en Allemagne. L'essence même de ce régime est la cause qui, à notre avis, empêche pour un temps indéterminé les banques de se libérer des entraves qui pèsent sur leur liberté d'action ; mais les abus par lesquels s'est caractérisée leur politique en sont l'autre cause.

BIBLIOGRAPHIE

A. — Livres.

DER BANKKREDIT. — *Unterhandlungen und Berichte des Unterausschusses für Geld, Kredit u. Finanzwesen* (1930).

Untersuchung des Bankwesens (1933).

ERICH PRIESTER. — *Das Geheimnis des 13 Juli.* (1932).

Prof. JULIUS ZIEGLER. — *Bankensanierung und Bankenaufsicht.* (1933).

— *Wirtschaftskrise und Bankenreform* (1933).

ERICH WELTER. — *Der Krach von 1931* (1932).

— *Ende und Lehren der Krise* (1933).

H. MUNCH. — *Bankenprobleme* (1932).

Prof. MELCHIOR PALYIU. QUITTNER. — *Handwörterbuch des Bankwesens* (1933).

Die Notverordnung/en der Reichsregierung du 7 juillet 1931 au 19 septembre 1931 (publiés par la *Fraekfurter Zeitung*),

H. RITTERSHAUSEN. — *Der Neubau des Deutschen Kreditsystems* (1932).

M. BERSUCH. — *Das Fremdkapital der deutschen Grossbanken seit der Stabilisierung der Währung* (1932).

D^r FÉLIX SOMARY. — *Bankpolitik* (1930).

— *Ursachen der Krise* (1933).

Prof. L. ALBERT HAHN. — *Volkswirtschaftliche Theorie des Bankkredits* (1930).

D^r ARWED KOCH. — *Banken und Bankgeschäfte unter besonderer Berücksichtigung der Rechtsverhältnisse* (1931).

D^r GEORG SOLMSEN. — *Entwicklungstendenzen und weltwirtschaftliche Aufgaben der deutschen Grossbanken* (1930).

W. STRAUSS. — *Die Konzentrationsbewegung im deutschen Bankgewerbe.* (1928).

- Dr NAVACHINE. — *La crise et l'Europe économique* (1932).
- ISAAC PÉREIRE. — *Principes de la constitution des banques* (1851).
- JEAN MALPAS. — *Les mouvements internationaux des capitaux* (thèse 1934).
- RICHARD LEWINSOHN. — *Histoire de la crise 1929-1934* (1935).
- PIERRE CAUBOE. — *Le rôle social des banques* (1934).
- FRANÇOIS RADOT. — *La liquidité dans les banques* (thèse 1934).
- S. D. N. — *Les banques commerciales 1925-1933* (1934).
- Dr L. SCHULTHESS. — *Die Bankreform. Ein Kampf ums Recht* (1934).
- O. CH. FISCHER. — *Das Bankwesen im nationalsozialistischen Staat* (1934).
- WERNER BRAUN. — *Das Liquiditätsproblem der Kreditbanken* (1934).
- DÖRING. — *Kreditwirtschaft und Bankenreform* (1934).
- J. DELIVANIS. — *La politique des banques allemandes en matière de crédit à court terme* (thèse 1934).
- M. HARBLAY. — *Les défaillances de l'Allemagne vis-à-vis de ses créanciers privés et la défense du mark* (thèse 1934).

B. — Périodiques.

Frankfurter Zeitung.
Die Wirtschaftskurve.
Bank-Archiv.
Die Bank
Wirtschaft und Statistik.
Wochenberichte des Instituts für Konjunkturforschung.
Der Deutsche Volkswirt.
Weltwirtschaftliches Archiv.
Revue Economique Internationale.
Revue Politique et Parlementaire.
L'Europe Nouvelle.

Vu, le Président
 JEAN LESCURY

Vu, le Doyen,
 ALLIX

Vu et permis d'imprimer:
 Le Recteur de l'Académie de Paris,
 S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE, SES ETAPES

CHAPITRE I

L'évolution de la situation bancaire allemande jusqu'au 13 juillet 1931	13
1. La situation entre septembre 1930 et avril 1931	13
2. L'effondrement de la « <i>Österreichische Credit-Anstalt</i> »	14
3. Les retraits de dépôts et la politique de la Reichsbank .	17
4. L'approche de la catastrophe, dernières tentatives . .	25
5. L'effondrement de la « <i>Danat</i> »	28

CHAPITRE II

Le 13 juillet 1931 : la crise aiguë	34
1. Le run. Le sort de la « <i>Danat</i> »	34
2. « <i>Vacances bancaires</i> »	38
3. « <i>L'Akzept und Garantiebank A-G.</i> »	44
4. Action de secours en faveur de la <i>Dresdner Bank</i> . .	51

CHAPITRE III

L'Etat et les banques	55
1. Le fait de l'intervention de l'Etat.	55
2. Mesures générales pour toutes les banques	60
3. L'ordonnance du 19 septembre 1931 et le « <i>Curatoire aux banques</i> »	62

CHAPITRE IV

La réforme du 22 février 1932	65
1. Préliminaires d'une réorganisation générale	65
2. Réorganisation bancaire	69
A) Fusion Darmstädter u. Nationalbank-Dresdner Bank	70
B) Deutsche Bank u. Discontogesellschaft.	75
C) Fusion Commerz u. Privatbank-Barmer Bankverein.	81
D) Allgemeine Deutsche Credit-Anstalt	85
3. Récapitulation.	86

CHAPITRE V

L'assainissement continue	95
1. L'évolution de la situation bancaire après le 22 février 1932	95
La deuxième étape du programme d'assainissement : « Tilka » et « Finag »	99
A) Deutsches Finanzierungsinstitut A G. (Finag).	100
B) Tilgungskasse für gewerbliche Kredite (Tilka)	104
3. Les bilans de 1932	109
4. La fin de l'évolution de la crise en 1933 et 1934	118

CHAPITRE VI

Les accords d'immobilisation des crédits étrangers à court terme (Stillhalteabkommen)	125
1. Le premier accord sur les crédits à court terme (19 août 1931)	127
2. Le deuxième accord sur les crédits à court terme (20 janvier 1932)	130
3. Le troisième accord sur les crédits à court terme (17 février 1933).	132
4. Les accords de 1934 et 1935	134

DEUXIÈME PARTIE

APRÈS LA CRISE
LA COMMISSION D'ENQUÊTE BANCAIRE

CHAPITRE I

La « Bankenquete » et les causes de la crise . . .	141
1. Les travaux de la Commission d'enquête	142
2. Les causes de la crise	148
A) Insuffisance de la base en capital des banques . . .	149
B) Concurrence entre banques privées et banques publiques et trop grande extension de l'appareil bancaire.	151
C) Abus des crédits étrangers à court terme	155
D) Abus dans la politique de crédit, particulièrement en ce qui concerne les relations avec l'industrie . . .	158
3. Fin des travaux de la Commission d'enquête	165

CHAPITRE II

La nouvelle loi sur l'organisation du crédit du 5 décembre 1934	169
1. Le contrôle par l'Etat de l'activité des instituts de crédit.	170
2. Le régime de l'autorisation préalable ou de la concession	173
3. Prescriptions relatives aux ouvertures de crédits et au montant des ressources propres	174
4. Prescriptions relatives à la liquidité.	177
5. Prescriptions spéciales relatives aux dépôts d'épargne.	178
6. Prescriptions relatives aux paiements effectués autrement qu'en espèces	179
7. Mesures de publicité.	180

CHAPITRE III

Les banques et le financement du travail.	186
1. Le programme des travaux	187
2. Le financement de l'« Arbeitsbeschaffung »	188
3. Répercussions bancaires des méthodes de financement.	191
Conclusion	195

